



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Business Management and Consulting Services Division /
Division des services de gestion des affaires et de
consultation
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
10C1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Services bancaires à l'étranger	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN891-161475/B	Date 2016-10-20
Client Reference No. - N° de référence du client 20161475	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZG-411-30539	
File No. - N° de dossier 411zg.EN891-161475	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-12-19	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Baker(411zg), Roxane	Buyer Id - Id de l'acheteur 411zg
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4960 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-2675
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA PORTAGE III 11 LAURIER ST Gatineau Quebec K1A0S5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire		Del. Offered Liv. offerte
						Destination	FOB/FAM Plant/Usine	
1	Foreign Banking Services	EN891	EN891	1	LOT	\$	XXXXXXXXXXXX	See Herein

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

TITRE.....	3
PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU	4
PARTIE 2 –INSTRUCTIONS À L’INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE.....	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	7
2.5 LOIS APPLICABLE.....	7
2.6 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU BESOIN PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	7
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
SECTION I: SOUMISSION TECHNIQUE	8
SECTION II: SOUMISSION FINANCIÈRE	9
SECTION III: ATTESTATIONS	9
SECTION IV : RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	9
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3, BARÈME DE PRIX.....	10
PARTIE 4 –PROCÉDURES D’ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	26
4.1 PROCÉDURES D’ÉVALUATION	26
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION.....	27
4.2.1 <i>Prix Évalué le plus bas par point.....</i>	<i>27</i>
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 CRITÈRES TECHNIQUES.....	28
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	38
5.1 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉS AVEC LA SOUMISSION	38
5.2 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉS PRÉALABLEMENT À L’ATTRIBUTION DU CONTRAT.....	38
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	39
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	39
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE	39
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	40
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	40
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	40
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	41
7.4 DURÉE DU CONTRAT	41
7.5 RESPONSABLES	42
7.6 PAIEMENT.....	43
7.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	44
7.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	44
7.9 LOIS APPLICABLES	45
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	45
7.11 ASSURANCE	45
7.12 PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS	45

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.13 CONFORMITÉ AUX LOIS RELATIVES AUX BILLETS DE BANQUE EN DEVISE ÉTRANGÈRE45

ANNEXE A, ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....46

ANNEXE B, BASE DE PAIEMENT.....47

ANNEXE C, LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....52

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

TITRE

Demande de soumissions EN891-161475/B pour la prestation des services bancaires à l'étranger.

SVP contacter l'autorité contractante pour obtenir une copie MS Word de la pièce jointe 1 de la partie 3 et la pièce jointe 1 de la partie 4.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes; et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et des renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les pièces jointes comprennent le barème de prix, les critères techniques et les attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité.

1.2 Sommaire

1.2.1 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), au nom du Receveur général du Canada (RGC), a besoin de services bancaires à l'étranger. La portée du contrat que cherche à établir le RGC touche des paiements en devise étrangère à des destinataires au Canada ou à l'étranger ainsi que la réception de sommes en devises étrangères.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

La période initiale du contrat portant sur les services bancaires à l'étranger sera d'une durée de cinq (5) ans à compter de la date d'attribution du contrat. Le contrat comprendra une option irrévocable permettant au Canada d'en prolonger la durée de trois (3) périodes additionnelle d'un (1) an, plus une période de transition d'un (1) an au prix de la dernière année

1.2.2 Le contrat subséquent ne doit pas être utilisé pour les livraisons à effectuer dans une région visée par une entente de revendication territoriale globale. Toutes les livraisons à effectuer dans cette région doivent être traitées distinctement.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de la demande de soumissions . Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 2 –INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2016-04-04), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours civils.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissions transmises à TPSGC par courrier électronique ne seront pas acceptées.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir par écrit avant l'attribution du contrat pour chacune des questions ci-dessous la réponse à la question et, s'il y a lieu, l'information exigée.

Si l'autorité contractante n'a pas reçu la réponse à la question et, s'il y a lieu, l'information exigée par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel la réponse à la question et, s'il y a lieu, l'information exigée doivent être fournies. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définitions

Aux fins de cette clause,

"ancien fonctionnaire" signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, c. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être:

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension dans la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant:

- (a) le nom de l'ancien fonctionnaire; et
- (b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à [l'Avis sur la Politique des marchés:2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines; et
- g) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5,000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicable

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois. À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard quinze (15) jours avant la date de clôture de la DP. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit:

- Section I: Soumission technique [4 copies papier];
- Section II: Soumission financière [2 copies papier];
- Section III: Attestations [1 copie papier]; et
- Section IV: Renseignements supplémentaires [1 copie papier].

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm); et
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I: soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

La Partie 4, Procédures d'évaluation, comprend d'autres instructions que les soumissionnaires devraient considérer au moment de préparer leur soumission technique.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Section II: soumission financière

- A. Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en dollars canadiens et en conformité avec le barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la Partie 3. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.
- B. Les soumissionnaires doivent soumettre leurs prix et/ou leurs taux FAB destination; les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, s'il y a lieu; et les taxes applicables exclues.
- C. Au moment de préparer leur soumission financière, les soumissionnaires devraient examiner la clause 4.1.2, Évaluation financière, de la Partie 4; et l'article 7.6, Paiement, de la partie 7 ainsi que l'annexe B, base de paiement.
- D. Clauses du Guide des CCUA

C3011T(2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les soumissionnaires devraient inclure dans la Section III de leur soumission les attestations exigées à la Partie 5 et, s'il y a lieu, les renseignements supplémentaires connexes.

Section IV : Renseignements supplémentaires

Dans la section IV de leur soumission, les soumissionnaires devraient fournir :

- 1. La raison sociale (le nom légal);
- 2. leur numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA);
- 3. le nom de la personne-ressource autorisée par le soumissionnaire à communiquer avec le Canada en ce qui concerne leur soumission et tout contrat subséquent pouvant découler de leur soumission; et l'information suivante la concernant: son adresse postale, ses numéros de téléphone et de télécopieur; et son adresse courriel;
- 4. concernant l'article 2.3, Ancien fonctionnaire, de la Partie 2 de la demande de soumissions, la réponse requise à chacune des questions; et si la réponse est oui, l'information requise;
- 5. concernant l'article 6.1, Exigences relatives à la sécurité, de la Partie 6 de la demande de soumissions :
 - a. pour chaque individu qui doit avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé :
 - 1) le nom de l'individu;
 - 2) sa date de naissance; et
 - 3) s'ils sont disponibles, des renseignements confirmant que l'individu possède une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
 - et
 - b. l'adresse contenant les renseignements ci-dessous pour chaque lieu proposé pour la réalisation des travaux ou pour la sauvegarde des documents.

Adresse :
No civique, nom de la rue, unité / no de suite / d'appartement
Ville, Province / Territoire / État
Code postal
Pays

PIÈCE JOINTE 1 de la PARTIE 3

BARÈME DE PRIX

Le soumissionnaire doit indiquer clairement dans sa soumission financière tous les tarifs, les frais et les prix proposés (en dollars canadiens) qui correspondent à chaque élément d'établissement des prix applicable, conformément à l'*Annexe B, Base de paiement*. Le soumissionnaire doit remplir la *Pièce jointe 1 de la Partie 3 – Barème de prix* en indiquant les tarifs, les frais et les prix proposés. Les tarifs, frais et prix proposés ne doivent pas comporter plus de six décimales. Le cas échéant, le Canada ne tiendra pas compte de la septième décimale et des suivantes. Le présent document a aussi pour objet d'expliquer comment sera établi le prix total évalué.

Les tarifs, les prix et les frais détaillés ci-dessous, inscrits dans la *Pièce jointe 1 de la Partie 3 – Barème de tarification*, doivent comprendre le coût estimatif total de toutes les dépenses de déplacement et de séjour qu'il peut être nécessaire d'engager aux fins de l'exécution des travaux décrits à la *Partie 7, Clauses du contrat subséquent*, de la demande de soumissions.

L'inclusion de données volumétriques dans le présent document ne représente pas un engagement du Canada que son utilisation future des services décrits dans la demande de soumissions correspondra à ces données.

1.0 Calcul du prix total évalué (PTE)

Aux seules fins de l'évaluation, le prix total évalué (PTE) sera établi comme suit :

Élément	Description	Prix total aux fins de l'évaluation
1	Prix total évalué pour les taux de marge relativement aux paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques	Montant correspondant au résultat du calcul énoncé au point 2.1.1 (Tableau 1.3) ci-dessous
2	Prix total évalué pour les taux de marge relativement à tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur	Montant correspondant au résultat du calcul énoncé au point 2.1.1 (Tableau 2.3) ci-dessous
3	Prix total évalué pour les chèques entrants	Montant correspondant au résultat du calcul énoncé au point 2.1.2 (Tableau 3.3) ci-dessous
4	Prix total évalué pour les virements télégraphiques	Montant correspondant au résultat du calcul énoncé au point 2.1.2 (Tableau 4.3) ci-dessous
5	Prix total évalué pour les commandes de billets de banque en devises	Montant correspondant au résultat du calcul énoncé au point 2.1.3 (Tableau 5.3) ci-dessous
6	Prix total évalué pour les dépôts de billets de banque en devises	Montant correspondant au résultat du calcul énoncé au point 2.1.3 (Tableau 6.3) ci-dessous
7	Prix total évalué pour les virements télégraphiques	Montant correspondant au résultat du calcul énoncé au point 2.2.1 (Tableau 7.3) ci-dessous
8	Prix total évalué pour les activités postérieures au paiement	Montant correspondant au résultat du calcul énoncé au point 2.2.2 (Tableau 8.3) ci-dessous

9	Prix total évalué pour les activités de transport par véhicule blindé	Montant correspondant au résultat du calcul énoncé au point 2.3.1 (Tableau 9.3) ci-dessous
Σ	Prix total évalué (somme des éléments 1 à 9 ci-dessus)	$PTE = \sum_{k=1}^9 PTE_{\text{élément},k}$

2.0 Évaluation des prix, frais et tarifs

Les formules suivantes seront utilisées pour calculer les éléments individuels qui serviront au calcul du prix total évalué dans la section 1.0 ci-dessus.

Tous les taux de marge doivent être donnés en points de base. Tous les frais doivent être donnés en dollars canadiens par unité indiquée.

2.1 Évaluation des taux de marge appliqués à la conversion monétaire

2.1.1 Évaluation des taux de marge appliqués aux paiements du RG

Élément 1 – Calcul du prix total évalué pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques

Le prix total évalué pour l'élément 1 sera calculé au *Tableau 1.3 – Prix total évalué pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques* en multipliant les taux de marge proposés par le soumissionnaire dans le *Tableau 1 – Taux de marge pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques* par les estimations de la valeur correspondantes fournies au *Tableau 1.1 – Estimations de la valeur pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques* et le facteur de pondération préétabli correspondant décrit au *Tableau 1.2 – Facteurs de pondération pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques*, attribués par TPSGC avant la diffusion de la demande de propositions.

$$TEP_{\text{élément1}} = \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^6 M1_{ij} \cdot V1_{ij} \cdot W1_{ij}$$

$$\text{où, } \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^4 W1_{ij} = 1$$

Tableau 1 – Taux de marge (en BPS) pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques

Devise	Période du contrat			Périodes d'option		
	Chèque	TAF	Virement télégraphique	Chèque	TAF	Virement télégraphique
USD	M1 ₁₁ =	M1 ₁₂ =	M1 ₁₃ =	M1 ₁₄ =	M1 ₁₅ =	M1 ₁₆ =
EUR	M1 ₂₁ =	M1 ₂₂ =	M1 ₂₃ =	M1 ₂₄ =	M1 ₂₅ =	M1 ₂₆ =
GBP	M1 ₃₁ =	M1 ₃₂ =	M1 ₃₃ =	M1 ₃₄ =	M1 ₃₅ =	M1 ₃₆ =
AUD	M1 ₄₁ =	M1 ₄₂ =	M1 ₄₃ =	M1 ₄₄ =	M1 ₄₅ =	M1 ₄₆ =
CHF	M1 ₅₁ =	M1 ₅₂ =	M1 ₅₃ =	M1 ₅₄ =	M1 ₅₅ =	M1 ₅₆ =
JPY	M1 ₆₁ =	M1 ₆₂ =	M1 ₆₃ =	M1 ₆₄ =	M1 ₆₅ =	M1 ₆₆ =
NZD	M1 ₇₁ =	M1 ₇₂ =	M1 ₇₃ =	M1 ₇₄ =	M1 ₇₅ =	M1 ₇₆ =
Monnaies exotiques	M1 ₈₁ =	M1 ₈₂ =	M1 ₈₃ =	M1 ₈₄ =	M1 ₈₅ =	M1 ₈₆ =

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 1.1 – Estimations de la valeur pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques en milliers de CAD (aux fins d'évaluation seulement)

Devise	Période du contrat			Périodes d'option		
	Chèque	TAF	Virement télégraphique	Chèque	TAF	Virement télégraphique
USD	V1 ₁₁ = \$433,698	V1 ₁₂ = \$1,191,258	V1 ₁₃ = \$6,491,670	V1 ₁₄ = \$260,219	V1 ₁₅ = \$714,755	V1 ₁₆ = \$3,895,002
EUR	V1 ₂₁ = \$292,571	V1 ₂₂ = \$650,435	V1 ₂₃ = \$1,228,102	V1 ₂₄ = \$175,543	V1 ₂₅ = \$390,261	V1 ₂₆ = \$736,861
GBP	V1 ₃₁ = \$52,309	V1 ₃₂ = \$240,753	V1 ₃₃ = \$33,885	V1 ₃₄ = \$31,385	V1 ₃₅ = \$144,452	V1 ₃₆ = \$20,331
AUD	V1 ₄₁ = \$36,970	V1 ₄₂ = \$120,098	V1 ₄₃ = \$197	V1 ₄₄ = \$22,182	V1 ₄₅ = \$72,059	V1 ₄₆ = \$118
CHF	V1 ₅₁ = \$6,495	V1 ₅₂ = \$14,722	V1 ₅₃ = \$24,746	V1 ₅₄ = \$3,897	V1 ₅₅ = \$8,833	V1 ₅₆ = \$14,847
JPY	V1 ₆₁ = \$8,643	V1 ₆₂ = \$0	V1 ₆₃ = \$153	V1 ₆₄ = \$5,186	V1 ₆₅ = \$0	V1 ₆₆ = \$92
NZD	V1 ₇₁ = \$10,807	V1 ₇₂ = \$28,913	V1 ₇₃ = \$0	V1 ₇₄ = \$6,484	V1 ₇₅ = \$17,348	V1 ₇₆ = \$0
Monnaies exotiques	V1 ₈₁ = \$21,171	V1 ₈₂ = \$101,361	V1 ₈₃ = \$102,174	V1 ₈₄ = \$12,703	V1 ₈₅ = \$60,817	V1 ₈₆ = \$61,304

Tableau 1.2 – Facteurs de pondération pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques

Devise	Période du contrat			Périodes d'option			Σ
	Chèque	TAF	Virement télégraphique	Chèque	TAF	Virement télégraphique	
USD	P1 ₁₁	P1 ₁₂	P1 ₁₃	P1 ₁₄	P1 ₁₅	P1 ₁₆	P1 _{1j}
EUR	P1 ₂₁	P1 ₂₂	P1 ₂₃	P1 ₂₄	P1 ₂₅	P1 ₂₆	P1 _{2j}
GBP	P1 ₃₁	P1 ₃₂	P1 ₃₃	P1 ₃₄	P1 ₃₅	P1 ₃₆	P1 _{3j}
AUD	P1 ₄₁	P1 ₄₂	P1 ₄₃	P1 ₄₄	P1 ₄₅	P1 ₄₆	P1 _{4j}
CHF	P1 ₅₁	P1 ₅₂	P1 ₅₃	P1 ₅₄	P1 ₅₅	P1 ₅₆	P1 _{5j}
JPY	P1 ₆₁	P1 ₆₂	P1 ₆₃	P1 ₆₄	P1 ₆₅	P1 ₆₆	P1 _{6j}
NZD	P1 ₇₁	P1 ₇₂	P1 ₇₃	P1 ₇₄	P1 ₇₅	P1 ₇₆	P1 _{7j}
Monnaies exotiques	P1 ₈₁	P1 ₈₂	P1 ₈₃	P1 ₈₄	P1 ₈₅	P1 ₈₆	P1 _{8j}
Σ	P1 _{i1}	P1 _{i2}	P1 _{i3}	P1 _{i4}	P1 _{i5}	P1 _{i6}	ΣΣ=1

Tableau 1.3 – Prix total évalué pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques

Devise	Période du contrat			Périodes d'option			Σ
	Chèque	TAF	Virement télégraphique	Chèque	TAF	Virement télégraphique	
USD	M1 ₁₁ · V1 ₁₁ · P1 ₁₁	M1 ₁₂ · V1 ₁₂ · P1 ₁₂	M1 ₁₃ · V1 ₁₃ · P1 ₁₃	M1 ₁₄ · V1 ₁₄ · P1 ₁₄	M1 ₁₅ · V1 ₁₅ · P1 ₁₅	M1 ₁₆ · V1 ₁₆ · P1 ₁₆	M2 _{1j} · V2 _{1j} · P2 _{1j}

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

EUR	M1 ₂₁ · V1 ₂₁ · P1 ₂₁	M1 ₂₂ · V1 ₂₂ · P1 ₂₂	M1 ₂₃ · V1 ₂₃ · P1 ₂₃	M1 ₂₄ · V1 ₂₄ · P1 ₂₄	M1 ₂₅ · V1 ₂₅ · P1 ₂₅	M1 ₂₆ · V1 ₂₆ · P1 ₂₆	M2 _{2j} · V2 _{2j} · P2 _{2j}
GBP	M1 ₃₁ · V1 ₃₁ · P1 ₃₁	M1 ₃₂ · V1 ₃₂ · P1 ₃₂	M1 ₃₃ · V1 ₃₃ · P1 ₃₃	M1 ₃₄ · V1 ₃₄ · P1 ₃₄	M1 ₃₅ · V1 ₃₅ · P1 ₃₅	M1 ₃₆ · V1 ₃₆ · P1 ₃₆	M2 _{3j} · V2 _{3j} · P2 _{3j}
AUD	M1 ₄₁ · V1 ₄₁ · P1 ₄₁	M1 ₄₂ · V1 ₄₂ · P1 ₄₂	M1 ₄₃ · V1 ₄₃ · P1 ₄₃	M1 ₄₄ · V1 ₄₄ · P1 ₄₄	M1 ₄₅ · V1 ₄₅ · P1 ₄₅	M1 ₄₆ · V1 ₄₆ · P1 ₄₆	M2 _{4j} · V2 _{4j} · P2 _{4j}
CHF	M1 ₅₁ · V1 ₅₁ · P1 ₅₁	M1 ₅₂ · V1 ₅₂ · P1 ₅₂	M1 ₅₃ · V1 ₅₃ · P1 ₅₃	M1 ₅₄ · V1 ₅₄ · P1 ₅₄	M1 ₅₅ · V1 ₅₅ · P1 ₅₅	M1 ₅₆ · V1 ₅₆ · P1 ₅₆	M2 _{5j} · V2 _{5j} · P2 _{5j}
JPY	M1 ₆₁ · V1 ₆₁ · P1 ₆₁	M1 ₆₂ · V1 ₆₂ · P1 ₆₂	M1 ₆₃ · V1 ₆₃ · P1 ₆₃	M1 ₆₄ · V1 ₆₄ · P1 ₆₄	M1 ₆₅ · V1 ₆₅ · P1 ₆₅	M1 ₆₆ · V1 ₆₆ · P1 ₆₆	M2 _{6j} · V2 _{6j} · P2 _{6j}
NZD	M1 ₇₁ · V1 ₇₁ · P1 ₇₁	M1 ₇₂ · V1 ₇₂ · P1 ₇₂	M1 ₇₃ · V1 ₇₃ · P1 ₇₃	M1 ₇₄ · V1 ₇₄ · P1 ₇₄	M1 ₇₅ · V1 ₇₅ · P1 ₇₅	M1 ₇₆ · V1 ₇₆ · P1 ₇₆	M2 _{7j} · V2 _{7j} · P2 _{7j}
Monnaies exotiques	M1 ₈₁ · V1 ₈₁ · P1 ₈₁	M1 ₈₂ · V1 ₈₂ · P1 ₈₂	M1 ₈₃ · V1 ₈₃ · P1 ₈₃	M1 ₈₄ · V1 ₈₄ · P1 ₈₄	M1 ₈₅ · V1 ₈₅ · P1 ₈₅	M1 ₈₆ · V1 ₈₆ · P1 ₈₆	M2 _{8j} · V2 _{8j} · P2 _{8j}
Σ	M2 _{i1} · V2 _{i1} · P2 _{i1}	M2 _{i2} · V2 _{i2} · P2 _{i2}	M2 _{i13} · V2 _{i3} · P2 _{i3}	M2 _{i4} · V2 _{i4} · P2 _{i4}	M2 _{i5} · V2 _{i5} · P2 _{i5}	M2 _{i6} · V2 _{i6} · P2 _{i6}	PTE _{Élément 1} = ΣΣ

Les résultats du prix total évalué pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques calculé au *Tableau 1.3 – Prix total évalué pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques* correspondront à la valeur attribuée pour l'élément 1 dans le calcul du prix total évalué, *section 1.0 – Calcul du prix total évalué (PTE)*.

Élément 2 – Calcul du prix total évalué pour tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur

Le prix total évalué pour l'élément 2 sera calculé au *Tableau 2.3 – Prix total évalué pour tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur* en multipliant les taux de marge proposés par le soumissionnaire dans le *Tableau 2 – Taux de marge pour tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur* par les estimations de la valeur correspondantes fournies au *Tableau 2.1 – Estimations de la valeur pour tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur* et le facteur de pondération préétabli correspondant décrit au *Tableau 2.2 – Facteurs de pondération pour tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur*, attribués par TPSGC avant la diffusion de la demande de propositions.

$$TEP_{\text{Élément},2} = \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^4 M2_{ij} \cdot V2_{ij} \cdot W2_{ij}$$

$$\text{où, } \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^4 W2_{ij} = 1$$

Tableau 2 – Taux de marge (en BPS) pour tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur

Devise	Période du contrat		Périodes d'option	
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN
USD	M2 ₁₁ =	M2 ₁₂ =	M2 ₁₃ =	M2 ₁₄ =
EUR	M2 ₂₁ =	M2 ₂₂ =	M2 ₂₃ =	M2 ₂₄ =
GBP	M2 ₃₁ =	M2 ₃₂ =	M2 ₃₃ =	M2 ₃₄ =
AUD	M2 ₄₁ =	M2 ₄₂ =	M2 ₄₃ =	M2 ₄₄ =
CHF	M2 ₅₁ =	M2 ₅₂ =	M2 ₅₃ =	M2 ₅₄ =
JPY	M2 ₆₁ =	M2 ₆₂ =	M2 ₆₃ =	M2 ₆₄ =
NZD	M2 ₇₁ =	M2 ₇₂ =	M2 ₇₃ =	M2 ₇₄ =
Monnaies exotiques	M2 ₈₁ =	M2 ₈₂ =	M2 ₈₃ =	M2 ₈₄ =

Tableau 2.1 – Estimations de la valeur pour tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur en milliers de CAD (aux fins d'évaluation seulement)

Devise	Période du contrat		Périodes d'option	
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN
USD	V2 ₁₁ = \$2,032,305	V2 ₁₂ = \$16,250,817	V2 ₁₃ = \$1,219,383	V2 ₁₄ = \$9,750,490
EUR	V2 ₂₁ = \$555,904	V2 ₂₂ = \$3,988,478	V2 ₂₃ = \$333,542	V2 ₂₄ = \$2,393,087
GBP	V2 ₃₁ = \$179,019	V2 ₃₂ = \$503,330	V2 ₃₃ = \$107,411	V2 ₃₄ = \$301,998
AUD	V2 ₄₁ = \$25,403	V2 ₄₂ = \$23,541	V2 ₄₃ = \$15,242	V2 ₄₄ = \$14,125
CHF	V2 ₅₁ = \$59,191	V2 ₅₂ = \$229,229	V2 ₅₃ = \$35,514	V2 ₅₄ = \$137,537
JPY	V2 ₆₁ = \$29,661	V2 ₆₂ = \$13,119	V2 ₆₃ = \$17,797	V2 ₆₄ = \$7,871
NZD	V2 ₇₁ = \$13,177	V2 ₇₂ = \$0	V2 ₇₃ = \$7,906	V2 ₇₄ = \$0
Monnaies exotiques	V2 ₈₁ = \$420,683	V2 ₈₂ = \$485,655	V2 ₈₃ = \$252,410	V2 ₈₄ = \$291,393

Tableau 2.2 – Facteurs de pondération pour tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur

Devise	Période du contrat		Périodes d'option		Σ
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	
USD	P2 ₁₁	P2 ₁₂	P2 ₁₃	P2 ₁₄	P2 _{1j}
EUR	P2 ₂₁	P2 ₂₂	P2 ₂₃	P2 ₂₄	P2 _{2j}
GBP	P2 ₃₁	P2 ₃₂	P2 ₃₃	P2 ₃₄	P2 _{3j}
AUD	P2 ₄₁	P2 ₄₂	P2 ₄₃	P2 ₄₄	P2 _{4j}
CHF	P2 ₅₁	P2 ₅₂	P2 ₅₃	P2 ₅₄	P2 _{5j}
JPY	P2 ₆₁	P2 ₆₂	P2 ₆₃	P2 ₆₄	P2 _{6j}
NZD	P2 ₇₁	P2 ₇₂	P2 ₇₃	P2 ₇₄	P2 _{7j}
Monnaies exotiques	P2 ₈₁	P2 ₈₂	P2 ₈₃	P2 ₈₄	P2 _{8j}
Σ	P2 _{i1}	P2 _{i2}	P2 _{i3}	P2 _{i4}	ΣΣ=1

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 2.3 – Prix total évalué pour tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur

Devise	Période du contrat		Périodes d'option		Σ
	<100 000 \$ CA N	\geq 100 000 \$ CA N	<100 000 \$ CA N	\geq 100 000 \$ CA N	
USD	$M_{211} \cdot V_{211} \cdot P_{211}$	$M_{212} \cdot V_{212} \cdot P_{212}$	$M_{213} \cdot V_{213} \cdot P_{213}$	$M_{214} \cdot V_{214} \cdot P_{214}$	$M_{21j} \cdot V_{21j} \cdot P_{21j}$
EUR	$M_{221} \cdot V_{221} \cdot P_{221}$	$M_{222} \cdot V_{222} \cdot P_{222}$	$M_{223} \cdot V_{223} \cdot P_{223}$	$M_{224} \cdot V_{224} \cdot P_{224}$	$M_{22j} \cdot V_{22j} \cdot P_{22j}$
GBP	$M_{231} \cdot V_{231} \cdot P_{231}$	$M_{232} \cdot V_{232} \cdot P_{232}$	$M_{233} \cdot V_{233} \cdot P_{233}$	$M_{234} \cdot V_{234} \cdot P_{234}$	$M_{23j} \cdot V_{23j} \cdot P_{23j}$
AUD	$M_{241} \cdot V_{241} \cdot P_{241}$	$M_{242} \cdot V_{242} \cdot P_{242}$	$M_{243} \cdot V_{243} \cdot P_{243}$	$M_{244} \cdot V_{244} \cdot P_{244}$	$M_{24j} \cdot V_{24j} \cdot P_{24j}$
CHF	$M_{251} \cdot V_{251} \cdot P_{251}$	$M_{252} \cdot V_{252} \cdot P_{252}$	$M_{253} \cdot V_{253} \cdot P_{253}$	$M_{254} \cdot V_{254} \cdot P_{254}$	$M_{25j} \cdot V_{25j} \cdot P_{25j}$
JPY	$M_{261} \cdot V_{261} \cdot P_{261}$	$M_{262} \cdot V_{262} \cdot P_{262}$	$M_{263} \cdot V_{263} \cdot P_{263}$	$M_{264} \cdot V_{264} \cdot P_{264}$	$M_{26j} \cdot V_{26j} \cdot P_{26j}$
NZD	$M_{271} \cdot V_{271} \cdot P_{271}$	$M_{272} \cdot V_{272} \cdot P_{272}$	$M_{273} \cdot V_{273} \cdot P_{273}$	$M_{274} \cdot V_{274} \cdot P_{274}$	$M_{27j} \cdot V_{27j} \cdot P_{27j}$
Monnaies exotiques	$M_{281} \cdot V_{281} \cdot P_{281}$	$M_{282} \cdot V_{282} \cdot P_{282}$	$M_{283} \cdot V_{283} \cdot P_{283}$	$M_{284} \cdot V_{284} \cdot P_{284}$	$M_{28j} \cdot V_{28j} \cdot P_{28j}$
Σ	$M_{2i1} \cdot V_{2i1} \cdot P_{2i1}$	$M_{2i2} \cdot V_{2i2} \cdot P_{2i2}$	$M_{2i13} \cdot V_{2i3} \cdot P_{2i3}$	$M_{2i4} \cdot V_{2i4} \cdot P_{2i4}$	$PTE_{\text{Élément 2}} = \sum \Sigma$

Les résultats du prix total évalué pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques calculé au *Tableau 2.3 – Prix total évalué pour tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur* correspondront à la valeur attribuée pour l'élément 2 dans le calcul du prix total évalué, section 1.0 – Calcul du prix total évalué (PTE).

2.1.2 Évaluation des taux de marge appliqués aux rentrées de fonds du RG

Élément 3 – Calcul du prix total évalué pour les chèques entrants

Le prix total évalué pour l'élément 3 sera calculé au *Tableau 3.3 – Prix total évalué pour les chèques entrants* en multipliant les taux de marge proposés par le soumissionnaire dans le *Tableau 3 – Taux de marge pour les chèques entrants* par les estimations de la valeur correspondantes fournies au *Tableau 3.1 – Estimations de la valeur pour les chèques entrants* et le facteur de pondération préétabli correspondant décrit au *Tableau 3.2 – Facteurs de pondération pour les chèques entrants*, attribués par TPSGC avant la diffusion de la demande de propositions.

$$TEP_{\text{Élément 3}} = \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^2 M_{3ij} \cdot V_{3ij} \cdot W_{3ij}$$

$$\text{où, } \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^2 W_{3ij} = 1$$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 3 – Taux de marge (en BPS) pour les chèques entrants

Devise	Période du contrat	Périodes d'option
USD	M3 ₁₁ =	M3 ₁₂ =
EUR	M3 ₂₁ =	M3 ₂₂ =
GBP	M3 ₃₁ =	M3 ₃₂ =
AUD	M3 ₄₁ =	M3 ₄₂ =
CHF	M3 ₅₁ =	M3 ₅₂ =
JPY	M3 ₆₁ =	M3 ₆₂ =
NZD	M3 ₇₁ =	M3 ₇₂ =
Monnaies exotiques	M3 ₈₁ =	M3 ₈₂ =

Tableau 3.1 – Estimations de la valeur pour les chèques entrants en milliers de CAN (aux fins d'évaluation seulement)

Devise	Période du contrat	Périodes d'option
USD	V3 ₁₁ = \$1,717,517	V3 ₁₂ = \$1,030,510
EUR	V3 ₂₁ = \$436,897	V3 ₂₂ = \$262,138
GBP	V3 ₃₁ = \$65,663	V3 ₃₂ = \$39,398
AUD	V3 ₄₁ = \$13,416	V3 ₄₂ = \$8,049
CHF	V3 ₅₁ = \$21,754	V3 ₅₂ = \$13,053
JPY	V3 ₆₁ = \$3,355	V3 ₆₂ = \$2,013
NZD	V3 ₇₁ = \$3,441	V3 ₇₂ = \$2,065
Monnaies exotiques	V3 ₈₁ = \$603,342	V3 ₈₂ = \$362,005

Tableau 3.2 – Facteurs de pondération pour les chèques entrants

Devise	Période du contrat	Périodes d'option	Σ
USD	P3 ₁₁	P3 ₁₂	P3 _{1j}
EUR	P3 ₂₁	P3 ₂₂	P3 _{2j}
GBP	P3 ₃₁	P3 ₃₂	P3 _{3j}
AUD	P3 ₄₁	P3 ₄₂	P3 _{4j}
CHF	P3 ₅₁	P3 ₅₂	P3 _{5j}
JPY	P3 ₆₁	P3 ₆₂	P3 _{6j}
NZD	P3 ₇₁	P3 ₇₂	P3 _{7j}
Monnaies exotiques	P3 ₈₁	P3 ₈₂	P3 _{8j}
Σ	P3 _{i1}	P3 _{i2}	$\Sigma\Sigma=1$

Tableau 3.3 – Prix total évalué pour les chèques entrants

Devise	Période du contrat	Périodes d'option	Σ
USD	M3 ₁₁ · V3 ₁₁ · P3 ₁₁	M3 ₁₂ · V3 ₁₂ · P3 ₁₂	M3 _{1j} · V3 _{1j} · P3 _{1j}
EUR	M3 ₂₁ · V3 ₂₁ · P3 ₂₁	M3 ₂₂ · V3 ₂₂ · P3 ₂₂	M3 _{2j} · V3 _{2j} · P3 _{2j}
GBP	M3 ₃₁ · V3 ₃₁ · P3 ₃₁	M3 ₃₂ · V3 ₃₂ · P3 ₃₂	M3 _{3j} · V3 _{3j} · P3 _{3j}
AUD	M3 ₄₁ · V3 ₄₁ · P3 ₄₁	M3 ₄₂ · V3 ₄₂ · P3 ₄₂	M3 _{4j} · V3 _{4j} · P3 _{4j}
CHF	M3 ₅₁ · V3 ₅₁ · P3 ₅₁	M3 ₅₂ · V3 ₅₂ · P3 ₅₂	M3 _{5j} · V3 _{5j} · P3 _{5j}
JPY	M3 ₆₁ · V3 ₆₁ · P3 ₆₁	M3 ₆₂ · V3 ₆₂ · P3 ₆₂	M3 _{6j} · V3 _{6j} · P3 _{6j}
NZD	M3 ₇₁ · V3 ₇₁ · P3 ₇₁	M3 ₇₂ · V3 ₇₂ · P3 ₇₂	M3 _{7j} · V3 _{7j} · P3 _{7j}

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Monnaies exotiques	$M_{381} \cdot V_{381} \cdot P_{381}$	$M_{382} \cdot V_{382} \cdot P_{382}$	$M_{38j} \cdot V_{38j} \cdot P_{38j}$
Σ	$M_{3i1} \cdot V_{3i1} \cdot P_{3i1}$	$M_{3i2} \cdot V_{3i2} \cdot P_{3i2}$	PTE Élément 3= $\Sigma \Sigma$

Les résultats du prix total évalué pour les chèques entrants calculé au *Tableau 3.3 – Prix total évalué pour les chèques entrants* correspondront à la valeur attribuée pour l'élément 3 dans le calcul du prix total évalué, *section 1.0 – Calcul du prix total évalué (PTE)*.

Élément 4 – Calcul du prix total évalué pour les virements télégraphiques

Le prix total évalué pour l'élément 4 sera calculé au *Tableau 4.3 – Prix total évalué pour les virements télégraphiques* en multipliant les taux de marge proposés par le soumissionnaire dans le *Tableau 4 – Taux de marge pour les virements télégraphiques* par les estimations de la valeur correspondantes fournies au *Tableau 4.1 – Estimations de la valeur pour les virements télégraphiques* et le facteur de pondération préétabli correspondant décrit au *Tableau 4.2 – Facteurs de pondération pour les virements télégraphiques*, attribués par TPSGC avant la diffusion de la demande de propositions.

$$TEP_{\text{Élément 4}} = \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^4 M_{4ij} \cdot V_{4ij} \cdot W_{4ij}$$

$$\text{où, } \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^4 W_{4ij} = 1$$

Tableau 4 – Taux de marge (en BPS) pour les virements télégraphiques

Devise	Période du contrat	Périodes d'option
USD	$M_{411} =$	$M_{412} =$
EUR	$M_{421} =$	$M_{422} =$
GBP	$M_{431} =$	$M_{432} =$
AUD	$M_{441} =$	$M_{442} =$
CHF	$M_{451} =$	$M_{452} =$
JPY	$M_{461} =$	$M_{462} =$
NZD	$M_{471} =$	$M_{472} =$
Monnaies exotiques	$M_{481} =$	$M_{482} =$

Tableau 4.1 – Estimations de la valeur pour les virements télégraphiques en milliers de CAN (aux fins d'évaluation seulement)

Devise	Période du contrat	Périodes d'option
USD	$V_{411} =$ \$11,709,666	$V_{412} =$ \$7,025,800
EUR	$V_{421} =$ \$2,978,670	$V_{422} =$ \$1,787,202
GBP	$V_{431} =$ \$447,675	$V_{432} =$ \$268,605
AUD	$V_{441} =$ \$91,464	$V_{442} =$ \$54,879
CHF	$V_{451} =$ \$148,316	$V_{452} =$ \$88,990
JPY	$V_{461} =$ \$22,877	$V_{462} =$ \$13,726
NZD	$V_{471} =$ \$23,463	$V_{472} =$ \$14,078
Monnaies exotiques	$V_{481} =$ \$4,113,455	$V_{482} =$ \$2,468,073

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 4.2 – Facteurs de pondération pour les virements télégraphiques

Devise	Période du contrat	Périodes d'option	Σ
USD	P4 ₁₁	P4 ₁₂	P4 _{1j}
EUR	P4 ₂₁	P4 ₂₂	P4 _{2j}
GBP	P4 ₃₁	P4 ₃₂	P4 _{3j}
AUD	P4 ₄₁	P4 ₄₂	P4 _{4j}
CHF	P4 ₅₁	P4 ₅₂	P4 _{5j}
JPY	P4 ₆₁	P4 ₆₂	P4 _{6j}
NZD	P4 ₇₁	P4 ₇₂	P4 _{7j}
Monnaies exotiques	P4 ₈₁	P4 ₈₂	P4 _{8j}
Σ	P4 _{i1}	P4 _{i2}	$\Sigma \Sigma = 1$

Tableau 4.3 – Prix total évalué pour les virements télégraphiques

Devise	Période du contrat	Périodes d'option	Σ
USD	M4 ₁₁ · V4 ₁₁ · P4 ₁₁	M4 ₁₂ · V4 ₁₂ · P4 ₁₂	M4 _{1j} · V4 _{1j} · P4 _{1j}
EUR	M4 ₂₁ · V4 ₂₁ · P4 ₂₁	M4 ₂₂ · V4 ₂₂ · P4 ₂₂	M4 _{2j} · V4 _{2j} · P4 _{2j}
GBP	M4 ₃₁ · V4 ₃₁ · P4 ₃₁	M4 ₃₂ · V4 ₃₂ · P4 ₃₂	M4 _{3j} · V4 _{3j} · P4 _{3j}
AUD	M4 ₄₁ · V4 ₄₁ · P4 ₄₁	M4 ₄₂ · V4 ₄₂ · P4 ₄₂	M4 _{4j} · V4 _{4j} · P4 _{4j}
CHF	M4 ₅₁ · V4 ₅₁ · P4 ₅₁	M4 ₅₂ · V4 ₅₂ · P4 ₅₂	M4 _{5j} · V4 _{5j} · P4 _{5j}
JPY	M4 ₆₁ · V4 ₆₁ · P4 ₆₁	M4 ₆₂ · V4 ₆₂ · P4 ₆₂	M4 _{6j} · V4 _{6j} · P4 _{6j}
NZD	M4 ₇₁ · V4 ₇₁ · P4 ₇₁	M4 ₇₂ · V4 ₇₂ · P4 ₇₂	M4 _{7j} · V4 _{7j} · P4 _{7j}
Monnaies exotiques	M4 ₈₁ · V4 ₈₁ · P4 ₈₁	M4 ₈₂ · V4 ₈₂ · P4 ₈₂	M4 _{8j} · V4 _{8j} · P4 _{8j}
Σ	M4 _{i1} · V4 _{i1} · P4 _{i1}	M4 _{i2} · V4 _{i2} · P4 _{i2}	PTE Élément 4 = $\Sigma \Sigma$

Les résultats du prix total évalué pour les virements télégraphiques calculé au *Tableau 4.3 – Prix total évalué pour les virements télégraphiques* correspondront à la valeur attribuée pour l'élément 4 dans le calcul du prix total évalué, *section 1.0 – Calcul du prix total évalué (PTE)*.

2.1.3 Évaluation des taux de marge appliqués aux autres services en devises

Élément 5 – Calcul du prix total évalué pour les commandes de billets de banque en devises

Le prix total évalué pour l'élément 5 sera calculé au *Tableau 5.3 – Prix total évalué pour les commandes de billets de banque en devises* en multipliant les taux de marge proposés par le soumissionnaire dans le *Tableau 5 – Taux de marge pour les commandes de billets de banque en devises* par les estimations de la valeur correspondantes fournies au *Tableau 5.1 – Estimations de la valeur pour les commandes de billets de banque en devises* et le facteur de pondération préétabli correspondant décrit au *Tableau 5.2 – Facteurs de pondération pour les commandes de billets de banque en devises*, attribués par TPSGC avant la diffusion de la demande de propositions.

$$TEP_{\text{Élément},5} = \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^4 M5_{ij} \cdot V5_{ij} \cdot W5_{ij}$$

$$\text{où, } \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^4 W5_{ij} = 1$$

Tableau 5 – Taux de marge (en BPS) pour les commandes de billets de banque en devises

Devise	Période du contrat		Périodes d'option	
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN
USD	M5 ₁₁ =	M5 ₁₂ =	M5 ₁₃ =	M5 ₁₄ =

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

EUR	M5 ₂₁ =	M5 ₂₂ =	M5 ₂₃ =	M5 ₂₄ =
GBP	M5 ₃₁ =	M5 ₃₂ =	M5 ₃₃ =	M5 ₃₄ =
AUD	M5 ₄₁ =	M5 ₄₂ =	M5 ₄₃ =	M5 ₄₄ =
CHF	M5 ₅₁ =	M5 ₅₂ =	M5 ₅₃ =	M5 ₅₄ =
JPY	M5 ₆₁ =	M5 ₆₂ =	M5 ₆₃ =	M5 ₆₄ =
NZD	M5 ₇₁ =	M5 ₇₂ =	M5 ₇₃ =	M5 ₇₄ =
Monnaies exotiques	M5 ₈₁ =	M5 ₈₂ =	M5 ₈₃ =	M5 ₈₄ =

Tableau 5.1 – Estimations de la valeur pour les commandes de billets de banque en devises en milliers de CAN (aux fins d'évaluation seulement)

Devise	Période du contrat		Périodes d'option	
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN
USD	V5 ₁₁ = \$1,000	V5 ₁₂ = \$1,000	V5 ₁₃ = \$600	V5 ₁₄ = \$600
EUR	V5 ₂₁ = \$500	V5 ₂₂ = \$500	V5 ₂₃ = \$250	V5 ₂₄ = \$250
GBP	V5 ₃₁ = \$500	V5 ₃₂ = \$500	V5 ₃₃ = \$300	V5 ₃₄ = \$300
AUD	V5 ₄₁ = \$300	V5 ₄₂ = \$300	V5 ₄₃ = \$100	V5 ₄₄ = \$100
CHF	V5 ₅₁ = \$300	V5 ₅₂ = \$300	V5 ₅₃ = \$100	V5 ₅₄ = \$100
JPY	V5 ₆₁ = \$300	V5 ₆₂ = \$300	V5 ₆₃ = \$100	V5 ₆₄ = \$100
NZD	V5 ₇₁ = \$300	V5 ₇₂ = \$300	V5 ₇₃ = \$100	V5 ₇₄ = \$100
Monnaies exotiques	V5 ₈₁ = \$300	V5 ₈₂ = \$300	V5 ₈₃ = \$100	V5 ₈₄ = \$100

Tableau 5.2 – Facteurs de pondération pour les commandes de billets de banque en devises

Devise	Période du contrat		Périodes d'option		Σ
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	
USD	P5 ₁₁	P5 ₁₂	P5 ₁₃	P5 ₁₄	P5 _{1j}
EUR	P5 ₂₁	P5 ₂₂	P5 ₂₃	P5 ₂₄	P5 _{2j}
GBP	P5 ₃₁	P5 ₃₂	P5 ₃₃	P5 ₃₄	P5 _{3j}
AUD	P5 ₄₁	P5 ₄₂	P5 ₄₃	P5 ₄₄	P5 _{4j}
CHF	P5 ₅₁	P5 ₅₂	P5 ₅₃	P5 ₅₄	P5 _{5j}
JPY	P5 ₆₁	P5 ₆₂	P5 ₆₃	P5 ₆₄	P5 _{6j}
NZD	P5 ₇₁	P5 ₇₂	P5 ₇₃	P5 ₇₄	P5 _{7j}
Monnaies exotiques	P5 ₈₁	P5 ₈₂	P5 ₈₃	P5 ₈₄	P5 _{8j}
Σ	P5 _{i1}	P5 _{i2}	P5 _{i3}	P5 _{i4}	ΣΣ=1

Tableau 5.3 – Prix total évalué pour les commandes de billets de banque en devises

Devise	Période du contrat		Périodes d'option		Σ
	<100 000 \$ CA N	≥100 000 \$ CA N	<100 000 \$ CA N	≥100 000 \$ CA N	
USD	$M_{511} \cdot V_{511} \cdot P_{511}$	$M_{512} \cdot V_{512} \cdot P_{512}$	$M_{513} \cdot V_{513} \cdot P_{513}$	$M_{514} \cdot V_{514} \cdot P_{514}$	$M_{51j} \cdot V_{51j} \cdot P_{51j}$
EUR	$M_{521} \cdot V_{521} \cdot P_{521}$	$M_{522} \cdot V_{522} \cdot P_{522}$	$M_{523} \cdot V_{523} \cdot P_{523}$	$M_{524} \cdot V_{524} \cdot P_{524}$	$M_{52j} \cdot V_{52j} \cdot P_{52j}$
GBP	$M_{531} \cdot V_{531} \cdot P_{531}$	$M_{532} \cdot V_{532} \cdot P_{532}$	$M_{533} \cdot V_{533} \cdot P_{533}$	$M_{534} \cdot V_{534} \cdot P_{534}$	$M_{53j} \cdot V_{53j} \cdot P_{53j}$
AUD	$M_{541} \cdot V_{541} \cdot P_{541}$	$M_{542} \cdot V_{542} \cdot P_{542}$	$M_{543} \cdot V_{543} \cdot P_{543}$	$M_{544} \cdot V_{544} \cdot P_{544}$	$M_{54j} \cdot V_{54j} \cdot P_{54j}$
CHF	$M_{551} \cdot V_{551} \cdot P_{551}$	$M_{552} \cdot V_{552} \cdot P_{552}$	$M_{553} \cdot V_{553} \cdot P_{553}$	$M_{554} \cdot V_{554} \cdot P_{554}$	$M_{55j} \cdot V_{55j} \cdot P_{55j}$
JPY	$M_{561} \cdot V_{561} \cdot P_{561}$	$M_{562} \cdot V_{562} \cdot P_{562}$	$M_{563} \cdot V_{563} \cdot P_{563}$	$M_{564} \cdot V_{564} \cdot P_{564}$	$M_{56j} \cdot V_{56j} \cdot P_{56j}$
NZD	$M_{571} \cdot V_{571} \cdot P_{571}$	$M_{572} \cdot V_{572} \cdot P_{572}$	$M_{573} \cdot V_{573} \cdot P_{573}$	$M_{574} \cdot V_{574} \cdot P_{574}$	$M_{57j} \cdot V_{57j} \cdot P_{57j}$
Monnaies exotiques	$M_{581} \cdot V_{581} \cdot P_{581}$	$M_{582} \cdot V_{582} \cdot P_{582}$	$M_{583} \cdot V_{583} \cdot P_{583}$	$M_{584} \cdot V_{584} \cdot P_{584}$	$M_{58j} \cdot V_{58j} \cdot P_{58j}$
Σ	$M_{5i1} \cdot V_{5i1} \cdot P_{5i1}$	$M_{5i2} \cdot V_{5i2} \cdot P_{5i2}$	$M_{5i13} \cdot V_{5i3} \cdot P_{5i3}$	$M_{5i4} \cdot V_{5i4} \cdot P_{5i4}$	$PTE_{\text{Élément 5}} = \sum \Sigma$

Les résultats du prix total évalué pour les commandes de billets de banque en devises calculé au *Tableau 5.3 – Prix total évalué pour les commandes de billets de banque en devises* correspondront à la valeur attribuée pour l'élément 5 dans le calcul du prix total évalué, *section 1.0 – Calcul du prix total évalué (PTE)*.

Élément 6 – Calcul du prix total évalué pour les dépôts de billets de banque en devises

Le prix total évalué pour l'élément 6 sera calculé au *Tableau 6.3 – Prix total évalué pour les dépôts de billets de banque en devises* en multipliant les taux de marge proposés par le soumissionnaire dans le *Tableau 6 – Taux de marge pour les dépôts de billets de banque en devises* par les estimations de la valeur correspondantes fournies au *Tableau 6.1 – Estimations de la valeur pour les dépôts de billets de banque en devises* et le facteur de pondération préétabli correspondant décrit au *Tableau 6.2 – Facteurs de pondération pour les dépôts de billets de banque en devises*, attribués par TPSGC avant la diffusion de la demande de propositions.

$$TEP_{\text{Élément 6}} = \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^4 M_{6ij} \cdot V_{6ij} \cdot W_{6ij}$$

$$\text{où, } \sum_{i=1}^8 \sum_{j=1}^4 W_{6ij} = 1$$

Tableau 6 – Taux de marge (en BPS) pour les dépôts de billets de banque en devises

Devise	Période du contrat		Périodes d'option	
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN
USD	$M_{611} =$	$M_{612} =$	$M_{613} =$	$M_{614} =$
EUR	$M_{621} =$	$M_{622} =$	$M_{623} =$	$M_{624} =$
GBP	$M_{631} =$	$M_{632} =$	$M_{633} =$	$M_{634} =$
AUD	$M_{641} =$	$M_{642} =$	$M_{643} =$	$M_{644} =$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

CHF	M6 ₅₁ =	M6 ₅₂ =	M6 ₅₃ =	M6 ₅₄ =
JPY	M6 ₆₁ =	M6 ₆₂ =	M6 ₆₃ =	M6 ₆₄ =
NZD	M6 ₇₁ =	M6 ₇₂ =	M6 ₇₃ =	M6 ₇₄ =
Monnaies exotiques	M6 ₈₁ =	M6 ₈₂ =	M6 ₈₃ =	M6 ₈₄ =

Tableau 6.1 – Estimations de la valeur pour les dépôts de billets de banque en devises en milliers de CAN (aux fins d'évaluation seulement)

Devise	Période du contrat		Périodes d'option	
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN
USD	V6 ₁₁ = \$1,000	V6 ₁₂ = \$1,000	V6 ₁₃ = \$600	V6 ₁₄ = \$600
EUR	V6 ₂₁ = \$500	V6 ₂₂ = \$500	V6 ₂₃ = \$300	V6 ₂₄ = \$300
GBP	V6 ₃₁ = \$500	V6 ₃₂ = \$500	V6 ₃₃ = \$300	V6 ₃₄ = \$300
AUD	V6 ₄₁ = \$300	V6 ₄₂ = \$300	V6 ₄₃ = \$100	V6 ₄₄ = \$100
CHF	V6 ₅₁ = \$300	V6 ₅₂ = \$300	V6 ₅₃ = \$100	V6 ₅₄ = \$100
JPY	V6 ₆₁ = \$300	V6 ₆₂ = \$300	V6 ₆₃ = \$100	V6 ₆₄ = \$100
NZD	V6 ₇₁ = \$300	V6 ₇₂ = \$300	V6 ₇₃ = \$100	V6 ₇₄ = \$100
Monnaies exotiques	V6 ₈₁ = \$300	V6 ₈₂ = \$300	V6 ₈₃ = \$100	V6 ₈₄ = \$100

Tableau 6.2 – Facteurs de pondération pour les dépôts de billets de banque en devises

Devise	Période du contrat		Périodes d'option		Σ
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	
USD	P6 ₁₁	P6 ₁₂	P6 ₁₃	P6 ₁₄	P6 _{1j}
EUR	P6 ₂₁	P6 ₂₂	P6 ₂₃	P6 ₂₄	P6 _{2j}
GBP	P6 ₃₁	P6 ₃₂	P6 ₃₃	P6 ₃₄	P6 _{3j}
AUD	P6 ₄₁	P6 ₄₂	P6 ₄₃	P6 ₄₄	P6 _{4j}
CHF	P6 ₅₁	P6 ₅₂	P6 ₅₃	P6 ₅₄	P6 _{5j}
JPY	P6 ₆₁	P6 ₆₂	P6 ₆₃	P6 ₆₄	P6 _{6j}
NZD	P6 ₇₁	P6 ₇₂	P6 ₇₃	P6 ₇₄	P6 _{7j}
Monnaies exotiques	P6 ₈₁	P6 ₈₂	P6 ₈₃	P6 ₈₄	P6 _{8j}
Σ	P6 _{i1}	P6 _{i2}	P6 _{i3}	P6 _{i4}	ΣΣ=1

Tableau 6.3 – Prix total évalué pour les dépôts de billets de banque en devises

Devise	Période du contrat		Périodes d'option		Σ
	<100 000 \$ CA N	≥100 000 \$ CA N	<100 000 \$ CA N	≥100 000 \$ CA N	
USD	M6 ₁₁ · V6 ₁₁ · P6 ₁₁	M6 ₁₂ · V6 ₁₂ · P6 ₁₂	M6 ₁₃ · V6 ₁₃ · P6 ₁₃	M6 ₁₄ · V6 ₁₄ · P6 ₁₄	M6 _{1j} · V6 _{1j} · P6 _{1j}
EUR	M6 ₂₁ · V6 ₂₁ · P6 ₂₁	M6 ₂₂ · V6 ₂₂ · P6 ₂₂	M6 ₂₃ · V6 ₂₃ · P6 ₂₃	M6 ₂₄ · V6 ₂₄ · P6 ₂₄	M6 _{2j} · V6 _{2j} · P6 _{2j}
GBP	M6 ₃₁ · V6 ₃₁ · P6 ₃₁	M6 ₃₂ · V6 ₃₂ · P6 ₃₂	M6 ₃₃ · V6 ₃₃ · P6 ₃₃	M6 ₃₄ · V6 ₃₄ · P6 ₃₄	M6 _{3j} · V6 _{3j} · P6 _{3j}

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

AUD	M ₆₄₁ · V ₆₄₁ · P ₆₄₁	M ₆₄₂ · V ₆₄₂ · P ₆₄₂	M ₆₄₃ · V ₆₄₃ · P ₆₄₃	M ₆₄₄ · V ₆₄₄ · P ₆₄₄	M _{64j} · V _{64j} · P _{64j}
CHF	M ₆₅₁ · V ₆₅₁ · P ₆₅₁	M ₆₅₂ · V ₆₅₂ · P ₆₅₂	M ₆₅₃ · V ₆₅₃ · P ₆₅₃	M ₆₅₄ · V ₆₅₄ · P ₆₅₄	M _{65j} · V _{65j} · P _{65j}
JPY	M ₆₆₁ · V ₆₆₁ · P ₆₆₁	M ₆₆₂ · V ₆₆₂ · P ₆₆₂	M ₆₆₃ · V ₆₆₃ · P ₆₆₃	M ₆₆₄ · V ₆₆₄ · P ₆₆₄	M _{66j} · V _{66j} · P _{66j}
NZD	M ₆₇₁ · V ₆₇₁ · P ₆₇₁	M ₆₇₂ · V ₆₇₂ · P ₆₇₂	M ₆₇₃ · V ₆₇₃ · P ₆₇₃	M ₆₇₄ · V ₆₇₄ · P ₆₇₄	M _{67j} · V _{67j} · P _{67j}
Monnaies exotiques	M ₆₈₁ · V ₆₈₁ · P ₆₈₁	M ₆₈₂ · V ₆₈₂ · P ₆₈₂	M ₆₈₃ · V ₆₈₃ · P ₆₈₃	M ₆₈₄ · V ₆₈₄ · P ₆₈₄	M _{68j} · V _{68j} · P _{68j}
Σ	M _{6i1} · V _{6i1} · P _{6i1}	M _{6i2} · V _{6i2} · P _{6i2}	M _{6i13} · V _{6i3} · P _{6i3}	M _{6i4} · V _{6i4} · P _{6i4}	PTE _{Élément 6} = $\sum \sum$

Les résultats du prix total évalué pour les dépôts de billets de banque en devises calculé au *Tableau 6.3 – Prix total évalué pour les dépôts de billets de banque en devises* correspondront à la valeur attribuée pour l'élément 6 dans le calcul du prix total évalué, *section 1.0 – Calcul du prix total évalué (PTE)*.

2.2 Évaluation des frais d'opération

2.2.1 Évaluation des frais d'opération relatifs aux virements télégraphiques

Élément 7 – Calcul du prix total évalué pour les virements télégraphiques

Le prix total évalué pour l'élément 7 sera calculé au *Tableau 7.3 – Prix total évalué pour les virements télégraphiques* en multipliant les taux de marge proposés par le soumissionnaire dans le *Tableau 7 – Taux de marge pour les virements télégraphiques* par les estimations de la valeur correspondantes fournies au *Tableau 7.1 – Estimations des volumes de virements télégraphiques* et le facteur de pondération préétabli correspondant décrit au *Tableau 7.2 – Facteurs de pondération pour les virements télégraphiques*, attribués par TPSGC avant la diffusion de la demande de propositions.

$$PTE_{\text{Élément 7}} = \sum_{i=1}^2 \sum_{j=1}^2 F7_{ij} \cdot V7_{ij} \cdot W7_{ij}$$

$$\text{où, } \sum_{i=1}^2 \sum_{j=1}^2 W7_{ij} = 1$$

Tableau 7 – Frais (en \$) par virement télégraphique

Opération	Période du contrat	Périodes d'option
Virement télégraphique entrant	F7 ₁₁ =	F7 ₁₂ =
Virement télégraphique sortant	F7 ₂₁ =	F7 ₂₂ =

Tableau 7.1 – Estimations des volumes de virements télégraphiques (aux fins d'évaluation seulement)

Opération	Période du contrat	Périodes d'option
Virement télégraphique entrant	V7 ₁₁ =7,360	V7 ₁₂ =4,416
Virement télégraphique sortant	V7 ₂₁ =248,325	V7 ₂₂ =148,995

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 7.2 – Facteurs de pondération pour les virements télégraphiques

Activité	Période du contrat	Périodes d'option	Σ
Renseignements sur un chèque	$P7_{11}$	$P7_{12}$	$P7_{1j}$
Oppositions au paiement par chèque	$P7_{21}$	$P7_{22}$	$P7_{2j}$
Σ	$P7_{i1}$	$P7_{i2}$	$\Sigma\Sigma=1$

Tableau 7.3 – Prix total évalué pour les virements télégraphiques

Activité	Période du contrat	Périodes d'option	Σ
Renseignements sur un chèque	$F7_{11} \cdot V7_{11} \cdot P7_{11}$	$F7_{12} \cdot V7_{12} \cdot P7_{12}$	$F7_{1j} \cdot V7_{1j} \cdot P7_{1j}$
Oppositions au paiement par chèque	$F7_{21} \cdot V7_{21} \cdot P7_{21}$	$F7_{22} \cdot V7_{22} \cdot P7_{22}$	$F7_{2j} \cdot V7_{2j} \cdot P7_{2j}$
Σ	$F7_{i1} \cdot V7_{i1} \cdot P7_{i1}$	$F7_{i2} \cdot V7_{i2} \cdot P7_{i2}$	PTE_{élément7} = $\Sigma\Sigma$

Les résultats du prix total évalué pour les activités postérieures au paiement calculé au *Tableau 7.3 – Prix total évalué pour les virements télégraphiques* correspondront à la valeur attribuée à l'élément 7 dans le calcul du prix total évalué, section 1.0 – Calcul du prix total évalué (PTE).

2.2.2 Évaluation des frais pour les activités postérieures au paiement

Élément 8 – Calcul du prix total évalué pour les activités postérieures au paiement

Le prix total évalué pour l'élément 8 sera calculé au *Tableau 8.3 – Prix total évalué pour les activités postérieures au paiement* en multipliant les taux de marge proposés par le soumissionnaire dans le *Tableau 8 – Frais pour les activités postérieures au paiement* par les estimations de la valeur correspondantes fournies au *Tableau 8.1 – Estimations de la valeur pour les activités postérieures au paiement* et le facteur de pondération préétabli correspondant décrit au *Tableau 8.2 – Facteurs de pondération pour les activités postérieures au paiement*, attribués par TPSGC avant la diffusion de la demande de propositions.

$$TEP_{\text{Élément},8} = \sum_{i=1}^4 \sum_{j=1}^2 F8_{ij} \cdot V8_{ij} \cdot W8_{ij}$$

$$\text{où, } \sum_{i=1}^4 \sum_{j=1}^2 W8_{ij} = 1$$

Tableau 8 – Frais (en CAN) par activité postérieure au paiement

Activité	Période du contrat	Périodes d'option
Renseignements sur un chèque	$F8_{11}=$	$F8_{12}=$
Oppositions au paiement par chèque	$F8_{21}=$	$F8_{22}=$
Rappels de paiement par TAF / virement télégraphique	$F8_{31}=$	$F8_{32}=$
Suivis de paiement par TAF / virement télégraphique	$F8_{41}=$	$F8_{42}=$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 8.1 – Estimations du volume pour les activités postérieures au paiement (aux fins d'évaluation seulement)

Activité	Période du contrat	Périodes d'option
Renseignements sur un chèque	$V_{811}=5,000$	$V_{812}=3,000$
Oppositions au paiement par chèque	$V_{821}=2,500$	$V_{822}=1,500$
Rappels de paiement par TAF / virement télégraphique	$V_{831}=3,000$	$V_{832}=1,800$
Suivis de paiement par TAF / virement télégraphique	$V_{841}=1,500$	$V_{842}=900$

Tableau 8.2 – Facteurs de pondération pour les activités postérieures au paiement

Activité	Période du contrat	Périodes d'option	Σ
Renseignements sur un chèque	P_{811}	P_{812}	P_{81j}
Oppositions au paiement par chèque	P_{821}	P_{822}	P_{82j}
Rappels de paiement par TAF / virement télégraphique	P_{831}	P_{832}	P_{83j}
Suivis de paiement par TAF	P_{841}	P_{842}	P_{84j}
Σ	P_{8i1}	P_{8i2}	$\Sigma \Sigma = 1$

Tableau 8.3 – Prix total évalué pour les activités postérieures au paiement

Activité	Période du contrat	Périodes d'option	Σ
Renseignements sur un chèque	$F_{811} \cdot V_{811} \cdot P_{811}$	$F_{812} \cdot V_{812} \cdot P_{812}$	$F_{81j} \cdot V_{81j} \cdot P_{81j}$
Oppositions au paiement par chèque	$F_{821} \cdot V_{821} \cdot P_{821}$	$F_{822} \cdot V_{822} \cdot P_{822}$	$F_{82j} \cdot V_{82j} \cdot P_{82j}$
Rappels de paiement par TAF / virement télégraphique	$F_{831} \cdot V_{831} \cdot P_{831}$	$F_{832} \cdot V_{832} \cdot P_{832}$	$F_{83j} \cdot V_{83j} \cdot P_{83j}$
Suivis de paiement par TAF / virement télégraphique	$F_{841} \cdot V_{841} \cdot P_{841}$	$F_{842} \cdot V_{842} \cdot P_{842}$	$F_{84j} \cdot V_{84j} \cdot P_{84j}$
Σ	$F_{8i1} \cdot V_{8i1} \cdot P_{8i1}$	$F_{8i2} \cdot V_{8i2} \cdot P_{8i2}$	PTE Élément 8= $\Sigma \Sigma$

Les résultats du prix total évalué pour les activités postérieures au paiement calculé au *Tableau 8.3 – Prix total évalué pour les activités postérieures au paiement* correspondront à la valeur attribuée pour l'élément 8 dans le calcul du prix total évalué, *section 1.0 – Calcul du prix total évalué (PTE)*.

2.3 Évaluation des frais pour d'autres services

2.3.1 Évaluation des frais pour le transport en véhicule blindé

Élément 9 – Calcul du prix total évalué pour le transport en véhicule blindé

Le prix total évalué pour l'élément 9 sera calculé au *Tableau 9.3 – Prix total évalué pour le transport en véhicule blindé* en multipliant les taux de marge proposés par le soumissionnaire dans le *Tableau 9 – Frais par activité de transport par véhicule blindé* par les estimations de la valeur correspondantes fournies au *Tableau 9.1 – Estimations de la valeur pour le transport en véhicule blindé* et le facteur de pondération préétabli correspondant décrit au *Tableau 9.2 – Facteurs de pondération pour le transport en véhicule blindé*, attribués par TPSGC avant la diffusion de la demande de propositions.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

$$TEP_{\text{Élément},9} = \sum_{i=1}^2 \sum_{j=1}^4 F_{9ij} \cdot V_{9ij} \cdot W_{9ij}$$

$$\text{où, } \sum_{i=1}^2 \sum_{j=1}^4 W_{9ij} = 1$$

Tableau 9 – Frais (en CAN) par activité de transport par véhicule blindé

Activité	Période du contrat		Périodes d'option	
	<25 000 \$ CAN	≥25 000 \$ CAN	<25 000 \$ CAN	≥25 000 \$ CAN
Collecte de fonds par véhicule blindé	F ₉₁₁ =	F ₉₁₂ =	F ₉₁₃ =	F ₉₁₄ =
Livraison de fonds par véhicule blindé	F ₉₂₁ =	F ₉₂₂ =	F ₉₂₃ =	F ₉₂₄ =

Tableau 9.1 – Estimations du volume pour le transport en véhicule blindé

Activité	Période du contrat		Périodes d'option	
	<25 000 \$ CAN	≥25 000 \$ CAN	<25 000 \$ CAN	≥25 000 \$ CAN
Collecte de fonds par véhicule blindé	V ₉₁₁ =50	V ₉₁₂ =50	V ₉₁₃ =30	V ₉₁₄ =30
Livraison de fonds par véhicule blindé	V ₉₂₁ =50	V ₉₂₂ =50	V ₉₂₃ =30	V ₉₂₄ =30

Tableau 9.2 – Facteurs de pondération pour le transport en véhicule blindé

Activité	Période du contrat		Périodes d'option		Σ
	<25 000 \$ CAN	≥25 000 \$ CAN	<25 000 \$ CAN	≥25 000 \$ CAN	
Collecte de fonds par véhicule blindé	P ₉₁₁	P ₉₁₂	P ₉₁₃	P ₉₁₄	P _{91j}
Livraison de fonds par véhicule blindé	P ₉₂₁	P ₉₂₂	P ₉₂₃	P ₉₂₄	P _{92j}
Σ	P _{9i1}	P _{9i2}	P _{9i3}	P _{9i4}	ΣΣ=1

Tableau 9.3 – Prix total évalué pour le transport en véhicule blindé

Activité	Période du contrat		Périodes d'option		Σ
	<25 000 \$ CAN	≥25 000 \$ CAN	<25 000 \$ CAN	≥25 000 \$ CAN	
Collecte de fonds par véhicule blindé	F ₉₁₁ · V ₉₁₁ · P ₉₁₁	F ₉₁₂ · V ₉₁₂ · P ₉₁₂	F ₉₁₃ · V ₉₁₃ · P ₉₁₃	F ₉₁₄ · V ₉₁₄ · P ₉₁₄	F _{91j} · V _{91j} · P _{91j}
Livraison de fonds par véhicule blindé	F ₉₂₁ · V ₉₂₁ · P ₉₂₁	F ₉₂₂ · V ₉₂₂ · P ₉₂₂	F ₉₂₃ · V ₉₂₃ · P ₉₂₃	F ₉₂₄ · V ₉₂₄ · P ₉₂₄	F _{92j} · V _{92j} · P _{92j}
Σ	F _{9i1} · V _{9i1} · P _{9i1}	F _{9i2} · V _{9i2} · P _{9i2}	F _{9i3} · V _{9i3} · P _{9i3}	F _{9i4} · V _{9i4} · P _{9i4}	PTE _{Élément 9} = ΣΣ

Les résultats du prix total évalué pour le transport en véhicule blindé calculé au *Tableau 9.3 – Prix total évalué pour le transport en véhicule blindé* correspondront à la valeur attribuée pour l'élément 8 dans le calcul du prix total évalué, *section 1.0 – Calcul du prix total évalué (PTE)*.

PARTIE 4 –PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation technique et financiers.

Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions. »

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Expérience de la coentreprise

- a) Lorsque le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise formée des membres L et O. La demande de soumissions exige que le soumissionnaire possède de l'expérience en prestation de services de maintenance et dépannage à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs pendant 24 mois. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc utiliser cette expérience pour satisfaire à l'exigence. Si L a acquis cette expérience alors qu'il était en coentreprise avec une tierce partie, N, cette expérience ne peut pas être utilisée parce que N ne fait pas partie de la coentreprise qui présente une soumission.

- b) Une coentreprise qui présente une soumission peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si une demande de soumissions exige : (a) que le soumissionnaire ait trois ans d'expérience de la prestation de services de maintenance, et (b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience de l'intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple celui qui concerne l'expérience de trois ans de la prestation de services de maintenance, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

- c) Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre ensemble leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ce renseignement pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire ne fournit pas ce renseignement pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par A;
 - les contrats signés par B; ou
 - les contrats signés par A et B en coentreprise; ou
 - les contrats signés par A et les contrats signés par A et B en coentreprise; ou
 - les contrats signés par B et les contrats signés par A et B en coentreprise.
- Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

d) Tout soumissionnaire ayant des questions sur la façon dont la soumission d'une coentreprise sera évaluée devrait poser ces questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible pendant la période de soumission.

4.1.1.2 Critères techniques obligatoires

Voir la pièce jointe 1 de la Partie 4.

4.1.1.3 Critères techniques cotés

Voir la pièce jointe 1 de la Partie 4. Une note de zéro sera attribuée aux critères techniques cotés qui n'auront pas été traités.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Aux fins de l'évaluation des soumissions et de la sélection de l'entrepreneur, le prix évalué d'une soumission sera déterminé conformément au barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la Partie 3.

4.1.2.2 Tout niveau de service estimatif précisé dans le barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la Partie 3 est fourni uniquement aux fins de la détermination du prix évalué de chaque soumission. Il ne s'agit là que d'une approximation des qui est fournie de bonne foi et elle ne doit pas être considérée comme une garantie contractuelle.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Prix Évalué le plus bas par point

4.2.1.1 Pour être déclarée recevable, une soumission doit:

- (a) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
- (b) satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires; et
- (c) obtenir le nombre de points minimums requis précisés dans la pièce jointe 1 de la Partie 4 pour les critères techniques cotés.

4.2.1.2 Les soumissions ne répondant pas aux exigences de 4.2.1.1 (a) ou (b) ou (c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement acceptée.

4.2.1.3 Le prix total évalué par point d'une soumission recevable sera déterminé en divisant son prix évalué par la note globale qu'elle a obtenue pour l'ensemble des critères techniques cotés détaillés dans la pièce jointe 1 de la Partie 4.

4.2.1.4 La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas par point sera recommandée pour attribution d'un contrat. Si deux soumissions recevables ou plus ont le même prix évalué le plus bas par point, la soumission recevable ayant obtenu la note globale la plus élevée pour l'ensemble des critères techniques cotés détaillés dans la pièce jointe 1 de la Partie 4 sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 CRITÈRES TECHNIQUES

Critères techniques obligatoires

La soumission doit répondre aux critères techniques obligatoires énoncés ci-dessous. Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire afin de démontrer qu'il se conforme à cette exigence.

Les soumissions ne respectant pas les critères techniques obligatoires seront rejetées à cette étape, sans autre considération, et seront déclarées non recevables. Chaque critère technique obligatoire doit être traité séparément.

Critères techniques obligatoires (CTO)		
L'expérience du soumissionnaire sera prise en compte relativement aux critères techniques obligatoires énoncés ci-après.		
Le soumissionnaire		
Numéro	Critère technique obligatoire	Instructions pour la préparation des soumissions
CTO1	Le soumissionnaire doit être membre de l'Association canadienne des paiements (ACP) ou avoir conclu une entente avec un membre de l'ACP durant la période du marché, d'option exercée ou de transition.	Le soumissionnaire doit présenter une preuve de son adhésion à l'ACP ou de son entente avec un membre de l'ACP.
CTO2	Le soumissionnaire doit être utilisateur du Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV) ou avoir conclu une entente avec un membre participant du STPGV durant la période du marché, d'option exercée ou de transition.	Il doit également présenter une preuve de son adhésion au STPGV ou de son entente avec un membre participant du STPGV.
CTO3	Le soumissionnaire doit offrir des capacités de paiement par transfert automatisé de fonds (TAF) dans tous les pays où ce mode de paiement est de rigueur. Parmi ces pays, on compte Australie, Autriche, Belgique, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hong Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malte, Mexique, Monaco, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie, Émirats arabes unis, Royaume-Uni, et les États-Unis d'Amérique.	Le soumissionnaire devrait fournir des documents justificatifs comme preuve de cette capacité ou confirmer cette capacité en fournissant une attestation signée sous forme de lettre.
CTO4	Le soumissionnaire doit fournir des capacités de paiement par chèque dans la monnaie locale dans tous les pays où ce mode de paiement est de rigueur. Parmi ces pays, on compte Australie, Autriche, Belgique, Chypre, République tchèque, Danemark, Équateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hong Kong (Chine),	Le soumissionnaire devrait fournir des documents justificatifs comme preuve de cette capacité ou confirmer cette capacité en fournissant une attestation signée sous forme de lettre.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	Inde, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Malte, Maroc, Monaco, Pays-Bas, Nouvelle -Zélande, Norvège, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Émirats arabes Unis, Royaume-Uni, et les États-Unis d'Amérique.	
CTO5	Le Canada a l'obligation de verser des paiements socioéconomiques à l'étranger. Afin de respecter cette exigence, le soumissionnaire doit être en mesure d'offrir une couverture de paiement sous forme de chèques émis dans la monnaie locale, de paiements par TAF ou de chèques émis en dollars canadiens ou en dollars américains dans tous les pays dont le nom figure à l'Annexe A, Appendice 1 – Couverture de paiement requise.	Le soumissionnaire devrait confirmer cette capacité en fournissant une attestation signée sous forme de lettre.

Critères techniques cotés

Les soumissions qui répondent à tous les critères techniques obligatoires seront évaluées et notées selon les précisions données dans le tableau ci-dessous.

Les soumissions qui ne respectent pas toutes les exigences obligatoires ou qui n'obtiennent pas le nombre minimal de points requis pour chacun des critères techniques cotés seront rejetées. Les soumissions qui n'obtiennent pas le nombre minimal de points requis indiqué ci-dessous seront déclarées non recevables. Chaque critère technique coté doit être évalué séparément.

Critères techniques cotés (CTC) et notes		Nombre minimal de points requis	Nombre maximal de points
CTC1	Approche relative au programme	126	180
CTC2	Expérience	105	150
CTC3	Mise en œuvre	49	70
CTC4	Prestation de services	42	60
CTC5	Solution proposée	210	300
Note globale		532	760

Tel qu'il est indiqué dans la liste des critères techniques cotés ci-dessous, la réponse du soumissionnaire sera évaluée suivant une échelle de 0 à 10, selon qu'elle satisfait ou non aux critères techniques cotés de manière complète, logique, pratique et applicable.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Une note entre 0 et 10 sera attribuée à la réponse du soumissionnaire de la façon suivante :

Cote		Description
0 = 0 %	Non recevable	La réponse à la demande de soumission ne satisfait pas à l'exigence.
1 = 10 %	Inacceptable	La réponse à la demande de soumission n'indique pas une compréhension de l'exigence ou une approche permettant de satisfaire à l'exigence.
3 = 30 %	Plutôt acceptable	La réponse à la demande de soumission satisfait à l'exigence dans une certaine mesure; la réponse démontre une certaine compréhension de l'exigence.
5 = 50 %	Presque acceptable	La réponse à la demande de soumission satisfait à l'exigence; la réponse est pratique, mais elle ne démontre pas une pleine compréhension de l'exigence.
7 = 70 %	Satisfaisante	La réponse à la demande de soumission satisfait à l'exigence; la réponse démontre la compréhension de l'exigence, et elle témoigne d'un niveau acceptable de confiance de la part du soumissionnaire.
8 = 80 %	Dépasse les attentes	La réponse à la demande de soumission satisfait à tous les aspects de l'exigence; la réponse proposée dépasse l'exigence, ou elle témoigne d'un niveau élevé de confiance de la part du soumissionnaire.
10 = 100 %	Dépasse largement les attentes	La réponse à la demande de soumission surpasse largement tous les aspects de l'exigence et propose des façons créatives d'économiser des coûts, le cas échéant; la réponse proposée surpasse largement l'exigence, ou elle témoigne d'un niveau très élevé de confiance de la part du soumissionnaire.

Critères techniques cotés (CTC)

L'expérience du soumissionnaire, de ses sous-traitants et de ses sociétés affiliées sera prise en compte relativement aux critères techniques cotés énoncés ci-après.

CTC1 : Approche relative au programme

Nombre	Critère coté	Instructions pour la préparation des soumissions	Points
CTC1.1	Approche de gestion de projet	Le soumissionnaire devrait décrire son approche de gestion de projet et son expérience en gestion des exigences, comme il est indiqué dans l'énoncé des travaux. Les soumissionnaires doivent décrire de quelle façon la méthode soutiendrait la planification et la coordination du projet ainsi que l'établissement de rapports.	<p>Pour chacun des éléments indiqués ci-dessous, les réponses seront pondérées comme suit, suivant un système de notation de 0 à 10 (maximum de 50 points) :</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) Approche de gestion de projet (maximum de 10 points) (2) Potentiel nécessaire à la gestion de l'exigence (maximum de 10 points) (3) Méthode facilitant la planification de projet (maximum de 10 points) (4) Méthode facilitant la coordination (maximum de 10 points) (5) Méthode facilitant l'établissement de rapports (maximum de 10 points)

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

CTC1.2	Étendue des capacités de paiement par TAF	<p>Le Canada souhaite que l'entrepreneur offre des capacités de paiement dans le plus grand nombre de pays possible. Le soumissionnaire devrait indiquer le nombre total de pays non obligatoires auquel il peut offrir des capacités de paiement par TAF.</p> <p><i>Consulter l'Annexe A, Appendice 1 – Couverture de paiement requise pour une liste complète des pays acceptables et de leurs tiers.</i></p>	<p>Pour chaque pays non obligatoire indiqué, des points seront attribués de la façon suivante (maximum 40 points) :</p> <p>(1) Un point par pays de niveau 1 (2) Un demi-point par pays de niveau II</p>
CTC1.3	Étendue des capacités de paiement sous forme de chèques émis dans une monnaie locale	<p>Le Canada souhaite que l'entrepreneur offre des capacités de paiement dans le plus grand nombre de pays possible. Le soumissionnaire devrait indiquer le nombre total de pays non obligatoires auquel il peut offrir des capacités de paiement sous forme de chèques émis dans une monnaie locale.</p> <p><i>Consulter l'Annexe A, Appendice 1 – Couverture de paiement requise pour une liste complète des pays acceptables et de leurs tiers.</i></p>	<p>Pour chaque pays non obligatoire indiqué, des points seront attribués de la façon suivante (maximum 40 points) :</p> <p>(1) Un point par pays de niveau 1 (2) Un demi-point par pays de niveau II</p>
CTC1.4	Emplacement de la base de données	<p>Le soumissionnaire doit préciser dans quel pays sera maintenue la base de données servant à stocker les données sur les transactions du gouvernement du Canada.</p>	<p>Maximum de 50 points</p> <p>(1) Au Canada seulement = 50 points (2) Aux États-Unis seulement = 35 points (3) Dans des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) = 20 points (4) Dans d'autres pays non indiqués ci-dessus (précisez lesquels) = 5 points</p>
Minimum de 126 points, maximum de 180 points			

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

CTC2 : Expérience			
Nombre	Critère coté	Instructions pour la préparation des soumissions	Points
CTC2.1	Expérience dans la prestation de services bancaires à l'étranger	Le soumissionnaire devrait indiquer le nombre d'années pendant lesquelles il a fourni des services bancaires à l'étranger.	Maximum de 26 points (1) ≥ 10 ans = 26 points (2) ≥ 6 et ≤ 9 ans = 16 points (3) ≥ 3 et ≤ 5 ans = 10 points (4) ≥ 0 et ≤ 2 ans = 5 points
CTC2.2	Expérience comparable dans la prestation de services bancaires à l'étranger	Le soumissionnaire doit fournir la description de trois projets récents (réalisés au cours des cinq dernières années) qui ont pris fin ou qui se poursuivent depuis au moins un an. La nature et la complexité des projets mentionnés devraient être similaires aux exigences décrites dans l' <i>Annexe A – Énoncé des travaux</i> .	Maximum de 39 points Treize (13) points par projet seront alloués suivant le système de notation de 0 à 10. Si plus de trois projets sont présentés, seulement les trois premiers seront évalués, par ordre de présentation.
CTC2.3	Expérience quant au nombre d'organisations	Le soumissionnaire devrait indiquer le nombre de clients privés ou gouvernementaux qui utilisent les services bancaires à l'étranger de son organisation.	Maximum de 25 points (1) ≥ 6 = 25 points (2) ≥ 3 et ≤ 5 = 15 points (3) ≤ 2 = 5 points
CTC2.4	Expérience quant aux types d'organisations	Le soumissionnaire devrait indiquer les types d'entités avec lesquelles il traite qui correspond le plus au besoin du Canada.	Des points seront accordés pour l'entité en fonction de son lien avec l'un des secteurs suivants (maximum de 25 points) : (1) Administration publique : 25 points (2) Secteur manufacturier : 15 points (3) Services : 10 points (4) Commerce de gros : 5 points
CTC2.5	Expérience dans l'exploitation et la gestion	Le soumissionnaire doit décrire son expérience dans l'exploitation et la gestion d'un réseau financier complexe à grande échelle visant le traitement de transactions commerciales ou gouvernementales de taille, de complexité et de nature semblables à celles du présent projet.	Les réponses seront pondérées comme suit, suivant un système de notation de 0 à 10 (maximum de 35 points) :
Minimum de 105 points, maximum de 150 points			

CTC3 : Mise en œuvre			
Nombre	Critère coté	Instructions pour la préparation des soumissions	Points
CTC3.1	Ressources affectées à la mise en œuvre	Le soumissionnaire doit indiquer le nombre de ressources qui seront affectées aux activités de mise en œuvre (équipe de la mise en œuvre). Il devrait fournir un organigramme des principaux postes (titres seulement) qu'il propose en lien avec la gestion de cette exigence et expliquer en quoi l'organigramme proposé permettrait de répondre efficacement aux besoins du Canada.	Les réponses seront pondérées comme suit, suivant un système de notation de 0 à 10 (maximum de 30 points).
CTC3.2	Plan de mise en œuvre	Le soumissionnaire doit fournir un plan détaillé de la mise en œuvre du projet qui décrit le processus et le calendrier pour la mise en œuvre du programme de services bancaires à l'étranger, y compris les tâches, les jalons, les produits livrables, les examens et les approbations, de même que la conception du système, la mise à l'essai de l'échange de fichiers et la mise à l'essai des volumes.	Maximum de 40 points (1) Tâches : 10 points (2) Jalons : 5 points (3) Produits livrables : 5 points (4) Examens et approbations : 5 points (5) Conception du système : 5 points (6) Mise à l'essai de l'échange de fichiers : 5 points (7) Mise à l'essai des volumes : 5 points
Minimum de 49 points, maximum de 70 points			
CTC4 : Prestation de services			
Nombre	Critère coté	Instructions pour la préparation des soumissions	Points
CTC4.1	Continuité des activités	Le soumissionnaire devrait fournir son plan de continuité des activités afin de veiller à la continuité des activités dans l'éventualité où sa capacité à fournir les services requis serait compromise. Les composantes suivantes sont jugées indispensables, et les renseignements concernant chacune d'entre elles devraient être évalués : <ul style="list-style-type: none"> capacité à fournir des services d'urgence de paiement complets lors d'une même séance 	Les réponses seront pondérées comme suit, suivant un système de notation de 0 à 10 (maximum de 35 points) :

		d'affectation de fonds advenant une catastrophe. <ul style="list-style-type: none"> capacité à recommencer à fournir des services réguliers de paiement dans les 48 heures suivant l'événement ordre de succession du processus d'acheminement pour aviser le Canada lorsque la capacité à faire des affaires est compromise. 	
CTC4.2	Emplacement du centre d'assistance	Le soumissionnaire devrait indiquer où le centre d'assistance aura un emplacement réel.	Maximum de 15 points (1) Entièrement au Canada : 15 points (2) Partiellement au Canada : 10 points (3) Aux États-Unis : 6 points (4) Dans des pays de l'OCDE : 4 points (5) Dans d'autres pays non indiqués ci-dessus (précisez lesquels) : 2 points
CTC4.3	Assistance	Le soumissionnaire doit préciser la façon dont ses services de dépannage seront fournis.	Maximum de 10 points (1) Entièrement à l'interne : 10 points (2) Par l'intermédiaire d'un centre tiers (veuillez préciser même dans les cas d'assistance partielle) : 5 points
Minimum de 42 points, maximum de 60 points			
CTC5 : Solution proposée			
Nombre	Critère coté	Instructions pour la préparation des soumissions	Points
CTC5.1	Catégories de paiement	Le soumissionnaire devrait fournir une description complète et détaillée de l'approche utilisée dans sa solution proposée pour chacune des catégories de paiement suivantes : 1. Les paiements récurrents de faible valeur en dollars canadiens, présentés à l'Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.1 2. Les paiements non récurrents de faible valeur en dollars canadiens, présentés à l'Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.2	Suivant le système de notation de 0 à 10, des points seront attribués aux solutions elles-mêmes ainsi qu'à la clarté et à l'exhaustivité des descriptions fournies dans le traitement des éléments demandés. Maximum de 180 points, répartis de la façon suivante : (1) Maximum de 100 points (2) Maximum de 20 points (3) Maximum de 20 points (4) Maximum de 20 points (5) Maximum de 20 points

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

		<p>3. Les paiements non récurrents de faible valeur en devises, présentés à l'<i>Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.3</i></p> <p>4. Les paiements récurrents de grande valeur en dollars canadiens, présentés à l'<i>Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.4</i></p> <p>5. Les paiements récurrents de grande valeur en devises, présentés à l'<i>Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.5</i></p> <p>Pour chaque catégorie, le soumissionnaire devrait démontrer de quelle façon son approche satisfait aux exigences du Canada et contribue à l'atteinte de ses buts et de ses objectifs.</p>	
CTC5.2	Virements télégraphiques en dollars canadiens destinés à l'étranger	<p>Le soumissionnaire devrait fournir une description complète et détaillée de l'approche utilisée dans sa solution proposée pour les virements télégraphiques en dollars canadiens destinés à l'étranger, dont il est question à l'<i>Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.6</i>.</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer de quelle façon son approche satisfait aux exigences du Canada et contribue à l'atteinte de ses buts et de ses objectifs.</p>	<p>Maximum de 20 points</p> <p>Suivant le système de notation de 0 à 10, des points seront attribués aux solutions elles-mêmes ainsi qu'à la clarté et à l'exhaustivité des descriptions fournies dans le traitement des éléments demandés.</p>
CTC5.3	Fichier quotidien des taux de change	<p>Le soumissionnaire devrait fournir une description complète et détaillée de l'approche utilisée dans sa solution proposée pour le fichier quotidien des taux de change, dont il est question à l'<i>Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.10</i>.</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer de quelle façon son approche satisfait aux</p>	<p>Maximum de 20 points</p> <p>Suivant le système de notation de 0 à 10, des points seront attribués aux solutions elles-mêmes ainsi qu'à la clarté et à l'exhaustivité des descriptions fournies dans le traitement des éléments demandés.</p>

		exigences du Canada et contribue à l'atteinte de ses buts et de ses objectifs.	
CTC5.4	Fichiers de paiements circulant entre le RG et l'entrepreneur	<p>Le soumissionnaire devrait fournir une description complète et détaillée de l'approche utilisée dans sa solution proposée pour les fichiers de paiements circulant entre le RG et l'entrepreneur, dont il est question à l'<i>Annexe A – Énoncé des travaux, sections 2.11 et 2.12.</i></p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer de quelle façon son approche satisfait aux exigences du Canada et contribue à l'atteinte de ses buts et de ses objectifs.</p>	<p>Maximum de 20 points</p> <p>Suivant le système de notation de 0 à 10, des points seront attribués aux solutions elles-mêmes ainsi qu'à la clarté et à l'exhaustivité des descriptions fournies dans le traitement des éléments demandés.</p>
CTC5.5	Impression des chèques et insertion d'encarts	<p>Le soumissionnaire devrait fournir une description complète et détaillée de l'approche utilisée dans sa solution proposée pour l'impression de chèques et l'insertion d'encarts, dont il est question à l'<i>Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.13.</i></p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer de quelle façon son approche satisfait aux exigences du Canada et contribue à l'atteinte de ses buts et de ses objectifs.</p>	<p>Maximum de 20 points</p> <p>Suivant le système de notation de 0 à 10, des points seront attribués aux solutions elles-mêmes ainsi qu'à la clarté et à l'exhaustivité des descriptions fournies dans le traitement des éléments demandés.</p>
CTC5.6	Activités postérieures au paiement	<p>Le soumissionnaire devrait fournir une description complète et détaillée de l'approche utilisée dans sa solution proposée pour les activités postérieures au paiement, dont il est question à l'<i>Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.17.</i></p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer de quelle façon son approche satisfait aux exigences du Canada et contribue à l'atteinte de ses buts et de ses objectifs.</p>	<p>Maximum de 20 points</p> <p>Suivant le système de notation de 0 à 10, des points seront attribués aux solutions elles-mêmes ainsi qu'à la clarté et à l'exhaustivité des descriptions fournies dans le traitement des éléments demandés.</p>

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

CTC5.7	Encaissements et dépôts divers	<p>Le soumissionnaire devrait fournir une description complète et détaillée de l'approche utilisée dans sa solution proposée pour les encaissements et dépôts divers, dont il est question à l'<i>Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.20.</i></p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer de quelle façon son approche satisfait aux exigences du Canada et contribue à l'atteinte de ses buts et de ses objectifs.</p>	<p>Maximum de 20 points</p> <p>Suivant le système de notation de 0 à 10, des points seront attribués aux solutions elles-mêmes ainsi qu'à la clarté et à l'exhaustivité des descriptions fournies dans le traitement des éléments demandés.</p>
Minimum de 210 points, maximum de 300 points			
Total : Minimum de 532 points, maximum de 760 points			

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations et renseignements supplémentaires exigés avec la soumission

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations et renseignements supplémentaires exigés préalablement à l'attribution du contrat

Les attestations et les renseignements supplémentaires exigés ci-dessous devraient être fournis avec la soumission mais peuvent être fournis plus tard. Si les attestations et renseignements supplémentaires exigés ne sont pas fournis avec la soumission, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel le soumissionnaire devra les soumettre. À défaut de fournir les attestations et renseignements supplémentaires exigés dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats

fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848) (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées:

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable, tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
- d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent; et
- e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse de chaque lieu proposé pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents comme suit :

Adresse :

N° civique / nom de la rue, unité / N° suite / d'appartement

Ville, province, territoire / État

Code postal / code zip

Pays

Si l'information n'est pas fournie dans ou avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence le rejet de la soumission.

6.1.2 On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

6.1.3 Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

6.2 Capacité financière

Clause du Guide des CCUA A9033T (2012-07-16) Capacité financière

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux, à l'Annexe A, et à la soumission technique de l'entrepreneur intitulée _____, en date du _____.

7.1.1 Destination des Services

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale de la comptabilité, Gestion bancaire et Rémunération
Direction des accords bancaires
Phase III, Place du Portage
11 rue Laurier
Gatineau, Québec, K1A 0S5
Canada

7.1.2 Services facultatifs

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à Annexe A du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

4008 (2008-12-12), Renseignements personnels, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.3 Clauses du guide des CCUA

K3002C (2008-05-12), L'entrepreneur détient les DPI: aucun droit explicite attribué au Canada par licence
K3030C (2010-01-11), Licence concernant le matériel protégé par des droits d'auteur

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) tel que prévu par le [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](#), s'appliquent et font partie intégrante du contrat:

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ B, délivrées par la Direction de la Sécurité industrielle canadienne (DSIC), de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).
3. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données et(ou) de production au niveau PROTÉGÉ tant que la DSIC, SPAC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau B (compris un lien électronique au niveau B).
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de SPAC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit se conformer aux dispositions des documents suivants :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b) le Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

7.3.2 Installations ou locaux de l'entrepreneur nécessitant des mesures de sauvegarde

7.3.2.1 Lorsque des mesures de sauvegarde sont nécessaires pour réaliser les travaux, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour les renseignements relatifs à ses installations ou à ses locaux, et ceux des individus proposés pour les adresses suivantes:

Adresse :
Numéro civique / nom de la rue, unité / suite/ no. d'appartement
Ville, province, territoire / État
Code postal / code zip
Pays

7.3.2.2 L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) doit s'assurer, par l'entremise du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](#) que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est de 5 ans à partir de la date d'octroi du contrat.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois période(s) supplémentaire(s) d'une année (s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement. Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.4.3 Option de prolongation du contrat- Période de transition

L'entrepreneur reconnaît que la nature des services fournis en vertu du contrat exigent la continuité et qu'il peut être nécessaire d'ajouter une période de transition à la fin du contrat. L'entrepreneur accepte que le Canada puisse, à sa discrétion, prolonger le contrat d'une période d'une année selon les mêmes conditions afin d'assurer la transition nécessaire. L'entrepreneur accepte que, durant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de Paiement.

L'autorité contractante avisera l'entrepreneur de la prolongation du contrat en lui faisant parvenir un avis écrit au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. La prolongation sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.4.4 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

Le contrat subséquent ne doit pas être utilisé pour les livraisons à effectuer dans une région visée par une entente de revendication territoriale globale. Toutes les livraisons à effectuer dans cette région doivent être traitées distinctement.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Roxane Baker
Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction de l'acquisition des services professionnels
Place du Portage, Phase III, 10C1
11 rue Laurier
Gatineau, Québec, K1A 0S5
Téléphone : (873) 469-4960
Télécopieur : (819) 956-2675
Courriel: roxane.baker@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est:
(Sera complété lors de l'attribution du contrat.)

Nom: _____
Titre: _____
Organisation: _____
Adresse: _____
Téléphone: ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

(Sera complété lors de l'attribution du contrat.)

7.6 Paiement

7.6.1 Base de paiement

7.6.1.1 Limitation des dépenses

Pour les travaux décrits dans l'énoncé des travaux à l'annexe A:

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de ____\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

7.6.2 Responsabilité totale du Canada

A. Pour les travaux décrits dans l'énoncé des travaux à l'annexe A:

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de ____\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

B. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante :

1. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou

2. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
3. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

C. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

7.6.3 Méthode de paiement

H1008C (2008-05-12), Paiement mensuel

7.6.4 Clauses du guide des CCUA

A9117C (2007-11-30), T1204 – Demande directe du ministère client

7.6.5 Vérification discrétionnaire

C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des

7.7 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé " Présentation des factures " des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque demande doit être appuyée par :

- a) une copie de tout document tel qu'il est spécifié au contrat; et
- b) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs;

Les demandes doivent être distribuées comme suit :

- a) L'original et une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- b) Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé "Responsables" du contrat.

7.8 Attestations et renseignements supplémentaires

7.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4008 (2008-12-12), Information personnel;
- c) les conditions générales 2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- d) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe B, Base de paiement;
- f) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) la soumission de l'entrepreneur datée du _____

7.11 Assurance

Clause du Guide des CCUA G1005C (2016-01-28), Assurances

7.12 Protection des renseignements

Sans limiter le caractère général l'article 22 des Conditions générales 2035,

- a) L'entrepreneur peut uniquement divulguer aux employés ou aux sous-traitants les renseignements dont ils ont besoin pour exécuter le contrat, et il doit les informer de leurs obligations à l'égard de ces renseignements.
- b) Le Canada peut exiger que tout employé ou sous-traitant de l'entrepreneur qui aura accès aux renseignements signe une entente de confidentialité.

7.13 Conformité aux lois relatives aux billets de banque en devise étrangère

1) Le Canada et l'entrepreneur doivent se conformer en tout temps aux lois et règlements applicables à cette partie (« Loi applicable »), y compris, sans restriction, les sanctions économiques et les lois et règlements sur la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent. Les deux parties reconnaissent que le sous-alinéa 9.4(2) de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* (S.C. 2000, ch. 17) (« OCRCVM »), énonce qu'aucune personne ou entité ne peut établir une relation de correspondants bancaires avec une banque fictive, tel que défini dans les règlements.

2) Le Canada peut avoir recours aux services fournis par l'entrepreneur dans le cadre de ce contrat, mais il ne peut permettre à une tierce partie de les utiliser.

3) Le Canada reconnaît qu'il n'achètera des billets de banque qu'auprès de l'entrepreneur.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE A, ÉNONCÉ DES TRAVAUX

(Voir ci-joint)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

Les prix, frais et taux qui suivent comprennent tous les coûts requis pour satisfaire aux exigences du contrat. Tout service qui n'est pas expressément mentionné dans la soumission de l'entrepreneur et qui est requis pour satisfaire aux exigences du contrat est inclus dans lesdits prix, frais et taux, et doit être fourni au Canada sans coût additionnel.

1.0 Période de service

1.1 Période du contrat (de la 1^{re} à la 5^e année)

Au cours de la période du contrat, l'entrepreneur sera rémunéré d'après les frais ou les taux ou autres prix fermes tout compris spécifiés ci-dessous pour les travaux exécutés conformément au contrat et à l'Énoncé des travaux figurant à l'Annexe A. Les droits de douane sont inclus.

1.2 Option de prolongation de la période du contrat (de la 6^e à la 8^e année)

Cette section ne s'applique que si le Canada exerce l'option de prolongation de la période du contrat.

Au cours des périodes d'option du contrat, l'entrepreneur sera rémunéré d'après les frais ou les taux ou autres prix fermes tout compris spécifiés ci-dessous pour les travaux exécutés conformément au contrat et à l'Énoncé des travaux figurant à l'Annexe A. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) est en sus, s'il y a lieu.

1.3 Période de transition

Pour toute période de transition requise conformément à l'article 4.3 Option de prolongation – Période de transition du contrat, l'entrepreneur doit fournir le même niveau de services sur une base de volume réduit, aux mêmes prix, taux ou frais spécifiés pour la dernière année du contrat.

2.0 Prix, frais et taux

2.1 Taux de marge appliqués à la conversion monétaire

Des taux de marge distincts sont appliqués dans le cas des devises principales suivantes : le dollar américain (USD), l'euro (EUR), la livre sterling (BPS), le dollar australien (AUD), le franc suisse (CHF), le yen (JPY) et le dollar néo-zélandais (NZD). Un taux de marge commun est appliqué dans le cas de monnaies exotiques, qui comprennent toutes les autres devises non mentionnées ci-dessus.

2.1.1 Taux de marge appliqués aux paiements du RG

Pour chaque paiement qu'il émet, l'entrepreneur recevra un taux de marge ferme tout compris (déduction faite des retours) qui sera ajouté au tarif de gros appliqué lors de la conversion monétaire du paiement, d'après les taux de marge suivants, pour les cinq (5) premières années de la période du contrat et les trois (3) périodes d'option suivantes d'une (1) année chacune :

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 1 – Taux de marge (en BPS) pour les paiements en dollars canadiens sous forme de chèques, de TAF et de virements télégraphiques

Devise	Période du contrat			Périodes d'option		
	Chèque	TAF	Virement télégraphique	Chèque	TAF	Virement télégraphique
USD						
EUR						
GBP						
AUD						
CHF						
JPY						
NZD						
Monnaies exotiques						

Tableau 2 – Taux de marge (en BPS) pour tous les paiements en devises de faible valeur et de grande valeur

Devise	Période du contrat		Périodes d'option	
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN
USD				
EUR				
GBP				
AUD				
CHF				
JPY				
NZD				
Monnaies exotiques				

2.1.2 Taux de marge appliqués aux rentrées de fonds du RG

Pour chaque versement qu'il reçoit, l'entrepreneur recevra un taux de marge ferme tout compris (déduction faite des retours) qui sera ajouté au tarif de gros appliqué lors de la conversion monétaire du paiement, d'après les taux de marge suivants, pour les cinq (5) premières années de la période du contrat et les trois (3) périodes d'option suivantes d'une (1) année chacune :

Tableau 3 – Taux de marge (en BPS) pour les chèques entrants

Devise	Période du contrat	Périodes d'option
USD		
EUR		
GBP		
AUD		
CHF		
JPY		
NZD		
Monnaies exotiques		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 4 – Taux de marge (en BPS) pour les virements télégraphiques

Devise	Période du contrat	Périodes d'option
USD		
EUR		
GBP		
AUD		
CHF		
JPY		
NZD		
Monnaies exotiques		

2.1.3 Taux de marge appliqués aux autres services en devises

Pour les autres services en devises qu'il fournit, l'entrepreneur recevra un taux de marge ferme tout compris (déduction faite des retours) qui sera ajouté au tarif de gros appliqué lors de la conversion monétaire, d'après les taux de marge suivants, pour les cinq (5) premières années de la période du contrat et les trois (3) périodes d'option suivantes d'une (1) année chacune :

Tableau 5 – Taux de marge (en BPS) pour les commandes de billets de banque en devises

Devise	Période du contrat		Périodes d'option	
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN
USD				
EUR				
GBP				
AUD				
CHF				
JPY				
NZD				
Monnaies exotiques				

Tableau 6 – Taux de marge (en BPS) pour les dépôts de billets de banque en devises

Devise	Période du contrat		Périodes d'option	
	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN	<100 000 \$ CAN	≥100 000 \$ CAN
USD				
EUR				
GBP				
AUD				
CHF				
JPY				
NZD				
Monnaies exotiques				

2.2 Frais d'opération

2.2.1 Frais liés aux virements télégraphiques

Pour les services de virements télégraphiques entrants et sortants fournis par l'entrepreneur, ce dernier recevra un montant ferme tout compris par opération exécutée, d'après les taux suivants, pour les cinq (5) premières années de la période du contrat et les trois (3) périodes d'option suivantes d'une (1) année chacune:

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN891-161475/B
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 7 – Frais (en \$) par virement télégraphique

Opération	Période du contrat	Périodes d'option
Virement télégraphique entrant		
Virement télégraphique sortant		

2.2.2 Frais pour les activités postérieures au paiement

Pour ses activités postérieures au paiement, l'entrepreneur recevra des frais fermes tout compris par activité exécutée, d'après les taux suivants, pour les cinq (5) premières années de la période du contrat et les trois (3) périodes d'option suivantes d'une (1) année chacune :

Tableau 7 – Frais (en \$) par activité postérieure au paiement

Activité	Période du contrat	Périodes d'option
Renseignements sur un chèque		
Oppositions au paiement par chèque		
Rappels de paiement par TAF / virement télégraphique		
Suivis de paiement par TAF / virement télégraphique		

2.2.3 Frais postaux

Pour les paiements par chèque émis par l'entrepreneur, ce dernier recevra un montant ferme tout compris par chèque émis, d'après les coûts qu'aurait payés le RG s'il devait acheter les formules de chèques et les enveloppes et s'il devait les envoyer par la poste. Pour la période comprise entre le 12 janvier 2016 et le 11 janvier 2017, les frais postaux ci-dessous s'appliqueront à chaque chèque:

É.-U. /au Canada 0,9161 \$*
 À l'international 1,2461 \$*

***Ces frais seront rajustés par le RG chaque année pour tenir compte des changements apportés aux frais postaux que devrait payer le RG s'il postait lui-même ces articles.**

2.3 Frais pour autres services

2.3.1 Frais pour transport en véhicule blindé

Pour transporter les devises, l'entrepreneur recevra des frais fermes tout compris par activité de transport exécutée, d'après les taux suivants, pour les cinq (5) premières années de la période du contrat et les trois (3) périodes d'option suivantes d'une (1) année chacune :

Tableau 8 – Frais (en \$) par activité de transport par véhicule blindé

Activité	Période du contrat		Périodes d'option	
	<25 000 \$ CAN	≥25 000 \$ CAN	<25 000 \$ CAN	≥25 000 \$ CAN
Collecte de fonds par véhicule blindé				
Livraison de fonds par véhicule blindé				

N° de l'invitation - Solicitation No.

EN891-161475/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID

411zg

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3.0 Intérêt du flottant et écarts du SNP quant aux paiements retournés

Le calcul de l'intérêt du flottant et la responsabilité à cet égard sont définis à l'*Annexe A, section 2.2.1 – Règlement*.

Le calcul des écarts du SNP dans le cas des paiements retournés, et la responsabilité à cet égard, sont définis à l'*Annexe A, sections 2.7 – Processus de paiement par TAF, 2.8 – Processus de paiement par chèque et 2.9 – Processus de paiement par virement télégraphique en devises*.


N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE C LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

RECEIVED
FEB 29 2016

 Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat
EN89161475

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Public Works and Government Services Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction ABCB	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail The provision of foreign banking services for the Government of Canada, including (1) the issuance of foreign-destined / denominated cheques, wires, and direct deposits, and (2) the collection / settlement of foreign-denominated cheque and wire receipts.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui		
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui		
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c) <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui		
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui		
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui		
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET <input type="checkbox"/>	NATO SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET <input type="checkbox"/>	TOP SECRET <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
411zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EN89161475

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

(continued) (suite)	
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : Document Number / Numéro du document :	
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis	
<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET
	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET
	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
Special comments: Commentaires spéciaux :	
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.	
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS	
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
PRODUCTION	
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)	
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?	<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN891-161475/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN891-161475

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EN891-161475/B

Id de l'acheteur - Buyer ID
410zg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EN89161475

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

(continued) (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens		✓														
Production																
IT Media / Support TI		✓														
IT Link / Lien électronique		✓														

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

ÉNONCÉ DES TRAVAUX – SERVICES BANCAIRES À L'ÉTRANGER

TABLE DES MATIÈRES

1.0	APERÇU.....	1
1.1	CONTEXTE.....	1
1.2	BUTS ET OBJECTIFS	2
1.3	DÉFIS ACTUELS ET BESOINS FUTURS ÉVENTUELS	3
1.4	BESOINS URGENTS.....	4
1.5	SYSTÈME NORMALISÉ DES PAIEMENTS (SNP)	5
1.6	SYSTÈME BANCAIRE DU GOUVERNEMENT (SBG).....	5
1.7	RÉSUMÉ	5
2.0	EXIGENCES DÉTAILLÉES	6
2.1	PAIEMENTS RÉCURRENTS DE FAIBLE VALEUR EN DOLLARS CANADIENS.....	6
2.2	PAIEMENTS NON RÉCURRENTS DE FAIBLE VALEUR EN DOLLARS CANADIENS.....	6
2.3	PAIEMENTS NON RÉCURRENTS DE FAIBLE VALEUR EN DEVISES.....	7
2.4	PAIEMENTS DE GRANDE VALEUR EN DOLLARS CANADIENS.....	7
2.5	PAIEMENTS DE GRANDE VALEUR EN DEVISES	7
2.6	VIREMENTS TÉLÉGRAPHIQUES EN DOLLARS CANADIENS DESTINÉS À L'ÉTRANGER	8
2.7	PROCESSUS DE PAIEMENT PAR TAF	8
2.8	PROCESSUS DE PAIEMENT PAR CHÈQUE	9
2.9	PROCESSUS DE PAIEMENT PAR VIREMENT TÉLÉGRAPHIQUE EN DEVISES	9
2.10	FICHIER QUOTIDIEN DES TAUX DE CHANGE	10
2.11	FICHIERS DES PAIEMENTS DU RG.....	10
2.12	FICHIERS DE L'ENTREPRENEUR	11
2.13	IMPRESSION DES CHÈQUES ET INSERTION D'ENCARTS	12
2.14	FRAIS DE TRANSACTION POUR LES PAIEMENTS PAR CHÈQUE.....	12
2.15	ENVOI POSTAL	12
2.16	SURVEILLANCE DES TAUX DE CHANGE.....	12
2.17	ACTIVITÉS POSTÉRIEURES AU PAIEMENT	13
2.18	AVIS DE MODIFICATIONS DES SERVICES BANCAIRES À L'ÉTRANGER.....	15
2.19	GESTION DES MODIFICATIONS.....	16
2.20	ENCAISSEMENTS ET DÉPÔTS DIVERS	16
2.21	BILLETS DE BANQUE EN DEVISES	18
2.22	RÈGLEMENT	20
2.23	RAPPORTS SUR LE RENDEMENT.....	21
2.24	FACILITATION DE LA TRANSITION	22

2.25 PLANS D'URGENCE	22
2.26 EXIGENCES LINGUISTIQUES.....	23
2.27 IMAGE DE MARQUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	23
2.28 EXIGENCES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT (MAECD)	23
2.29 SERVICE À LA CLIENTÈLE.....	24
2.30 ACRONYMES ET DÉFINITIONS	24
TABLE DES MATIÈRES POUR LES GRAPHIQUES ET LES APPENDICES	27
ANNEXE A – APPENDICE 1	28
COUVERTURE DE PAIEMENT REQUISE.....	28
ANNEXE A – APPENDICE 2	35
RENSEIGNEMENTS SUR LA STRUCTURE DU FICHIER.....	35
ANNEXE A – APPENDICE 3(A).....	40
PROTOCOLE UTILISÉ POUR LA PRODUCTION DE RELEVÉS BANCAIRES ÉLECTRONIQUES	40
ANNEXE A – APPENDICE 3(B).....	43
SPÉCIFICATIONS CONCERNANT LES ENVELOPPES 821/152	43
ANNEXE A – APPENDICE 3(C).....	48
821 MODE DE CONVERSION.....	48
ANNEXE A – APPENDICE 4	57
INFORMATION SUR LE VOLUME ET LA VALEUR	57
ANNEXE A – APPENDICE 5	68
CALENDRIER DE TRAITEMENT QUOTIDIEN	68

1.0 Aperçu

1.1 Contexte

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) fait fonction de receveur général du Canada (RG). Celui-ci doit contrôler les rentrées et les sorties de fonds du Trésor en dirigeant et en surveillant l'émission de paiements, ainsi qu'en ouvrant et en gérant les comptes bancaires du RG.

Les ministères et organismes du gouvernement fédéral sont responsables de l'administration des programmes et services définis dans leurs textes législatifs respectifs. La prestation de ces programmes et services comprend souvent la nécessité d'effectuer des paiements à l'étranger ou d'accepter des paiements en devises.

Le Canada est donc à la recherche d'un fournisseur de services de paiements transfrontaliers de premier rang, capable de gérer des paiements à l'échelle mondiale. Des paiements à l'étranger doivent être effectués en raison d'obligations contractuelles, pour verser des prestations dans le cadre de programmes socioéconomiques et d'autres programmes, et en raison d'obligations découlant de traités et d'accords commerciaux. Les montants de ces paiements peuvent être très variés. Il peut s'agir de paiements récurrents comme des prestations de retraite, ou de paiements non récurrents comme des paiements destinés à des comptes de fournisseurs. Actuellement, ces paiements sont effectués par chèque, par transfert automatisé de fonds (TAF) et par virement télégraphique.

Dans certains cas, les contrats précisent que les paiements doivent être effectués dans une devise. Il s'agit la plupart du temps de paiements à des fournisseurs. Dans la majorité des cas, il s'agit de paiements accordés en dollars canadiens devant être versés dans la monnaie locale. Lorsque ces paiements sont destinés à l'étranger, le RG les convertit dans une devise et les effectue de façon profitable pour le bénéficiaire en lui offrant un taux de change avantageux, des frais bancaires réduits, un accès rapide aux fonds et le choix de la méthode de paiement, quand la situation le permet. Les paiements faits au nom d'Emploi et Développement social Canada (EDSC), qui administre des programmes socioéconomiques comme le Régime de pensions du Canada et la Sécurité de la vieillesse, constituent de tels paiements. Le Ministère examine les demandes, détermine les droits et demande les paiements par l'intermédiaire du RG, en fournissant les renseignements et les instructions nécessaires pour le paiement.

Le RG effectue annuellement près de 2,77 millions de paiements à l'étranger pour une valeur approximative de 6 milliards de dollars canadiens. Ces paiements sont effectués en devises diverses dans 177 pays, bien que 94 % de ceux-ci soient effectués en dollars américains, en euros, en livres sterling et en dollars australiens. Le RG effectue des paiements par virement télégraphique, par chèque et par TAF. Ces méthodes de paiement représentent respectivement 1 %, 32 % et 67 % du volume de paiements total du Canada. Les paiements par TAF sont actuellement acceptés dans 66 pays. Toutefois, comme le RG cherche à accroître le nombre de bénéficiaires acceptant le paiement par dépôt direct, il se pourrait qu'on exige que les paiements par TAF soient plus répandus. Dans le même ordre d'idées, le RG pourrait un jour être tenu d'émettre des chèques et d'effectuer des virements télégraphiques en devises dans plus de pays.

La capacité continue d'effectuer des paiements pour des programmes socioéconomiques et d'autres programmes de façon rapide et exacte est une responsabilité essentielle à la mission du RG. Dans de nombreux cas, ces paiements représentent la seule source de revenus des bénéficiaires, dont la subsistance dépend des paiements. Les paiements aux fournisseurs sont aussi de la plus haute importance, car si ces paiements ne sont pas effectués de façon exacte et en temps opportun, le Canada pourrait manquer à ses obligations contractuelles. En outre, le Canada ne peut se fier uniquement à l'infrastructure en place pour

assurer les opérations en cas d'urgences et de crises. Plus particulièrement, le ministère de la Défense nationale (MDN) et le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) pourraient avoir des besoins imprévus nécessitant une intervention rapide.

Il y a aussi un besoin relatif à la réception, au traitement et au règlement des rentrées de fonds en devises. De plus en plus de ministères fédéraux fonctionnent maintenant selon le principe du recouvrement des coûts et génèrent donc des revenus à partir des biens et services qu'ils vendent. Des rentrées de fonds peuvent aussi découler de divers traités et accords internationaux. Dans certains cas, le Canada a des rentrées de fonds en devises de grande valeur, pour lesquelles il a besoin de l'application d'un change au comptant, en raison de leur montant élevé et de leur caractère critique. Le meilleur exemple est la vente de son haut-commissariat de Londres en 2013. Les rentrées de fonds en devises totalisent près de 2,23 milliards de dollars canadiens par année, bien que de tels volumes puissent grandement varier d'une année à l'autre. La majorité de ces fonds sont reçus par virement télégraphique, mais le MDN et l'Agence du revenu du Canada (ARC) reçoivent aussi des chèques actuellement. Les rentrées de fonds en devises doivent être réglées et déposées dans un compte du RG en dollars canadiens. Les rapports sur les rentrées de fonds doivent comporter suffisamment de détails pour que soient transmis les renseignements vers le ministère ou le programme concerné du gouvernement.

Les ministères chargés des programmes et leurs clients veulent tirer profit des avancées en matière de technologie et des nouvelles normes internationales de paiement. En outre, certains pays présentent des défis uniques en raison des particularités de leur système bancaire ou de la volatilité de leur monnaie locale. Stratégiquement, le RG a choisi de s'en remettre à l'expertise de l'industrie des services financiers pour offrir ces services. En effet, l'industrie est mieux positionnée pour se tenir au fait des normes internationales en constante évolution (comme la conformité relative au Bureau du surintendant des institutions financières [BSIF], au Bureau du contrôle des avoirs étrangers et aux ressortissants spécialement désignés), de l'adoption de nouvelles technologies de paiement et de l'élaboration de solutions personnalisées, au besoin.

1.2 Buts et objectifs

L'entrepreneur est responsable de la prestation de tous les services bancaires étrangers au nom du RG. Le RG n'utilise pas d'instruments financiers, comme les contrats à terme, les swaps, les contrats standardisés ou les options, pour gérer ses expositions aux fluctuations du change. La portée des services comprend l'émission de paiements en devises à l'étranger ou au Canada, et la réception des rentrées de fonds en devises.

Les principaux buts et objectifs du RG sont les suivants :

- a. maintenir ou améliorer les niveaux de service actuellement offerts aux bénéficiaires des paiements du RG à l'extérieur du Canada en réduisant au minimum les frais assumés par les bénéficiaires pour recevoir et encaisser les paiements du RG et en améliorant les options à leur disposition, en tenant compte des coûts pour le Canada ainsi que des conditions particulières ou inhabituelles en vigueur dans le pays de destination;
- b. répondre aux exigences des ministères et organismes fédéraux en ce qui concerne l'étendue de la couverture, la disponibilité des options de paiement et l'offre d'un soutien opérationnel;
- c. intégrer l'offre de services bancaires étrangers aux processus du RG au pays dans la mesure du possible, en tenant compte des différences dans les processus bancaires nationaux et des coûts pour le Canada;
- d. accroître les économies par l'automatisation et l'application de pratiques exemplaires, tout en s'assurant du plein respect de l'intégrité du système de paiement, de la confidentialité des renseignements ainsi que des exigences relatives au Programme de coordination de l'image de marque;

- e. maintenir ou améliorer les niveaux de service actuels en ce qui a trait aux rentrées de fonds en devises;
- f. recourir aux paiements par TAF dans toute la mesure du possible pour assurer les paiements du gouvernement et les rentrées de fonds dans chaque pays de la façon la plus efficace, rapide, pratique, économique et sécuritaire qui soit;
- g. faciliter le recours à de nouveaux modèles opérationnels technologiques, comme le transfert d'argent par téléphone mobile, les systèmes de point de vente mobile et les guichets automatiques sans carte pour réduire les coûts et améliorer l'accès aux versements, plus particulièrement pour les Canadiens vivant en régions éloignées.

La possibilité de séparer le besoin par devise, produit et/ou région a été envisagée, mais a été jugée inappropriée compte tenu des coûts, des difficultés d'ordre pratique et des restrictions opérationnelles. Le Canada doit respecter le cadre, les directives, les politiques et les règlements établis.

1.3 Défis actuels et besoins futurs éventuels

Les paiements transfrontaliers sont foncièrement inefficaces, car il n'existe pas de système de paiement universel. Il y a donc trois obstacles à surmonter afin d'améliorer le processus transfrontalier :

- a. La plupart des systèmes de paiement reposent sur des lois et des pratiques locales au sein des structures bancaires et financières nationales existantes.
- b. L'absence d'une norme commune mondiale et les écarts entre les systèmes ont réduit la capacité des systèmes bancaires et des systèmes de trésorerie d'entreprise à communiquer des données entre eux.
- c. Les règlements gouvernementaux changent la façon dont les paiements sont effectués. Les paiements sont visés par des règlements nationaux qui compliquent les défis liés aux paiements transfrontaliers, car souvent les règles varient entre le pays émetteur et le pays bénéficiaire.

Les gouvernements et les organismes de réglementation favorisent de plus en plus les paiements effectués en monnaie locale, et découragent l'emploi du dollar canadien pour régler les paiements locaux (dans un pays où le dollar n'est pas utilisé).

On agit ainsi pour exercer un meilleur contrôle et par souci de transparence. Les gouvernements locaux estiment qu'il est plus facile de surveiller les activités financières dans leur propre monnaie plutôt que dans celle d'un autre pays. Qui plus est, les paiements en monnaie locale sont souvent plus économiques, directs et faciles à suivre, et permettent d'éviter le recours à une chaîne de banques correspondantes qui n'ont initialement rien à voir avec l'opération.

Dans le contexte économique et réglementaire actuel, les institutions financières hésitent à établir leur propre infrastructure pour assurer une couverture mondiale. L'établissement d'un réseau bancaire correspondant permettant d'effectuer des paiements dans tous les pays suppose un coût exorbitant. Il faut établir des relations entre les banques, ouvrir des comptes nostros et en effectuer le rapprochement. De nombreuses banques sont absentes des pays, et elles ne sont pas enthousiastes à l'idée de gérer les opérations à distance. En outre, la banque doit s'assurer de respecter les processus d'inscription et de réglementation locaux et internationaux, et doit rester à l'affût des changements et des modifications.

Les institutions bancaires voient souvent le potentiel de croissance dans le secteur, mais peinent à justifier l'établissement d'une telle infrastructure pour les volumes de paiements actuels. Si le nombre d'opérations dans un pays est faible et qu'il faut y maintenir l'infrastructure, les coûts peuvent facilement

dépasser les bénéfices potentiels, de sorte qu'il s'agit d'une solution déficitaire pour la banque ou ses clients.

Au cours des dernières années, les sociétés de paiement qui ne sont pas des banques se sont concentrées sur les versements et les paiements de personne à personne, et certaines sociétés ont commencé à concevoir des modes de paiement pour rendre le transfert de ces petits paiements plus économiques. Toutefois, dans le milieu du paiement du gouvernement au particulier, où les bénéficiaires gèrent leurs propres comptes bancaires, l'innovation est plus lente, car toute solution doit quand même accéder à une infrastructure fiable pour finaliser le paiement. Le seul modèle permettant de rendre le processus plus économique consiste à regrouper les paiements et à partager le coût de l'infrastructure bancaire correspondante entre diverses banques et institutions.

Un tel regroupement permet des économies d'échelle difficiles à réaliser individuellement, l'accès à de meilleurs taux de change et une réduction des frais imposés par les banques correspondantes. La connectivité au pays entre la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT) et les systèmes de paiements locaux de la chambre de compensation automatisée, ainsi que l'élaboration de nouvelles technologies rendant plus économique le processus pour toutes ces plateformes de paiement distinctes peuvent maintenant être partagées, et l'investissement effectué par les banques locales dans la nouvelle technologie peut être justifié par les volumes de paiements accrus.

Les services de banques correspondantes représentent toujours le principal mode de prestation de services bancaires transfrontaliers. Bien que ce modèle ait été conçu pour les paiements de grande valeur et hautement sécurisés, les paiements effectués aujourd'hui sont de plus en plus axés sur le détail et sont de faible valeur.

Lorsque le gouvernement du Canada exerce une option conformément à la clause 1.1 du contrat subséquent, l'entrepreneur doit aussi assumer la responsabilité de fournir des services facultatifs semblables à ceux décrits dans l'Énoncé des travaux, dont les suivants :

- services pour améliorer ou accroître la couverture dans des pays ou services n'étant pas déjà énumérés;
- services permettant au Canada d'accéder à de nouvelles technologies, de nouveaux processus et des solutions novatrices pour répondre à l'utilisation accrue de l'automatisation ou surmonter des obstacles en particulier;
- services pour normaliser et rendre accessibles des processus et des services permettant de répondre à des besoins en services bancaires étrangers pour d'autres ministères et organismes (au besoin) afin de réduire les coûts pour le Canada et d'améliorer les gains d'efficacité et/ou la qualité des services offerts au Canada.

Si de nouveaux services sont mis en œuvre, une modification de contrat sera émise.

1.4 Besoins urgents

En des circonstances exceptionnelles (p. ex, besoin urgent d'intervenir en cas de catastrophe à l'étranger), l'entrepreneur doit intervenir en cas d'urgence le jour ouvrable même ou à une date convenue d'un commun accord lorsque des services non prévus mais connexes sont nécessaires ou doivent être fournis par l'intermédiaire de processus ou de mécanismes non précisés au contrat. Les circonstances entourant ces crises peuvent nécessiter une intervention immédiate, et en ces circonstances exceptionnelles seulement, on pourrait demander à l'entrepreneur d'agir avec l'autorisation verbale du chargé de projet, immédiatement suivie d'une modification officielle signée du contrat.

1.5 Système normalisé des paiements (SNP)

Lorsqu'il s'acquitte de ses responsabilités de paiement, le RG a recours au Système normalisé des paiements (SNP) pour gérer les paiements, présenter des rapports aux ministères, faire le lien avec le Grand livre du gouvernement et assurer un mécanisme de requête continu pour faire le suivi de l'état de chaque paiement. Le SNP est un outil personnalisé conçu à l'interne fonctionnant sur un ordinateur central. Les ministères peuvent accéder directement en ligne au SNP pour effectuer des requêtes, des demandes de paiement et des modifications de l'état des paiements. Dans la plupart des cas, le SNP est intégré aux processus opérationnels des ministères, et certains ministères ont pleinement intégré le SNP à leurs systèmes opérationnels. Tous les paiements du RG doivent être émis par l'intermédiaire du SNP. Par conséquent, la solution pour les paiements à l'étranger doit pouvoir s'intégrer au SNP pour ce qui est de la réception des fichiers des paiements et des renvois de rapports sur l'état et l'exécution des instructions de paiement.

1.6 Système bancaire du gouvernement (SBG)

Pour s'acquitter de ses responsabilités de gestion des rentrées de fonds, le RG emploie le Système bancaire du gouvernement (SBG), une application interne personnalisée reposant sur la même technologie que le SNP. Le SBG permet de faire le pont avec les entrepreneurs offrant des services de gestion des rentrées de fonds au RG en ce qui a trait aux renseignements des relevés bancaires; avec les ministères chargés des programmes pour ce qui est des renseignements détaillés sur les dépôts; avec la Banque du Canada aux fins de rapprochement; et avec le Grand livre du gouvernement aux fins de comptabilité. Dans la solution de gestion des rentrées de fonds étrangers, un relevé bancaire doit être fourni. Le RG privilégie fortement une interface électronique compatible avec le SBG. L'interface électronique normalisée actuellement utilisée par le RG pour la communication des relevés bancaires (EDI 821) est décrite à l'*Annexe A, Appendice 3(a) – Protocole actuel de communication électronique des relevés bancaires*, à l'*Appendice 3(b) – Caractéristiques de l'enveloppe des documents 821 et 152* et à l'*Appendice 3(c) – Mappage (821)*.

1.7 Résumé

En plus des services décrits à l'*Annexe A, section 1.2 – Buts et objectifs*, l'entrepreneur doit offrir des services de paiement et de gestion des rentrées de fonds répondant aux objectifs suivants.

- 1.7.1 En vertu de la présente demande de propositions, l'entrepreneur retenu doit assurer la continuité des services bancaires étrangers de l'ancien entrepreneur, sans interruption. Durant la période de transition, il ne doit pas y avoir d'interruption des services aux bénéficiaires et, sur le plan opérationnel, les activités des ministères et des organismes doivent être perturbées le moins possible.
- 1.7.2 Tous les paiements du RG doivent être émis par l'intermédiaire du SNP. Les ministères seront reliés au SNP et ne disposeront pas d'une interface directe avec le système de l'entrepreneur pour les demandes de paiement. Le SNP prévoit un mécanisme de demande en ligne pour que les ministères puissent visualiser l'état des paiements, le taux de change utilisé et la valeur des paiements effectués en devises. L'entrepreneur doit fournir, pour le SNP, une transmission électronique pour assurer cette capacité, comme des rapports sur les paiements refusés, retournés ou rappelés. Il doit aussi employer les codes fournis par le RG pour justifier les refus.

Les ministères chargés des programmes doivent appliquer les déductions fiscales nécessaires et les exigences de déclaration s’y rattachant.

- 1.7.3 L’entrepreneur doit prendre en charge toutes les activités de paiement se déroulant actuellement dans les pays énumérés à l’*Annexe A, Appendice 1 – Couverture de paiement requise*.
- 1.7.4 L’entrepreneur doit assurer toutes les activités de rentrées de fonds en devises qui sont réalisées. Des renseignements sur le volume et la valeur des rentrées de fonds étrangers du RG se trouvent à l’*Annexe A, Appendice 4 – Renseignements sur le volume et la valeur*.

2.0 Exigences détaillées

Par paiement obligatoire, on entend un paiement devant être effectué dans le pays désigné.

2.1 Paiements récurrents de faible valeur en dollars canadiens

L’entrepreneur doit assurer la continuité des services de paiements récurrents de faible valeur en dollars canadiens. Ces paiements sont faits par chèque ou TAF, et sont convertis dans la monnaie du pays de destination. La conversion de ces paiements en monnaie locale par le RG répond à quatre objectifs : (i) offrir aux bénéficiaires un meilleur taux de change que ce qu’ils pourraient obtenir par eux-mêmes; (ii) réduire les frais de services bancaires pour déposer ou encaisser les chèques en dollars canadiens; (iii) permettre d’accéder rapidement aux fonds; (iv) offrir des paiements par TAF en monnaie locale, où cela est possible. Ces paiements sont surtout de nature socioéconomique, et l’exactitude, la rapidité, des taux de change avantageux et la qualité de l’ensemble du service sont de la plus haute importance. La plupart de ces paiements sont versés au mois ou au trimestre.

- 2.1.1 Les paiements par TAF doivent être déposés dans les comptes des bénéficiaires à la date convenue.
- 2.1.2 Les paiements par chèque doivent être envoyés par la poste vers le pays de destination de façon à respecter les dates d’échéance, dans le cours normal des choses.
- 2.1.3 L’entrepreneur doit assurer la continuité du service de paiement par TAF dans les pays où la couverture de ce service est obligatoire et recourir aux processus décrits à l’*Annexe A, section 2.7 – Processus de paiement par TAF*.
- 2.1.4 À la demande du RG, l’entrepreneur doit collaborer avec le RG pour mettre en place un service de paiement par TAF dans d’autres pays où le service est disponible.
- 2.1.5 L’entrepreneur doit assurer la continuité du service de paiement par chèque en monnaie locale dans les pays où la couverture de ce service est obligatoire et recourir aux processus généraux décrits à l’*Annexe A, section 2.8 – Processus de paiement par chèque*.

2.2 Paiements non récurrents de faible valeur en dollars canadiens

- 2.2.1 L’entrepreneur doit assurer la continuité des services de paiements non récurrents de faible valeur en dollars canadiens destinés à des bénéficiaires dans les pays énumérés à l’*Annexe A, Appendice 1 – Couverture de paiement requise*. Ces paiements doivent être effectués par

TAF, par chèque ou par virement télégraphique, et doivent être convertis en devises et versés à l'étranger. Le ministère chargé du programme qui initie la demande de paiement précise la devise à utiliser pour le paiement, laquelle peut être différente de la monnaie du pays de destination. Par exemple, un fournisseur en Australie peut avoir un contrat prévoyant un paiement en dollars américains. Les paiements doivent être effectués selon les processus décrits à l'*Annexe A, sections 2.7 – Processus de paiement par TAF, 2.8 – Processus de paiement par chèque et 2.9 – Processus de paiement par virement télégraphique en devises.*

2.3 Paiements non récurrents de faible valeur en devises

2.3.1 L'entrepreneur doit assurer la continuité des services de paiements non récurrents de faible valeur en devises (selon des droits établis en devises et destinés à des bénéficiaires dans les pays énumérés à l'*Annexe A, Appendice 1 – Couverture de paiement requise*). Ces paiements peuvent être effectués par TAF, par chèque ou par virement télégraphique et, tel que susmentionné, le ministère chargé du programme qui initie la demande de paiement précise la devise à utiliser pour le paiement, laquelle peut être différente de la monnaie du pays de destination. Certains de ces paiements sont destinés au Canada. Les paiements doivent être effectués selon les processus décrits à l'*Annexe A, sections 2.7 – Processus de paiement par TAF, 2.8 – Processus de paiement par chèque et 2.9 – Processus de paiement par virement télégraphique en devises.*

2.3.2 L'entrepreneur doit fournir un mécanisme de taux de change, comme il est décrit à l'*Annexe A, section 2.10 – Fichier quotidien des taux de change.*

2.4 Paiements de grande valeur en dollars canadiens

2.4.1 L'entrepreneur doit assurer la continuité des services de paiements de grande valeur en devises selon des droits établis en dollars canadiens et destinés à des bénéficiaires dans les pays énumérés à l'*Annexe A, Appendice 1 – Couverture de paiement requise*. Ces paiements doivent être effectués par TAF, par chèque ou par virement télégraphique et, conformément à nos exigences, le ministère chargé du programme qui initie la demande de paiement précise la devise à utiliser pour le paiement, laquelle peut être différente de la monnaie du pays de destination. Les paiements doivent être effectués selon les processus décrits à l'*Annexe A, sections 2.7 – Processus de paiement par TAF, 2.8 – Processus de paiement par chèque et 2.9 – Processus de paiement par virement télégraphique en devises.*

2.5 Paiements de grande valeur en devises

2.5.1 L'entrepreneur doit assurer la continuité des services de paiements de grande valeur en devises selon des droits établis en devises et destinés à des bénéficiaires dans les pays énumérés à l'*Annexe A, Appendice 1 – Couverture de paiement requise*. Ces paiements doivent être effectués par TAF, par chèque ou par virement télégraphique, et le ministère chargé du programme qui initie la demande de paiement précise la devise à utiliser pour le paiement, laquelle peut être différente de la monnaie du pays de destination. Ils peuvent être destinés à l'étranger ou au Canada. Les paiements doivent être effectués selon les processus décrits à l'*Annexe A, sections 2.7 – Processus de paiement par TAF, 2.8 – Processus de paiement par chèque et 2.9 – Processus de paiement par virement télégraphique en devises.*

2.6 Virements télégraphiques en dollars canadiens destinés à l'étranger

2.6.1 L'entrepreneur doit assurer la continuité des services de paiements par virements télégraphiques en dollars canadiens destinés à des bénéficiaires possédant des comptes en dollars canadiens dans les pays énumérés à l'*Annexe A, Appendice 4 – Renseignements sur le volume et la valeur*. Ces paiements ne doivent pas être convertis dans une devise. Ils doivent être effectués selon les processus généraux suivants :

- a. accepter les fichiers des paiements du SNP qui contiennent les renseignements bancaires stockés et conservés dans les bases de données du gouvernement;
- b. accuser réception des fichiers des paiements ou des transmissions qui lui sont envoyés, y compris les modifications apportées aux renseignements des comptes bancaires, et en valider le format et le contenu;
- c. verser les paiements aux bénéficiaires en respectant les délais prévus;
- d. voir à ce que les directives relatives aux virements télégraphiques indiquent clairement que tous les frais de virement sont à la charge de l'entrepreneur et ne doivent pas être déduits du montant du virement ou imposés au bénéficiaire.

2.7 Processus de paiement par TAF

L'entrepreneur doit appliquer les processus généraux suivants pour effectuer des paiements par dépôt direct :

- a. accepter les fichiers des paiements du SNP qui contiennent les renseignements bancaires stockés et conservés dans les bases de données du gouvernement;
- b. accuser réception des fichiers des paiements ou des transmissions qui lui sont envoyés, y compris les modifications apportées aux renseignements des comptes bancaires, et en valider le format et le contenu;
- c. appliquer le taux de change prescrit dans le contrat;
- d. verser les paiements aux bénéficiaires par l'intermédiaire d'un membre du système de compensation local afin que soient respectées les dates d'échéance, et traiter tous les paiements refusés, retournés ou rappelés;
- e. fournir un dossier électronique pour les refus, les retours et les rappels au SNP;
- f. fournir un fichier des retours indiquant de façon détaillée, au minimum, le taux de change appliqué, le taux du marché en fonction duquel le taux de change appliqué a été établi, la date et l'heure où le taux du marché a été fixé, ainsi que le montant versé au bénéficiaire en dollars canadiens et en devise du pays destinataire;
- g. retourner à leur valeur initiale en dollars canadiens les paiements qui n'ont pu être crédités aux comptes de bénéficiaires et regrouper dans un rapport mensuel tous les gains et pertes en devises attribuables à des retours individuels; pour chaque période mensuelle, l'entrepreneur paiera au RG les gains nets enregistrés, alors que le RG paiera à l'entrepreneur les pertes nettes enregistrées pour cette même période;
- h. fournir un mécanisme de recouvrement des paiements mal acheminés.

Remarque : L'*Annexe A, Appendice 5 – Calendrier de traitement quotidien* fournit de l'information sur les délais à respecter pour l'échange de fichiers avec le RG.

2.8 Processus de paiement par chèque

L'entrepreneur doit appliquer les processus généraux suivants pour effectuer des paiements par chèque :

- a. accepter les fichiers des paiements du SNP qui contiennent de l'information sur les paiements et les talons de chèque;
- b. accuser réception des fichiers des paiements qui lui sont transmis par le SNP et en valider le format et le contenu;
- c. appliquer les taux de change prescrits dans le contrat;
- d. imprimer le chèque et le talon de chèque dans le format prescrit, dans une installation d'impression canadienne, en utilisant les données fournies dans le fichier du SNP et au montant calculé à l'aide du taux de change de la devise et de la majoration précisés dans le contrat, et envoyer les paiements par l'intermédiaire du système postal du pays de destination de manière à ce que, dans le cours normal des activités, les délais soient respectés;
- e. fournir un fichier d'après-émission indiquant de façon détaillée le statut des paiements émis, le taux de change appliqué, le taux du marché en fonction duquel le taux de change appliqué a été établi, la date et l'heure où le taux du marché a été fixé, ainsi que le montant équivalent en devise du pays destinataire et en dollars canadiens;
- f. retourner à leur valeur initiale en dollars canadiens les paiements qui ne peuvent être émis et regrouper dans un rapport mensuel tous les gains et pertes en devises attribuables à des retours individuels; pour chaque période mensuelle, l'entrepreneur paiera au RG les gains nets enregistrés, alors que le RG paiera à l'entrepreneur les pertes nettes enregistrées pour cette même période.

Remarque 1 : L'Annexe A, Appendice 5 – Calendrier de traitement quotidien fournit de l'information sur les délais à respecter pour l'échange de fichiers avec le RG.

Remarque 2 : Après le paiement par TAF, le paiement par chèque représente le mode de paiement le plus utilisé. Tous les chèques sont codés en caractères magnétiques en vertu d'une pratique commune, bien que les numéros de compte des différentes banques ne soient pas normalisés. Le recours aux chèques diminue, alors que le paiement électronique continue de gagner en popularité.

2.9 Processus de paiement par virement télégraphique en devises

L'entrepreneur doit appliquer les processus généraux suivants pour effectuer des paiements par virement télégraphique :

- a. accepter les fichiers des paiements du SNP qui contiennent les renseignements bancaires stockés et conservés dans les bases de données du gouvernement;
- b. accuser réception des fichiers des paiements ou des transmissions qui lui sont envoyés, y compris les modifications apportées aux renseignements des comptes bancaires, et en valider le format et le contenu;
- c. appliquer le taux de change prescrit dans le contrat;
- d. verser les paiements aux bénéficiaires en respectant les délais prévus;
- e. fournir un fichier des retours indiquant de façon détaillée, au minimum, le taux de change appliqué, le taux du marché en fonction duquel le taux de change appliqué a été établi, la date et l'heure où le taux du marché a été fixé, ainsi que le montant versé au bénéficiaire en dollars canadiens et en devise du pays destinataire;

- f. retourner à leur valeur initiale en dollars canadiens les paiements qui ne peuvent être crédités au compte du bénéficiaire et regrouper dans un rapport mensuel tous les gains et pertes en devises attribuables à des retours individuels; pour chaque période mensuelle, l'entrepreneur paiera au RG les gains nets enregistrés, alors que le RG paiera à l'entrepreneur les pertes nettes enregistrées pour cette même période;
- g. voir à ce que les directives relatives aux virements télégraphiques indiquent clairement que tous les frais de virement sont à la charge de l'entrepreneur et ne doivent pas être déduits du montant du virement ou imposés au bénéficiaire;
- h. dans l'éventualité où un paiement par virement télégraphique ne peut être exécuté, disposer d'un processus permettant au RG de résoudre le problème avant de convertir en dollars canadiens le montant du paiement et de retourner les fonds.

Remarque : L'*Annexe A, Appendice 5 – Calendrier de traitement quotidien* fournit de l'information sur les délais à respecter pour l'échange de fichiers avec le RG.

2.10 Fichier quotidien des taux de change

La comptabilité, aux fins des transactions financières du gouvernement canadien, s'effectue en dollars canadiens; par conséquent, lorsqu'un ministère demande un paiement pour un montant en devises, la comptabilité de ce paiement doit être réalisée en dollars canadiens. Pour ce faire, le ministère doit appliquer à la transaction un taux de change dont il prend connaissance dans un tableau figurant sur le site Web du RG. Il arrive toutefois que le taux de change en vigueur diffère du taux de change appliqué par l'entrepreneur (au moment du paiement), car la devise a fluctué entre le moment où le taux de change a été fourni et celui où l'entrepreneur a reçu le fichier des paiements. Si le montant équivalent en dollars canadiens pour un paiement varie considérablement en raison des fluctuations de la devise, il faut apporter un rajustement à l'écriture comptable initiale.

Afin de résoudre ces problèmes, l'entrepreneur doit fournir au SNP un fichier quotidien précisant les taux de change entre le dollar canadien et un certain nombre de devises qui sont exigées par le Canada. Les taux de change indiqués dans ce fichier doivent avoir été établis en fonction du taux du marché, de gros et au comptant, à 7 h, heure normale de l'Est (HNE), le jour auquel le fichier se rapporte, et appliquer les majorations correspondantes qui sont énoncées dans le contrat. Ces taux faciliteront la comptabilité financière en permettant aux ministères de calculer avec exactitude les valeurs équivalentes en dollars canadiens des paiements de droits en devises étrangères.

2.11 Fichiers des paiements du RG

Chaque jour, l'entrepreneur doit recevoir et traiter au moins un (1), mais jamais plus de trois (3) fichiers de paiements, ainsi qu'un (1) fichier non monétaire. Un exemple de calendrier de traitement quotidien des fichiers se trouve à l'*annexe A de l'appendice 5 – Calendrier de traitement quotidien*.

Les fichiers de paiements comprendront toutes les directives que l'entrepreneur devra suivre pour exécuter les paiements. Par exemple, ces directives comprendront le mode de paiement, la devise de paiement, que le paiement soit en dollars canadiens ou en devise étrangère, le montant du paiement en dollars canadiens, la date d'échéance du paiement, le nom et l'adresse du bénéficiaire ainsi que les données de routage. L'entrepreneur devra vérifier l'exactitude des données sur le compte et les données de routage en validant si le format du compte satisfait aux exigences locales. Les fichiers de paiements peuvent contenir un amalgame de chèques, de transferts automatisés de fonds (TAF) et de virements télégraphiques, mais chacun des modes de paiement n'est pas nécessairement représenté dans chacun des fichiers de paiement.

Le fichier non monétaire peut contenir un amalgame de préavis, de rappel de paiements, de demandes de recherche et les instructions relatives aux corrections de virements télégraphiques, mais chacun des modes de paiement n'est pas nécessairement représenté dans chacun des fichiers non monétaires.

Le receveur général du Canada (RG) classe les paiements en différentes catégories selon le programme ou le service du représentant ministériel. Pour certaines catégories de paiement, le RG peut soumettre des fichiers de paiements au plus tôt sept (7) jours ouvrables avant la date d'échéance. Pour d'autres catégories de paiement, on peut s'attendre à des délais plus courts tels que quatre (4) jours ouvrables. Pour chacune des catégories de paiements, l'entrepreneur doit tout mettre en œuvre pour respecter les dates d'échéance. Chaque fichier de paiements, de même que chaque fichier non monétaire, portera un identificateur unique généré par le RG. Cet identificateur unique dispose d'une présentation spécifique et est appelé le numéro de demande du Trésor.

2.12 Fichiers de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit fournir les fichiers ci-dessous au RG :

- Fichier quotidien des taux de change : Il contient tous les taux de change du jour requis (conformément à l'*Annexe A, Appendice 1 – Couverture de paiement requise*) que les ministères doivent utiliser pour estimer le montant en dollars canadiens des paiements en devises étrangères.
- Fichier d'accusé de réception des paiements : Il s'agit d'un accusé de réception d'un fichier des paiements envoyé à l'entrepreneur par le RG. Le fichier contient les résultats de chaque paiement après le traitement par l'entrepreneur. Il doit préciser le numéro de demande du Trésor du fichier de paiements correspondant envoyé par le RG. Les renseignements sur chaque paiement doivent indiquer si le paiement a été rejeté ou accepté, la raison du rejet (le cas échéant), le taux de change pour les paiements en dollars canadiens acceptés, le taux de change modifié si le taux fourni pour les paiements en devises étrangères est expiré, la valeur révisée en dollars canadiens (le cas échéant), etc.
- Fichier d'accusé de réception non monétaire : Il s'agit d'un accusé de réception d'un fichier non monétaire envoyé à l'entrepreneur par le RG. Le fichier contient les résultats de chaque transaction après le traitement initial par l'entrepreneur et il doit préciser le numéro de demande du Trésor du fichier non monétaire correspondant envoyé par le RG. De plus, pour chaque transaction, il doit informer le RG du rejet de la transaction et du motif du rejet (le cas échéant) ou de son acceptation aux fins de traitement.
- Fichier de retour des paiements : Il contient des données sur les paiements retournés à l'entrepreneur en tant que paiements non livrables et il précise la raison pour laquelle le paiement est non livrable. Le fichier doit porter un identificateur unique qui est généré par l'entrepreneur et qui respecte le format du numéro de demande du Trésor du RG.
- Fichier d'après-émission : Il contient des transactions qui déterminent des résultats différents pour les paiements et les transactions non monétaires une fois qu'ils sont acceptés par l'entrepreneur. Le fichier doit porter un identificateur unique qui est généré par l'entrepreneur et qui respecte le format du numéro de demande du Trésor du RG. Voici des exemples de transactions qui figurent dans ce fichier : les chèques qui ont été encaissés, les résultats des processus de suivi, les renseignements sur les avis de modification, etc.

Un exemple de calendrier de traitement quotidien des fichiers se trouve à l'*Annexe A, Appendice 5 – Calendrier de traitement quotidien*.

2.13 Impression des chèques et insertion d'encarts

L'entrepreneur doit imprimer les chèques et les talons de chèque conformément aux exigences du RG. Aujourd'hui, le RG utilise deux (2) configurations de chèque : à l'heure actuelle, environ 80 % des paiements par chèque utilisent une configuration « 8,5 po sur 11 po », alors que les 20 % restants utilisent une configuration « 8,5 po sur 14 po ». Le RG émet des paiements pour un certain nombre de produits différents et l'information à imprimer sur le chèque varie en fonction du produit.

L'entrepreneur détermine les différents formats de chèque à utiliser en fonction des exigences propres au pays concerné. Les dimensions du chèque varient en fonction des exigences réglementaires. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit être capable d'imprimer des renseignements sur les talons de chèque. Le Canada transmet les données, et l'entrepreneur les traite en conséquence.

Les chèques seront imprimés sur le papier de l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit satisfaire aux exigences du RG qui se rapportent aux encarts. Le RG exige que des encarts soient ajoutés aux paiements par chèque, et il les fournit à cette fin à l'entrepreneur. Dans certains cas, un encart doit être ajouté à tout paiement par chèque. Cependant, dans la plupart des cas, le RG doit être capable de cibler ses encarts. La majorité des encarts en question sont des formulaires d'inscription au dépôt direct. Par exemple, le RG pourrait souhaiter faire la promotion du dépôt direct pour un programme précis d'un pays donné et, par conséquent, ajouter un encart uniquement aux paiements effectués dans le cadre de ce programme qui sont envoyés à ce pays.

2.14 Frais de transaction pour les paiements par chèque

Les frais de transaction pour les paiements par chèque peuvent être reflétés dans la majoration propre à l'entrepreneur qui est appliquée à ces paiements et comprendre le coût d'impression et d'envoi postal des chèques.

2.15 Envoi postal

La livraison de l'ensemble du courrier généré au Canada doit être amorcée par la Société canadienne des postes (SCP). L'entrepreneur doit faire appel à des services de courrier de première classe pour la distribution des chèques du RG sur le territoire canadien. L'entrepreneur doit adhérer à la *Loi sur la Société canadienne des postes*, en particulier au paragraphe 14(1), en ce qui concerne le privilège exclusif de la Société. Voir le lien ci-dessous.

« 14 (1) Sous réserve de l'article 15, la Société a, au Canada, le privilège exclusif du relevage et de la transmission des lettres et de leur distribution aux destinataires. »

<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-10/>

2.16 Surveillance des taux de change

L'entrepreneur doit fournir un mécanisme au moyen duquel le RG peut effectuer une vérification afin de s'assurer que les taux de change et les majorations utilisés par l'entrepreneur sont conformes aux modalités du contrat.

2.17 Activités postérieures au paiement

Pour chaque type de paiement, l'entrepreneur doit fournir des activités de soutien postérieures au paiement. Toute transaction de paiement (chèque, TAF, virement télégraphique ou en argent) qui ne peut être effectuée sera retournée au RG à sa valeur initiale en dollars canadiens. Chaque mois, tous les gains et les pertes résultant de ces retours doivent être portés à l'attention du RG et réglés. Si un gain est enregistré à la suite d'un retour, l'entrepreneur rembourse le montant à TPSGC. En cas de perte, c'est TPSGC qui rembourse l'entrepreneur. Ces gains et pertes doivent être signalés et réglés au moyen de la facture mensuelle de l'entrepreneur.

2.17.1 Chèques

- 2.17.1.1 Chèques non livrables : Des chèques peuvent être retournés avec la mention « non livrable » pour une multitude de raisons. L'adresse peut être erronée ou le bénéficiaire peut avoir déménagé ou être décédé. Dans certains cas, il y aura de la correspondance accompagnant le chèque retourné. En 2015, un peu plus de 34 479 chèques ont été retournés avec la mention « non livrable ».

Lors de l'envoi postal de chèques, l'entrepreneur doit utiliser des enveloppes indiquant une adresse de retour pré imprimée, précisée par le RG. Des employés du RG ouvriront les lettres retournées afin de traiter la correspondance jointe. Les chèques seront ensuite acheminés à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit inclure les détails des chèques retournés dans le fichier des retours envoyé au SNP. L'entrepreneur doit rembourser au RG la valeur initiale de ces chèques en dollars canadiens.

- 2.17.1.2 Oppositions au paiement par chèque : Le Canada reconnaît que les règles à appliquer pour traiter les oppositions au paiement par chèque sont déterminées par les exigences du pays devant autoriser ces chèques. Par l'intermédiaire du SNP, on demande des oppositions de paiement à l'entrepreneur seulement si le statut du paiement initial est « non payé ». L'entrepreneur doit voir à ce que la demande d'opposition au paiement soit conforme à la totalité des exigences locales applicables.

Le jour ouvrable même ou à une date fixée d'un commun accord, l'entrepreneur doit entreprendre le traitement des oppositions au paiement par chèque. Si l'opposition au paiement est réalisée comme prévu, l'entrepreneur retourne la valeur initiale du paiement en dollars canadiens et inclut l'information associée dans le fichier des retours qu'il transmet au SNP, conformément aux directives énoncées à l'*Annexe A, Appendice 2 – Information sur les structures de fichier*. Si l'opposition au paiement ne peut être réalisée, l'entrepreneur inclut l'information associée dans le fichier d'après-émission qu'il transmet au SNP. Le Canada sait que dans certains pays, le paiement par chèque n'est pas requis après la période de préavis.

- 2.17.1.3 Chèques périmés : Le RG reconnaît que les règles applicables aux chèques périmés varient d'un pays à l'autre. L'entrepreneur doit procéder comme il le ferait normalement et annuler tous les chèques qui deviennent périmés conformément aux règles des pays où ils sont encaissés. Les fonds de ces chèques annulés doivent être retournés au RG à la valeur initiale de la transaction en dollars canadiens, et l'information sur ces chèques doit être incluse dans le fichier des retours envoyé au SNP.

- 2.17.1.4 Renseignements sur un chèque : Il arrivera qu'un des ministères chargés des programmes ait besoin de renseignements sur un chèque. Par exemple, un bénéficiaire peut prétendre qu'il n'a pas reçu un chèque, alors que le statut de ce paiement indique qu'il a été versé. Dans un tel cas, le ministère chargé du programme voudra voir une copie du chèque. Il est à noter que cette exigence s'applique à l'information figurant au recto et au verso du chèque. Le RG devrait idéalement chercher à trouver une façon de permettre à ses employés d'accéder aux images archivées des chèques d'un entrepreneur afin d'examiner les chèques détenus par le RG faisant l'objet d'une enquête.
- 2.17.1.5 Enquêtes sur les fraudes par chèque : Il y aura des situations où il deviendra évident pour le RG qu'un chèque a été encaissé de façon frauduleuse. L'entrepreneur doit donner suite aux enquêtes sur les fraudes par chèque le jour ouvrable même ou à une date fixée d'un commun accord afin de tenter de recouvrer les fonds et de rembourser au RG la valeur initiale des chèques en dollars canadiens.

2.17.2 Transfert automatisé de fonds (TAF)

- 2.17.2.1 Paiements par TAF impossibles à effectuer : L'entrepreneur doit retourner au RG les paiements par TAF qui ne peuvent être effectués à leur valeur initiale en dollars canadiens, et inclure pour chacun de ces paiements un code de retour dans le fichier des retours qu'il transmet au SNP. Ce code de retour permet d'expliquer la raison pour laquelle le paiement n'a pu être exécuté. Les paiements qui sont retournés à l'entrepreneur doivent être retournés au RG le jour suivant. En 2015, environ 4 424 paiements par TAF ont été retournés en tant que paiements impossibles à effectuer.
- 2.17.2.2 Rappels de paiement par TAF : Il pourrait arriver qu'un des ministères chargés des programmes souhaite rappeler un paiement par TAF avant qu'il ne soit versé. Les demandes de rappel ne peuvent être adressées qu'avant la date d'échéance. L'entrepreneur doit traiter les demandes de rappel de paiement par TAF le jour ouvrable même ou à une date convenue d'un commun accord. Si le rappel est réussi, la valeur initiale du paiement en dollars canadiens doit être retournée, et l'information associée doit être incluse dans le fichier des retours transmis au SNP. Si le rappel ne peut être effectué, l'information associée doit être incluse dans le fichier post-émission transmis au SNP.
- 2.17.2.3 Suivis de paiement par TAF : Il arrive parfois que les ministères chargés des programmes reçoivent de bénéficiaires des avis selon lesquels un paiement par TAF n'a pas été reçu. On se servira alors du SNP pour créer des demandes de suivi visant à déterminer ce qu'il est advenu du paiement par TAF. L'entrepreneur doit répondre à ces demandes de suivi dans les dix (10) jours suivants ou dans un délai convenu d'un commun accord. Les résultats des démarches de suivi doivent être portés à l'attention du RG au moyen du fichier d'après-émission de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit traiter les demandes de suivi dans les trois (3) années suivant la date initiale du paiement par TAF. L'entrepreneur traitera au meilleur de ses capacités les demandes adressées il y a plus de trois (3) ans.
- 2.17.2.4 Avis de changement au sujet des TAF : Dans certains pays, un paiement par TAF peut être envoyé dans le compte d'un bénéficiaire, mais l'institution financière recevant le paiement doit rediriger ce paiement vers un autre compte en raison des

changements apportés au format de leurs comptes. Dans les cas comme celui-ci, un avis de changement sera généré afin d'avertir l'émetteur du paiement de la nécessité de mettre à jour ses informations sur le compte. Si un avis de changement est généré pour un paiement par TAF émis par l'entrepreneur au nom du Canada, ledit entrepreneur doit inclure l'information comprise dans l'avis de changement au fichier d'après-émission électronique qui sera envoyé au SNP.

2.17.3 Virements télégraphiques

- 2.17.3.1 Virements télégraphiques impossibles à effectuer : Quand il apprend qu'un paiement par virement télégraphique ne peut être effectué tel que demandé, l'entrepreneur doit enclencher un processus permettant au RG de résoudre le problème avant de lui retourner les fonds. Si le problème ne peut être résolu, l'entrepreneur doit annuler le paiement, inclure l'information associée dans le fichier des retours, transmettre celui-ci au SNP, puis retourner la valeur initiale du paiement en dollars canadiens. En 2015, environ 1 108 paiements par virement télégraphique ont été retournés en tant que paiements impossibles à effectuer.
- 2.17.3.2 Rappels de paiement par virement télégraphique : Il pourrait arriver qu'un des ministères chargés des programmes souhaite rappeler un paiement par virement télégraphique avant qu'il ne soit versé. Les demandes de rappel ne peuvent être adressées qu'avant la date d'échéance. L'entrepreneur doit traiter les demandes de rappel de paiement par virement télégraphique le jour ouvrable même ou à une date convenue d'un commun accord. Si le rappel est réussi, l'entrepreneur retourne la valeur initiale du paiement en dollars canadiens et inclut l'information associée dans le fichier des retours qu'il transmet au SNP. Si le rappel ne peut être réalisé, l'entrepreneur inclut l'information associée dans le fichier d'après-émission qu'il transmet au SNP.
- 2.17.3.3 Demandes de suivi de paiement par virement télégraphique : Il arrivera parfois que les ministères chargés des programmes reçoivent d'un bénéficiaire un avis selon lequel il n'a pas reçu le paiement par virement télégraphique qui devait lui être versé. À ce moment-là, le RG demandera à l'entrepreneur d'examiner la situation, et l'entrepreneur devra donner suite à cette demande le jour ouvrable même ou à une date fixée d'un commun accord.
- 2.17.3.4 Corrections de virement télégraphiques : Il arrive parfois que le RG demande un virement télégraphique contenant des données qui, selon le service des télécommunications de l'entrepreneur, nécessite des corrections avant d'être envoyé aux fins de paiement. Dans ces circonstances, l'entrepreneur doit fournir une fonctionnalité automatisée permettant au RG d'apporter des modifications à certains éléments du paiement par TAF sans d'abord convertir à nouveau le paiement en dollars canadiens, ni retourner les fonds.

2.18 Avis de modifications des services bancaires à l'étranger

L'entrepreneur doit fournir au Canada des mises à jour régulières sur les exigences en matière d'émission de paiements des pays étrangers. Ces mises à jour doivent comprendre des renseignements tels que les nouvelles données ou les données modifiées ainsi que les exigences réglementaires qui doivent être respectées afin de pouvoir effectuer des paiements par TAF, par virements télégraphiques ou par chèques

dans un pays donné. Ces mises à jour doivent être fournies à fréquence fixe dans un format approuvé par l'entrepreneur et le Canada.

2.19 Gestion des modifications

L'entrepreneur doit donner suite aux demandes de modifications courantes qui visent des systèmes. Habituellement, ces modifications courantes consistent en l'ajout d'un nouveau type de devise, la modification d'un talon de chèque ou la mise à jour/modification de la mise en forme des renseignements bancaires, par exemple une modification à la structure des numéros de comptes bancaires internationaux (IBAN). En moyenne, le RG traite de cinq (5) à dix (10) de ces types de modification par année. Le RG déterminera les modifications nécessaires et leurs dates de mise en œuvre, et il en discutera avec l'entrepreneur. Le RG prévoit tester ces modifications avec l'entrepreneur avant leur mise en œuvre. Le contrat ne prévoira pas de coûts additionnels pour TPSGC associés à ces modifications.

Afin d'assurer le maintien des services des paiements, l'entrepreneur doit fournir une fenêtre de tests sur demande du RG. L'entrepreneur sera tenu de participer conjointement avec le RG aux mises à l'essai des modifications apportées au système par ce dernier, notamment l'amélioration de l'application et les mises à jour du réseau, de l'infrastructure et du matériel. L'entrepreneur doit adhérer au plan d'essai et aux procédures de diffusion du RG, à moins que les deux parties n'en décident autrement. Le plan d'essai et les procédures de diffusion du RG seront fournis afin de présenter les exigences en matière de mise à l'essai. Le RG déterminera les modifications nécessaires et leurs dates de mise en œuvre, et elles seront présentées à l'entrepreneur aux fins de négociations. Le contrat ne prévoira pas de coûts additionnels pour TPSGC associés à ces mises à l'essai.

2.20 Encaissements et dépôts divers

L'entrepreneur doit fournir des services de dépôt de billets et d'encaissement de virements télégraphiques et de chèques divers.

Les encaissements de devises sont reçus sous forme de virements télégraphiques ou de chèque par la poste. À l'occasion, les ministères doivent déposer leurs excédents de billets en devises. La valeur de ces encaissements et dépôts doit être versée au crédit du RG le jour même ou le lendemain, si c'est impossible le jour même. Le RG doit diriger les renseignements pour la production de rapports relativement à ces encaissements et dépôts au programme/ministère bénéficiaire. De nombreux ministères/programmes reçoivent ces types de paiements et effectuent de tels dépôts; pour cette raison, la quantité et la qualité de l'information accompagnant le paiement/dépôt sont de la plus grande importance. Les ministères chargés de programmes informeront les remettants qu'ils sont responsables de tous les frais liés aux virements télégraphiques, et l'entrepreneur ne doit pas prélever de frais à même le montant du versement.

Le MDN, MAECD et l'ARC reçoivent actuellement des chèques en devises. L'entrepreneur doit fournir des taux de change de devises quotidiens. Ces taux seront utilisés pour convertir ces effets en dollars canadiens. Chaque jour ouvrable bancaire, l'entrepreneur est informé par le MDN et l'ARC, au plus tard à 14 h HNE, de la valeur des dépôts par chèque de ce jour. L'entrepreneur doit procéder à la collecte de ces chèques dans deux (2) lieux, à Ottawa, entre 14 h 30 et 15 h HNE, chaque jour ouvrable bancaire. Les effets doivent être recueillis chaque jour à l'ARC. Cependant, les volumes sont beaucoup plus petits au MDN, et les collectes à cet emplacement se font donc au besoin. Le MDN informe l'entrepreneur lorsqu'une collecte est nécessaire.

Un service de véhicules blindés doit être utilisé pour le dépôt des billets en devises. L'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour que la collecte des billets en devises soit effectuée par un

véhicule blindé, qui les transportera de l'administration centrale du ministère, à Ottawa, au centre de compensation de l'entrepreneur, au fur et à mesure des besoins.

Actuellement, 41 ministères reçoivent des encaissements en devises par virements télégraphiques. Malgré les meilleurs efforts visant à s'assurer que les virements télégraphiques entrants contiennent tous les renseignements essentiels, qu'ils détaillent à qui et à quoi le paiement est destiné, un certain nombre de virements télégraphiques ne contiennent pas tous les renseignements pertinents, et l'entrepreneur doit donc faire enquête. L'entrepreneur doit faire tous les efforts nécessaires pour terminer ces enquêtes dans les cinq (5) jours ouvrables bancaires suivants. L'entrepreneur doit proposer des solutions qui atténueront les problèmes associés aux paiements par virements télégraphiques ne contenant pas les renseignements suffisants pour faciliter le respect des exigences en matière de rapports.

2.20.1 Compte central du RG

L'entrepreneur doit ouvrir un compte central, au Canada, au nom du « Receveur général du Canada - encaissements de chèques et de virements télégraphiques étrangers », dans lequel tous les encaissements doivent être déposés.

2.20.2 Ouverture de comptes auxiliaires

L'entrepreneur peut ouvrir des comptes auxiliaires dans différentes devises, pour chaque bureau ministériel. Les encaissements dans ces comptes auxiliaires doivent être versés tous les jours dans le compte central. Cette pratique peut faciliter le respect des exigences en matière de rapports précisées à l'*Annexe A, section 2.20.5.2 – Exigences ministérielles en matière de rapports*.

2.20.3 Enregistrement d'encaissements dans le compte central et les comptes auxiliaires

- 2.20.3.1 L'entrepreneur doit enregistrer chaque versement reçu dans le compte central (ou un compte auxiliaire, le cas échéant), chaque jour ouvrable bancaire, et la date de transfert doit être la même que la date de présentation.
- 2.20.3.2 En ce qui concerne les versements enregistrés dans les comptes auxiliaires, l'entrepreneur peut enregistrer séparément chaque versement dans le compte central ou enregistrer un montant consolidé pour chaque bureau ministériel chaque jour ouvrable bancaire, en s'assurant que la date de transfert est la même que la date de présentation.
- 2.20.3.3 L'entrepreneur doit consigner le numéro d'autorisation associé au bureau ministériel approprié sur le relevé bancaire pour chaque enregistrement au compte.

2.20.4 Rajustements demandés par l'entrepreneur

L'entrepreneur doit enregistrer chaque rajustement séparément dans le compte central (dans des comptes auxiliaires, le cas échéant). L'entrepreneur doit annuler toute entrée originale incorrecte et procéder à l'entrée correcte. Le même jour qu'un rajustement est effectué dans le compte central ou dans un compte auxiliaire, l'entrepreneur doit transférer au RG et au bureau ministériel approprié la documentation qui justifie le rajustement.

2.20.5 Production de rapports d'encaissements

2.20.5.1 Exigences du Receveur général en matière de rapports

L'entrepreneur doit fournir au RG un relevé bancaire quotidien concernant le compte central avant 8 h HNE le premier jour ouvrable bancaire suivant la date du dépôt dans le compte central. Le RG privilégie fortement la production électronique de rapports. Le protocole et les mappages relatifs à la communication électronique des relevés bancaires, actuellement utilisés comme norme par le RG (EDI 821), sont présentés à l'*Annexe A, Appendice 3(a) – Protocole actuel de communication électronique des relevés bancaires*, à l'*Appendice 3(b) – Caractéristiques de l'enveloppe des documents 821 et 152* et à l'*Appendice 3(c) – Mappage (821)*.

2.20.5.2 Exigences ministérielles en matière de rapports

- 2.20.5.2.1 L'entrepreneur doit donner des conseils et fournir des instructions écrites qui faciliteront la communication complète et exacte des renseignements sur les versements qu'exigent les ministères en vue de déterminer le payeur, le bénéficiaire prévu et l'objet du paiement.
- 2.20.5.2.2 L'entrepreneur doit fournir aux ministères et au RG, le cas échéant, les renseignements contenus avec le versement par virement télégraphique, en un (1) jour ouvrable bancaire.

2.21 Billets de banque en devises

L'entrepreneur doit satisfaire aux exigences relatives aux billets de banque en devises du MAECD et d'autres ministères et organismes (le « client ») essentielles au soutien des opérations à l'étranger. Les billets de banque sont aussi appelés monnaie de papier, papier-monnaie ou tout simplement billet. Les billets de banque étrangers doivent être livrés dans les bureaux du client partout au Canada. Le client a une entente pour acheminer l'argent par la salle du courrier, dans une valise diplomatique classifiée envoyée à ses missions.

Le but de ce billet de banque est de permettre au client d'acheter des coupures étrangères, au besoin, pour répondre à ses besoins opérationnels.

La fourniture de billets de banque en devises devra respecter les procédures établies suivantes.

2.21.1 Inscrire une transaction

L'entrepreneur doit fournir au client un numéro d'identification du client de six caractères (un numéro d'identification par client), qui sera utilisé par ce dernier lorsqu'il téléphone à l'entrepreneur pour inscrire ses transactions en devises.

Au moment de la transaction, l'entrepreneur et le client doivent s'entendre sur les détails suivants :

- la devise des billets de banque;
- le montant des billets de banque;
- le taux de change;
- la valeur à la date de la ou des transactions;
- les instructions concernant le paiement pour la transaction de billets de banque;

- les modalités de livraison des billets de banque (y compris l'adresse réelle à laquelle les billets de banque doivent être livrés ou ramassés).

2.21.2 Devises admissibles/ramassages

L'entrepreneur doit vendre tous les billets de banque en devises échangés pour lesquels aucune réglementation gouvernementale n'empêche l'échange ou le rapatriement de telles devises. L'expédition de pièces de monnaie ou de billets de banque mutilés n'est pas couverte par ce contrat. Toutefois, l'entrepreneur doit traiter les billets de banque mutilés et abîmés au meilleur de ses capacités de ramassage.

2.21.3 Envois chez le client par l'entrepreneur

- a. L'entrepreneur doit organiser le transport de porte-à-porte par transporteur sécurisé (blindé ou non) pour la livraison à l'adresse réelle désignée du client. L'entrepreneur doit accepter l'entière responsabilité du transport des billets de banque dès le moment où les billets de banque quittent la voûte de l'entrepreneur jusqu'à la date et à l'heure auxquelles ces billets de banque arrivent à l'adresse réelle désignée du client et que les employés ou les agents autorisés du client reçoivent les billets de banque et signent la feuille de livraison pertinente, lesquelles signatures prouvent la réception de ces billets de banque par le Ministère.
- b. L'entrepreneur doit préparer tous les billets de banque de la façon suivante :
 - (i) en liasses de billets de banque de même devise et de même coupure; les liasses partielles doivent être emballées séparément, dans des contenants scellés, et faire l'objet d'une identification distincte;
 - (ii) les liasses doivent être clairement identifiables au moment de l'achat par le client et les billets doivent être conditionnés à plat (c.-à-d. non pliés).
 - (iii) Chaque liasse ou liasse partielle doit être estampillée du nom de l'entrepreneur, les billets doivent être face vers le haut et ne pas comporter de pinces, d'agrafes ou de ruban adhésif ou tout autre objet étranger.

Les liasses partielles doivent contenir des coupures identiques de la même devise, et le montant total de la devise contenue dans la liasse partielle doit être clairement indiqué sur le bordereau d'emballage. Les liasses doivent être groupées par paquet de 10 liasses, et chaque paquet doit être retenu par des élastiques de caoutchouc solides.

2.21.4 Écarts

- a. Les écarts dans l'envoi doivent être signalés dans les 24 heures suivant la réception, par téléphone, au centre du service à la clientèle de l'entrepreneur, et pas plus de cinq (5) jours ouvrables suivant la commande.
- b. L'entrepreneur doit exiger la date et le montant de l'envoi, le montant de l'écart, le bordereau d'emballage ou la liasse provenant du paquet dans lequel l'écart a été constaté, ainsi que l'ensemble du matériel d'emballage.
- c. Lorsqu'il est informé d'un écart, l'entrepreneur doit initier une enquête qui déterminera la responsabilité en lien avec l'écart.

- d. L'entrepreneur doit assumer la responsabilité dans l'éventualité où tout paquet de devises n'est pas expédié le jour de la commande, dans la mesure où la commande est reçue avant 15 h 30 HNE.
- e. Les deux parties, soit l'entrepreneur et le gouvernement du Canada, acceptent de collaborer à l'enquête concernant tout écart de contenu. Les deux parties doivent fournir l'une à l'autre les particularités de tout écart, ce qui peut comprendre la date et le montant de l'envoi de devises ou de la collecte de devises, et les documents individuels du paquet scellé dans lequel l'écart a été constaté. Chaque partie doit conserver l'emballage original et le contenu de tout écart. La vérification du contenu du paquet doit être réalisée par les deux parties, sous la garde des deux parties. Le traitement et le règlement de tous ces écarts doivent être effectués dans les cinq (5) jours ouvrables suivants.
- f. L'entrepreneur doit débiter ou créditer le compte central du RG, selon le besoin, en fonction de tous les écarts (pénuries, devises sans valeur, excédents, etc.) découverts à la suite d'enquêtes postérieures à la transaction.

2.21.5 Règlement

Les règlements relatifs aux ventes au bureau du Ministère seront remboursés à l'entrepreneur (dans un compte choisi par l'entrepreneur) par virement télégraphique ou par dépôt direct dans les deux (2) jours ouvrables suivant la réception des billets de banque en devises.

2.21.6 Rapports

L'entrepreneur doit présenter un rapport trimestriel sur les transactions relatives aux billets de banque en devises. Le rapport doit comprendre les renseignements suivants :

- le nom du client (ministère ou organisme);
- la date de la transaction (la date à laquelle l'entrepreneur a vendu les billets de banque en devises au client);
- les billets de banque en devises;
- le montant des billets de banque en devises;
- le taux de change;
- les frais de transport, s'il y a lieu.

L'objet du rapport est d'assurer le suivi de l'utilisation des billets de banque par le client. Le rapport doit être présenté électroniquement par courriel à l'autorité contractante et au chargé de projet.

2.22 Règlement

La manière dont le règlement aura lieu dépendra de la solution générale proposée par l'entrepreneur. Les chèques sont réglés avec l'entrepreneur, à la réception du fichier de transmission. Les paiements électroniques sont réglés, selon la solution proposée, à la réception du fichier de transmission ou à la date d'échéance du paiement, comme indiqué dans le SNP du RG¹.

L'entrepreneur doit proposer un mécanisme de règlement au RG, mais ce dernier n'a pas l'obligation de l'accepter. Le flottant entre l'entrepreneur et le RG doit être éliminé dans la mesure du possible; cependant, en cas de flottant, celui-ci sera compensé au taux de la Banque du Canada, moins 0,25 %. Si

¹ Si la date de transmission du fichier est ultérieure à la date d'échéance du paiement, ce dernier sera compensé selon la date de transmission du fichier.

l'entrepreneur propose un mécanisme qui n'élimine pas le flottant, l'entrepreneur doit établir clairement comment sa compensation est prise en compte dans sa tarification.

Le principe qui sous-tend la compensation du flottant entre le gouvernement du Canada et l'entrepreneur consiste à compenser la partie touchée par le flottant « négatif ». Ce principe s'applique aux mouvements de trésorerie du gouvernement du Canada ou de l'entrepreneur dans le cadre du contrat visé. Le règlement entre le RG et l'entrepreneur sera réalisé au moyen de paiements du STPGV entre le compte du RG à la Banque du Canada et le compte central détenu par l'entrepreneur. Parmi les mécanismes possibles, mentionnons les suivants :

Scénario 1

Des hypothèses ou des évaluations seraient faites concernant le temps de transit moyen des fichiers des paiements, mêlant éventuellement des paiements différents à cet égard, pour que les calculs des intérêts de flottant puissent être effectués sur les mouvements de trésoreries des fichiers des paiements totaux, chaque jour, plutôt que de réaliser cet exercice pour chaque paiement.

Scénario 2

L'intérêt du flottant serait calculé sur les soldes quotidiens du compte central de l'entrepreneur (ou, si inclus dans sa soumission, de tout compte en devises détenu par l'entrepreneur) aux taux inscrits ci-dessous. Les soldes des comptes en devises seraient convertis chaque jour en dollars canadiens, au taux de la Banque du Canada a publié.

Scénario 3

L'intérêt du flottant serait calculé de manière différente selon le type de paiement :

- a. Calcul du flottant pour les chèques :

Le calcul du flottant s'appuierait sur les taux inscrits ci-dessus et sur un nombre de jours négocié ou acceptable nécessaire, en moyenne, pour le traitement de tous les chèques, peu importe la devise. Il s'appuierait sur les données de paiement contenues aux tableaux du SNP du RG.

- b. Règlement des paiements électroniques à la date d'échéance :

Le calcul du flottant suivrait le même principe. Les fichiers séparés seraient acheminés à l'entrepreneur en ce qui concerne les paiements électroniques pour règlement à la date d'échéance, et le processus pourrait compter quelques options. Par exemple :

- (i) Le SNP pourrait acheminer le fichier de paiements TAF à l'entrepreneur avec tous les nouveaux paiements triés selon leur date d'échéance. L'entrepreneur demanderait donc uniquement les paiements à leur date d'échéance.
- (ii) Ou encore, le RG pourrait acheminer chaque jour plusieurs fichiers contenant une seule date d'échéance de paiement. Ainsi, l'entrepreneur pourrait demander les fichiers produits ce jour-là.

2.23 Rapports sur le rendement

La solution de l'entrepreneur devrait inclure des services de production de rapports qui fourniraient au RG les outils nécessaires à la surveillance et au suivi de statistiques de fonctionnement et du rendement pendant le déroulement du contrat.

L'entrepreneur doit donc fournir une description complète et détaillée des outils de production de rapports ainsi que des rapports qu'il propose de produire pour que le RG puisse surveiller et évaluer le rendement

continu dans la prestation des services. Au minimum, cette information doit comprendre les statistiques sur le volume et sur la valeur des paiements effectués, répartis par :

- (i) type de paiement (p. ex., faible valeur, non récurrent, etc.);
- (ii) mode de paiement (TAF/chèque/virement télégraphique), pays destinataire;
- (iii) devise;
- (iv) produit (p. ex., pension de vieillesse);
- (v) nombre de paiements impossibles à effectuer.

Cette information inclut également les statistiques sur le volume et sur la valeur des encaissements perçus, répartis par :

- (i) pays d'origine;
- (ii) type de paiement;
- (iii) devise.

2.24 Facilitation de la transition

L'entrepreneur doit s'assurer qu'il n'y a aucune interruption de service par rapport au contrat en vigueur et que les niveaux de service indiqués dans l'Énoncé des travaux sont maintenus ou améliorés à la fois pour; (a) les destinataires de paiements du RG effectués hors du Canada et (b) le traitement des encaissements en devises. De plus, il doit assurer une transition similaire, à la fin de la période du contrat, vers un nouveau fournisseur de services de paiements à l'étranger, le cas échéant. Cette transition doit comprendre les activités postérieures au paiement en lien avec les effets traités pendant la période du contrat, par exemple les enquêtes, les requêtes, les pièces périmées, etc.

Le processus de mise en œuvre devrait prendre de 6 à 12 mois à compter de la date d'attribution du contrat. Le RG aura une équipe de projet dédiée en place, composée de personnel de haut niveau provenant de la Direction des produits et des services de paiement et de la Direction de la gestion des systèmes stratégiques du RG. L'équipe travaillera avec l'entrepreneur pour s'assurer de la mise en œuvre et de la transition au nouveau contrat sans interruption de service. Les solutions aux problèmes survenus lors des mises en œuvre précédentes seront communiquées à l'entrepreneur, pour l'aider à créer une transition harmonieuse.

L'équipe de projet du RG informera l'entrepreneur de toute question et de tout problème survenant pendant la période de mise en œuvre, et signalera ceux-ci aux échelons supérieurs, au besoin. En ce qui concerne la mise en œuvre, c'est l'entrepreneur qui a la responsabilité de s'assurer de la satisfaction des conditions techniques décrites à l'*Annexe A, Appendice 2 – Information sur les structures de fichier*. Les améliorations aux systèmes du gouvernement du Canada à intégrer avec l'entrepreneur, comme l'exige le RG, seront la responsabilité du RG.

2.25 Plans d'urgence

La capacité continue du RG à effectuer des paiements de façon rapide et exacte est une responsabilité essentielle à la mission du RG. Par conséquent, il ne peut y avoir aucune interruption de service. Le RG, en collaboration avec la Direction générale de la comptabilité, gestion bancaire et rémunération (DGCGBR) du Ministère, a mis en place des plans officiels de reprise après sinistre et de continuité des activités qui sont fiables et qui garantissent que le mandat du RG serait le moins possible touché par tout désastre ou événement imprévu. L'entrepreneur doit non seulement disposer d'un plan de reprise après sinistre, mais il doit aussi travailler avec le RG pendant la phase de mise en œuvre pour élaborer un plan d'urgence visant à assurer une couverture continue des services fournis par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit avoir prévu d'autres dispositions d'acheminement, en cas d'urgence. Par exemple, si le mode TAF n'est pas disponible, le paiement pourrait être réacheminé par la SWIFT.

2.26 Exigences linguistiques

L'entrepreneur doit être en mesure de communiquer à l'oral et à l'écrit, en anglais et en français, avec les employés de TPSGC. Les outils, tels les logiciels, les outils de production de rapports ou d'autres outils fournis par l'entrepreneur aux fins d'utilisation par les employés du gouvernement fédéral, doivent être en français et en anglais. La documentation doit être fournie en anglais. La version française devra être jointe si elle est disponible.

2.27 Image de marque du gouvernement fédéral

L'entrepreneur doit faire en sorte que l'image de marque du gouvernement fédéral apparaisse sur les chèques. Au minimum, le drapeau canadien et les mots « Government of Canada/Gouvernement du Canada » doivent y figurer.

2.28 Exigences du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD)

Le MAECD possède une gestion bancaire unique accordée par le SCT, et ses opérations bancaires sont décentralisées de nature et composées de missions locales. Chaque mission est tenue d'organiser et de gérer localement ses activités respectives associées aux reçus de décaissement et à la gestion des comptes.

2.28.1 Paiements du SNP en devises étrangères liés aux missions

En dépit de la gestion bancaire du MAECD, le Ministère a travaillé en étroite collaboration avec le RG au cours des cinq (5) dernières années afin de déplacer les paiements associés aux missions à l'étranger là où il serait possible de le faire, dans un endroit qui pourrait répondre à ses exigences opérationnelles. Il est donc essentiel que les capacités actuelles du SNP en matière de paiement lors des missions soient maintenues, p. ex., dans les pays où les trois modes de paiement sont possibles (chèques, TAF et virements télégraphiques). Dans les cas où l'entrepreneur ne peut accepter ces trois modes de paiement dans un même pays et ne peut satisfaire à l'ensemble des conditions énumérées ci-après, le MAECD continuera de traiter les paiements émis en monnaie locale.

Ces conditions sont les suivantes :

- Le montant total en monnaie locale payable au bénéficiaire doit être crédité au compte de ce dernier (aucuns frais de banque, de transaction ou de conversion ne seront déduits du montant payé).
- Les relevés bancaires personnalisés actuels qui seront maintenus dans chaque pays : l'entrepreneur doit produire un relevé bancaire mensuel par pays et y inscrire chacun des paiements du MAECD lié à une mission, traité au moyen du SNP et devant répondre aux exigences de l'administration fiscale du pays d'accueil pour la récupération fiscale à valeur ajoutée par mission.
- Une description claire des paiements doit figurer sur l'attestation bancaire du bénéficiaire afin qu'il soit possible de rapprocher les paiements à l'aide des factures.
- Le payeur mentionné sur l'attestation bancaire du bénéficiaire indiquera le nom du gouvernement du Canada ou du MAECD, et non celui de la banque émettant le paiement.
- Le traitement des paiements versés au compte du fournisseur par TAF ou par virement télégraphique nécessitera de 48 à 72 heures.
- Validations bancaires internationales solides et automatisation du processus de rejet, y compris le signalement et le suivi des paiements rejetés.

En raison de certaines contraintes juridiques ou d'autres contraintes propres à un pays, certains types de paiements devront continuer d'être effectués localement.

En voici quelques-uns :

- Versement des salaires et des avantages d'employés locaux
- Paiements associés aux services publics
- Paiements de loyers
- Etc.

2.29 Service à la clientèle

Le service à la clientèle doit être offert par l'entrepreneur du lundi au vendredi de 7 h à 17 h HNE, tous les jours ouvrables bancaires. Service à la clientèle aux bénéficiaires est fourni par le département du programme.

2.30 Acronymes et définitions

ARC : Agence du revenu du Canada

Banque correspondante : Il s'agit d'une banque ou d'une institution financière qui fournit paiement ou autres services qui ne sont pas offerts par la banque du répondant. Dans la plupart des cas, les banques correspondantes sont physiquement situées dans des régions différentes de celle du répondant. Les paiements transfrontaliers sont habituellement effectués par l'intermédiaire d'une banque correspondante.

BSIF : Bureau du surintendant des institutions financières

Comptes auxiliaires : Comptes au nom du ministère du gouvernement dont les encaissements sont versés chaque jour dans le compte central.

Comptes centraux : Les comptes du gouvernement du Canada dans lesquels les fonds déposés (transférés) à partir de sources éloignées sont concentrés à la fin d'une période.

Couche : Le terme « couche » désigne un ensemble de données constantes – comme des lignes, du texte, des images et des boîtes – qui est constitué électroniquement dans le processeur hôte et stocké dans une librairie. Les couches peuvent être fusionnées avec diverses données pendant l'impression, et on les utilise principalement pour remplacer les formulaires préimprimés.

Date de présentation : La date et l'heure avant lesquelles un versement par TAF doit être présenté à l'entrepreneur aux fins de valeur même jour; si un versement est présenté après cette date et cette heure, la date de présentation, par défaut, sera le jour ouvrable bancaire suivant.

Date de transfert : La date à laquelle des valeurs sont déposées dans le compte central du RG.

Direction de la gestion des systèmes stratégiques : Direction du RG responsable de l'entretien des systèmes de trésorerie du RG.

Direction des produits et des services de paiement : La direction du RG responsable de l'émission des paiements.

EDSC : Emploi et Développement social Canada

Faible valeur (paiement) : Paiement dont la valeur est inférieure ou égale à 100 000 dollars canadiens.

Giro : Système de débit direct électronique utilisé par les facturiers comme moyen à faible coût de percevoir des paiements.

Grande valeur (paiement) : Paiement dont la valeur est supérieure ou égale à 100 000 dollars canadiens.

IBAN : Numéro de compte bancaire international

Jour ouvrable bancaire : Toute journée pendant laquelle la succursale de la Banque du Canada située à Ottawa est ouverte au public.

MDN : Ministère de la Défense nationale

NCPEC : Non-circulation et présentation électronique des chèques

Norme 005 de l'ACP (pour dépôt direct) : Le format de fichier standard de l'ACP pour les transactions TAF.

Paielements : Transfert d'un montant d'un payeur à un bénéficiaire par l'intermédiaire d'une institution financière. Il peut s'agir d'une autorisation de débit transférée ou d'un virement-crédit autorisé par le payeur.

Paielements socioéconomiques : Désignent les paiements effectués par le gouvernement fédéral aux Canadiens qui respectent des qualifications particulières; les personnes admissibles obtiennent des paiements dans le cadre de programmes comme la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti et le Régime de pensions du Canada.

Préavis : Un préavis est une transaction d'essai de faible valeur ou de zéro, par voie électronique, sur un compte bancaire lors de la configuration initiale des renseignements relatifs au compte, pour s'assurer que ceux-ci ont été correctement saisis.

RG : Receveur général du Canada

SBG : Système bancaire du gouvernement

SNP : Système normalisé des paiements

Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV) : Le système canadien de règlement des paiements électroniques de grande valeur.

TPSGC : Le ministère appelé Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Traite bancaire : Un chèque, tiré des fonds d'une banque, déposé dans une autre banque. Les institutions utilisent souvent les traites bancaires lorsqu'elles sont plus pratiques que les chèques tirés des comptes des clients.

Traite en monnaie étrangère : Un chèque dans une devise, habituellement tiré d'un compte bancaire dans le pays d'origine de la devise.

ANNEX A

Transfert automatisé de fonds (TAF) : TAF fait référence au transfert d'argent, entre des comptes, par voie électronique. Le dépôt direct est un TAF.

Valeur même jour : Lorsque la date de transfert est la même que la date de présentation.

Virement télégraphique : Ordre de verser des fonds par voie électronique, selon les directives de virement.

TABLE DES MATIÈRES POUR LES GRAPHIQUES ET LES APPENDICES

ANNEXE A – APPENDICE 1	40
COUVERTURE DE PAIEMENT REQUISE	40
Le présent appendice explique les pays où la couverture de paiement spécifique est obligatoire	
ANNEXE A – APPENDICE 2	47
RENSEIGNEMENTS SUR LA STRUCTURE DU FICHIER	47
Le présent appendice fournit des renseignements sur la structure des fichiers, comme les types de fichiers créés par le SNP et leur contenu de même que les types de fichiers créés par l'entrepreneur et leur contenu.	
ANNEXE A – APPENDICE 3(A).....	52
PROTOCLE UTILISÉ POUR LA PRODUCTION DE RELEVÉS BANCAIRES ÉLECTRONIQUE.....	52
Le présent appendice explique le protocole en vigueur pour la transmission électronique des relevés bancaires du compte central que l'entrepreneur doit faire parvenir tous les jours au Receveur général. L'annexe décrit les jeux de transactions, les éléments de données (821), la configuration et la période d'essai de même que le processus de rapport au moment de la mise en œuvre.	
ANNEXE A – APPENDICE 3(B).....	55
SPÉCIFICATIONS CONCERNANT LES ENVELOPPES 821/152	55
Le présent appendice décrit les spécifications concernant les enveloppes (821/152) exigées par le Receveur général.	
ANNEXE A – APPENDICE 3(C).....	60
821 MODE DE COVERSION	60
Le présent appendice décrit le mode de conversion (821) pour la transmission de données financières que devra suivre l'entrepreneur au moment de la mise en œuvre.	
ANNEXE A – APPENDICE 4	69
INFORMATION SUR LE VOLUME ET VALEUR	69
Le présent appendice présente tous les paiements du RG répartis par catégorie, comme les paiements de faible valeur et de grande valeur, les paiements fondés sur le calcul des versements en dollars canadiens et ceux fondés sur le calcul des versements en devises étrangères. Il comprend également des statistiques de reçus pertinents. C'est un aperçu de tous les paiements du RG sur une période de douze mois prenant fin le 31 décembre 2015.	
ANNEXE A – APPENDICE 5	80
CALENDRIER DE TRAITEMENT QUOTIDIEN	80
Dans le présent appendice figure le calendrier de traitement quotidien concernant les transferts quotidiens de fichiers entre TPSGC et l'entrepreneur. Le type de fichiers et son contenu y sont inclus.	

Annex A – Appendice 1

Couverture de Paiement Requise

Pays ou territoire	Devise	ISO-4217	Couverture de Paiement Requise		Niveau	
			TAF	Paiement par chèque en monnaie locale	I	II
Afghanistan	Afghan afghani	AFN				✓
Îles Åland (Finlande)	European euro	EUR				✓
Albanie	Albanian lek	ALL				✓
Algérie	Algerian dinar	DZD				✓
Samoa américain (Etats-Unis)	United States dollar	USD			✓	
Andorre	European euro	EUR			✓	
Angola	Angolan kwanza	AOA				✓
Anguilla (Royaume-Uni)	East Caribbean dollar	XCD				✓
Antigua-et-Barbuda	East Caribbean dollar	XCD				✓
Argentine	Argentine peso	ARS				✓
Arménie	Armenian dram	AMD				✓
Aruba (Pays-Bas)	Aruban florin	AWG				✓
Australie	Australian dollar	AUD	✓	✓	✓	
Autriche	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Azerbaïdjan	Azerbaijani manat	AZN				✓
Bahamas	Bahamian dollar	BSD				✓
Bahreïn	Bahraini dinar	BHD				✓
Bangladesh	Bangladeshi taka	BDT				✓
Barbade	Barbadian dollar	BBD			✓	
Biélorussie	Belarusian ruble	BYR				✓
Belgique	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Belize	Belize dollar	BZD				✓
Bénin	West African CFA franc	XOF				✓
Bermudes (Royaume-Uni)	Bermudian dollar	BMD				✓
Bhoutan	Bhutanese ngultrum	BTN				✓
Bolivie	Bolivian boliviano	BOB				✓
Bosnie Herzégovine	Bosnia and Herzegovina convertible mark	BAM				✓
Botswana	Botswana pula	BWP				✓
Brésil	Brazilian real	BRL			✓	

ANNEXE A

Territoire britannique de l'océan Indien (Royaume-Uni)	United States dollar	USD			✓	
Îles Vierges britanniques (Royaume-Uni)	United States dollar	USD			✓	
Brunei	Brunei dollar	BND				✓
Bulgarie	Bulgarian lev	BGN			✓	
Burkina Faso	West African CFA franc	XOF				✓
Burundi	Burundi franc	BIF				✓
Cabo Verde	Cape Verdean escudo	CVE				✓
Cambodge	Cambodian riel	KHR				✓
Cameroun	Central African CFA franc	XAF				✓
Canada	United States dollar	USD			✓	
Caraïbes Pays-Bas (Pays-Bas)	United States dollar	USD				✓
Cayman Islands (Royaume-Uni)	Cayman Islands dollar	KYD				✓
République centrafricaine	Central African CFA franc	XAF				✓
Tchad	Central African CFA franc	XAF				✓
Chili	Chilean peso	CLP			✓	
Chine	Chinese Yuan Renminbi	CNY			✓	
Christmas Island (Australie)	Australian dollar	AUD			✓	
Cocos (Keeling) (Australie)	Australian dollar	AUD				✓
Colombie	Colombian peso	COP				✓
Comores	Comorian franc	KMF				✓
Congo, République du	Central African CFA franc	XAF				✓
Congo, République démocratique du	Congolese franc	CDF				✓
Îles Cook (Nouvelle-Zélande)	Cook Islands dollar	NZD			✓	
Costa Rica	Costa Rican colon	CRC				✓
Côte d'Ivoire	West African CFA franc	XOF				✓
Croatie	Croatian kuna	HRK	✓		✓	
Cuba	Cuban peso	CUP				✓
Curaçao (Pays-Bas)	Netherlands Antillean guilder	ANG				✓
Chypre	European euro	EUR	✓	✓	✓	
République Tchèque	Czech koruna	CZK	✓	✓	✓	
Danemark	Danish krone	DKK	✓	✓	✓	
Djibouti	Djiboutian franc	DJF				✓
Dominique	East Caribbean dollar	XCD				✓

ANNEXE A

République Dominicaine	Dominican peso	DOP				✓
Equateur	United States dollar	USD		✓	✓	
Egypte	Egyptian pound	EGP			✓	
le Salvador	United States dollar	USD				✓
Guinée Équatoriale	Central African CFA franc	XAF				✓
Érythrée	Eritrean nakfa	ERN				✓
Estonie	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Ethiopie	Ethiopian birr	ETB				✓
Îles Malouines (Royaume-Uni)	Falkland Islands pound	FKP				✓
Îles Féroé (Danemark)	Faroese krona	DKK			✓	
Fidji	Fijian dollar	FJD			✓	
Finlande	European euro	EUR	✓	✓	✓	
France	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Guyane française (France)	European euro	EUR				✓
Polynésie française (France)	CFP franc	XPF			✓	
Gabon	Central African CFA franc	XAF				✓
Gambie	Gambian dalasi	GMD				✓
Géorgie	Georgian lari	GEL				✓
Allemagne	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Ghana	Ghanaian cedi	GHS				✓
Gibraltar (Royaume-Uni)	Gibraltar pound	GIP				✓
Grèce	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Groenland (Danemark)	Danish krone	DKK			✓	
Grenade	East Caribbean dollar	XCD				✓
Guadeloupe (France)	European euro	EUR			✓	
Guam (Etats-Unis)	United States dollar	USD			✓	
Guatemala	Guatemalan quetzal	GTQ				✓
Guernesey (Royaume-Uni)	Guernsey Pound	GGP			✓	
Guinée	Guinean franc	GNF				✓
Guinée-Bissau	West African CFA franc	XOF				✓
Guyane	Guyanese dollar	GYD				✓
Haïti	Haitian gourde	HTG				✓
Honduras	Honduran lempira	HNL				✓
Hong Kong (Chine)	Hong Kong dollar	HKD	✓	✓	✓	
Hongrie	Hungarian forint	HUF	✓		✓	
Islande	Icelandic krona	ISK				✓
Inde	Indian rupee	INR	✓	✓	✓	
Indonésie	Indonesian rupiah	IDR	✓		✓	
Iran	Iranian rial	IRR				✓

ANNEXE A

Irak	Iraqi dinar	IQD				✓
Irlande	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Île de Man (Royaume-Uni)	Manx pound	IMP			✓	
Israël	Israeli new sheqel	ILS	✓		✓	
Italie	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Jamaïque	Jamaican dollar	JMD			✓	
Japon	Japanese yen	JPY		✓	✓	
Jersey (Royaume-Uni)	Jersey pound	JEP			✓	
Jordanie	Jordanian dinar	JOD				✓
Kazakhstan	Kazakhstani tenge	KZT				✓
Kenya	Kenyan shilling	KES				✓
Kiribati	Australian dollar	AUD			✓	
Kosovo	European euro	EUR			✓	
Koweït	Kuwaiti dinar	KWD			✓	
Kirghizistan	Kyrgyzstani som	KGS				✓
Laos	Lao kip	LAK				✓
Lettonie	European euro	EUR	✓		✓	
Liban	Lebanese pound	LBP				✓
Lesotho	Lesotho loti	LSL				✓
Libéria	Liberian dollar	LRD				✓
Libye	Libyan dinar	LYD				✓
Liechtenstein	Swiss franc	CHF			✓	
Lituanie	European euro	EUR	✓		✓	
Luxembourg	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Macao (Chine)	Macanese pataca	MOP				✓
Macédoine	Macedonian denar	MKD				✓
Madagascar	Malagasy ariary	MGA				✓
Malawi	Malawian kwacha	MWK				✓
Malaisie	Malaysian ringgit	MYR	✓		✓	
Maldives	Maldivian rufiyaa	MVR				✓
Mali	West African CFA franc	XOF				✓
Malte	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Iles Marshall	United States dollar	USD			✓	
Martinique (France)	European euro	EUR			✓	
Mauritanie	Mauritanian ouguiya	MRO				✓
Ile Maurice	Mauritian rupee	MUR				✓
Mayotte (France)	European euro	EUR			✓	
Mexique	Mexican peso	MXN	✓		✓	
Micronésie	United States dollar	USD			✓	
Moldova	Moldovan leu	MDL				✓
Monaco	European euro	EUR	✓	✓	✓	

ANNEXE A

Mongolie	Mongolian tugrik	MNT				✓
Monténégro	European euro	EUR				✓
Montserrat (Royaume-Uni)	East Caribbean dollar	XCD				✓
Maroc	Moroccan dirham	MAD		✓	✓	
Mozambique	Mozambican metical	MZN				✓
Myanmar	Myanmar kyat	MMK				✓
Namibie	Namibian dollar	NAD				✓
Nauru	Australian dollar	AUD				✓
Népal	Nepalese rupee	NPR				✓
Pays-Bas	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Nouvelle-Calédonie (France)	CFP franc	XPF			✓	
Nouvelle Zélande	New Zealand dollar	NZD	✓	✓	✓	
Nicaragua	Nicaraguan cordoba	NIO				✓
Niger	West African CFA franc	XOF				✓
Nigeria	Nigerian naira	NGN			✓	
Niue (Nouvelle-Zélande)	New Zealand dollar	NZD			✓	
Norfolk Island (Australie)	Australian dollar	AUD			✓	
Corée du Nord	North Korean won	KPW				✓
Îles Mariannes du Nord (Etats-Unis)	United States dollar	USD			✓	
Norvège	Norwegian krone	NOK	✓	✓	✓	
Oman	Omani rial	OMR			✓	
Pakistan	Pakistani rupee	PKR		✓	✓	
Palau	United States dollar	USD			✓	
Palestine	Israeli new sheqel	ILS				✓
Panama	United States dollar	USD			✓	
Papouasie Nouvelle Guinée	Papua New Guinean kina	PGK				✓
Paraguay	Paraguayan guarani	PYG				✓
Pérou	Peruvian nuevo sol	PEN			✓	
Philippines	Philippine peso	PHP	✓	✓	✓	
Pitcairn Islands (Royaume-Uni)	New Zealand dollar	NZD				✓
Pologne	Polish zloty	PLN	✓		✓	
le Portugal	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Puerto Rico (Etats-Unis)	United States dollar	USD			✓	
Qatar	Qatari riyal	QAR				✓
Réunion (France)	European euro	EUR				✓
Roumanie	Romanian leu	RON	✓		✓	
Russie	Russian ruble	RUB			✓	
Rwanda	Rwandan franc	RWF				✓
Saint Barthélemy (France)	European euro	EUR				✓

ANNEXE A

Saint Helena (Royaume-Uni)	Saint Helena pound	SHP				✓
Saint-Christophe-et-Niévès	East Caribbean dollar	XCD				✓
Sainte-Lucie	East Caribbean dollar	XCD				✓
Saint Martin (France)	European euro	EUR				✓
Saint-Pierre-et-Miquelon (France)	European euro	EUR				✓
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	East Caribbean dollar	XCD				✓
Samoa	Samoa tala	WST			✓	
Saint Marin	European euro	EUR			✓	
Sao Tomé et Príncipe	Sao Tome and Principe dobra	STD				✓
Arabie Saoudite	Saudi riyal	SAR			✓	
Sénégal	West African CFA franc	XOF				✓
Serbie	Serbian dinar	RSD				✓
les Seychelles	Seychellois rupee	SCR				✓
Sierra Leone	Sierra Leonean leone	SLL				✓
Singapour	Singapore dollar	SGD	✓	✓	✓	
Sint Maarten (Pays-Bas)	Netherlands Antillean guilder	ANG				✓
Slovaquie	European euro	EUR	✓		✓	
Slovénie	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Les îles Salomon	Solomon Islands dollar	SBD			✓	
Somalie	Somali shilling	SOS				✓
Afrique du Sud	South African rand	ZAR	✓	✓	✓	
Corée du Sud	South Korean won	KRW				✓
Soudan du sud	South Sudanese pound	SSP				✓
l'Espagne	European euro	EUR	✓	✓	✓	
Sri Lanka	Sri Lankan rupee	LKR		✓	✓	
Soudan	Sudanese pound	SDG				✓
Suriname	Surinamese dollar	SRD				✓
Svalbard et Jan Mayen (Norvège)	Norwegian krone	NOK				✓
Swaziland	Swazi lilangeni	SZL				✓
Suède	Swedish krona	SEK	✓	✓	✓	
Suisse	Swiss franc	CHF	✓	✓	✓	
Syrie	Syrian pound	SYR				✓
Taiwan	New Taiwan dollar	TWD				✓
Tadjikistan	Tajikistani somoni	TJS				✓
Tanzanie	Tanzanian shilling	TZS				✓
Thaïlande	Thai baht	THB	✓	✓	✓	
Timor-Leste	United States dollar	USD				✓

ANNEXE A

Aller	West African CFA franc	XOF				✓
Tokelau (Nouvelle-Zélande)	New Zealand dollar	NZD				✓
Tonga	Tongan pa'anga	TOP			✓	
Trinité-et-Tobago	Trinidad and Tobago dollar	TTD			✓	
Tunisie	Tunisian dinar	TND				✓
Dinde	Turkish lira	TRY	✓		✓	
Turkménistan	Turkmenistani manat	TMT				✓
Îles Turques et Caïques (Royaume-Uni)	United States dollar	USD			✓	
Tuvalu	Australian dollar	AUD				✓
Ouganda	Ugandan shilling	UGX				✓
Ukraine	Ukrainian hryvnia	UAH				✓
Emirats Arabes Unis	UAE dirham	AED	✓	✓	✓	
Royaume-Uni	Pound sterling	GBP	✓	✓	✓	
Etats-Unis d'Amerique	United States dollar	USD	✓	✓	✓	
Uruguay	Uruguayan peso	UYU				✓
Îles Vierges américaines (Etats-Unis)	United States dollar	USD			✓	
Ouzbékistan	Uzbekistani som	UZS				✓
Vanuatu	Vanuatu vatu	VUV			✓	
Cité du Vatican (Saint-Siège)	European euro	EUR			✓	
Venezuela	Venezuelan bolivar	VEF				✓
Viêt-Nam	Vietnamese dong	VND			✓	
Wallis et Futuna (France)	CFP franc	XPF			✓	
Sahara occidental	Moroccan dirham	MAD			✓	
Yémen	Yemeni rial	YER				✓
Zambie	Zambian kwacha	ZMW				✓
Zimbabwe	United States dollar	USD				✓

S'il vous plaît noter que la couverture de paiement par virement bancaire est obligatoire dans tous les pays mentionnés ci-dessus.

Annexe A – Appendice 2

Renseignements sur la structure du fichier

Fichiers d'échange produits par le SNP

- Il y a deux types de fichiers créés par le SNP et envoyés par voie électronique au fournisseur de service étranger (ENTREPRENEUR), qui sont répartis en fichiers ayant des valeurs monétaires et en fichiers servant à échanger des informations non monétaires.
- Les deux types de fichiers présentent le même agencement d'éléments. Ce sont :
 - **SPSISSUE** Contient les ordres de paiement (transactions monétaires) et les talons associés; chaque fichier contient soit tous les paiements normaux, soit tous les paiements prioritaires.
 - **SPSOTHER** Contient les demandes (transactions non monétaires).
- Les fichiers contiennent un enregistrement d'en-tête de fichier, les enregistrements détaillés applicables au type de demande/paiement, les multiples détails des talons, s'il y a lieu, et un enregistrement de fin.
- L'échange de fichiers a lieu à des moments fixés d'avance; s'il n'y a pas de données à échanger, des fichiers vides (contenant uniquement des enregistrements d'en-tête et de fin) sont envoyés.
- Les fichiers SPSISSUE et SPSOTHER et les fichiers correspondants FSPISSUE et FSPOTHER ont une relation un à un, au niveau des enregistrements détaillés (ce qui ne comprend pas les enregistrements de données des talons).
- Les fichiers prioritaires SPSISSUE contiennent un maximum de 500 enregistrements.

Informations sur le talon

- Le SNP produit les enregistrements de talon pour les paiements nécessitant des renseignements de talon supplémentaires (pour impression avec le chèque dans divers formats prédéfinis). Ces détails de talon suivent l'enregistrement de détail de paiement auquel ils se rapportent. L'ENTREPRENEUR ne renvoie pas et ne conserve pas les informations sur le talon. Si un paiement contenant des informations de talon doit être réémis, les données de talon sont renvoyées à l'ENTREPRENEUR.
- L'ENTREPRENEUR doit valider toutes les ressources AFP (impression fonctions évoluées) pour le recto du chèque ainsi que pour le recto et le verso des talons.
 - Les ressources AFP sont indiquées par une clé comportant deux caractères et un nom à six caractères.
 - Pour chaque paiement, un jeu distinct de ressources AFP commande la disposition du recto du chèque, du recto du talon et du verso du talon. (La même disposition est utilisée pour le verso de tous les chèques.)
- Les ressources de chèques et de talons du SNP sont propres au produit, chaque produit ayant son propre chèque et ses combinaisons de talons.
- Les enregistrements de talons contiennent donc tous les détails relatifs au paiement, qui sont nécessaires pour la mise en forme et l'impression du chèque, y compris le contenu du talon et la liste des ressources AFP régissant le format/la disposition du paiement. Les ressources AFP elles-mêmes ne font pas partie de l'échange de fichiers. Les ressources AFP nécessaires doivent être pré chargées dans l'environnement de l'ENTREPRENEUR.
- S'il s'agit d'une première tentative de paiement, les informations particulières du talon sont disponibles. Il s'agit de la méthode standard d'impression. Pour les tentatives subséquentes, si les informations du talon ne sont pas disponibles, le chèque sera imprimé avec un talon générique ou, s'il

ANNEXE A

s'agit d'une entrée ministérielle directe, avec le talon des comptes créditeurs.

- Le Canada fournit le numéro de référence de paiement (NRP) et l'entrepreneur fournit le numéro de chèque

Agencement de fichier logique
(pour SPSISSUE et SPSOTHER)

En-tête de fichier – un par fichier et comprenant :

- Numéro de fichier unique
- Date et heure de création du fichier
- Numéro de demande du Trésor
- Type de fichier (prioritaire ou normal)

Enregistrements détaillés – Il y a plusieurs types d'enregistrements détaillés qui contiennent, collectivement, les renseignements nécessaires à la production de chaque paiement/demande, à savoir :

- NRP (numéro de référence de paiement) Douze caractères (numériques) – quatre premiers caractères (série), huit derniers caractères (numéros de séquence)
- Type de paiement/demande
 - (virement, chèque, dépôt direct ou préavis, demande de rappel ou demande de trace)
- Date d'échéance du paiement
- Droit au paiement (c.-à-d. paiement en dollars canadiens ou équivalent étranger)
- Montant du paiement en \$CAN
- Code de monnaie ISO et code de pays du paiement
- Montant du paiement en devise étrangère
- Taux de change
- Date du taux de change et cours de référence
- Informations de compte FI du destinataire étranger (détails bancaires et numéro de compte pour dépôt direct, virement)
- Nom et adresse du bénéficiaire (en caractères SWIFT valides uniquement)
- Texte supplémentaire à inscrire sur le recto du chèque, s'il y a lieu
- Numéro de chèque
- Codes d'ajout d'encart (dans le cas des chèques, pour déclencher l'ajout des encarts appropriés dans l'enveloppe du chèque)
- Instructions de virement (se composent de plusieurs lignes de texte dans le cas des virements)
- Style de superposition (dans le cas des chèques, indique le style/format du talon de paiement)
- Détails de talon (dans le cas des chèques, contiennent plusieurs lignes de texte à mettre en forme et à inscrire sur le talon conformément au style de superposition).

Enregistrement de fin – un par fichier et comprenant :

- Numéro de fichier unique (et autres détails repris de l'en-tête)
- Totaux de contrôle et nombre d'enregistrements.

Note 1 : La taille totale de l'enregistrement est d'environ 8 000 octets par paiement. La taille est due au fait que les enregistrements de talon de TPSGC sont mis en forme au moyen des mêmes modules de mise en forme laser que ceux qui sont employés pour l'impression laser interne de chèques.

ANNEXE A

Note 2 : Outre les enregistrements de paiement, les enregistrements détaillés peuvent aussi consister en demandes de préavis, de rappel ou de trace (pour les dépôts directs aux États-Unis).

Fichiers d'échange produits par l'ENTREPRENEUR

- Ces fichiers sont créés par le fournisseur de service étranger (ENTREPRENEUR).
- Les fichiers ENTREPRENEUR (tout comme les fichiers SNP) sont répartis en fichiers ayant des valeurs monétaires et en fichiers servant à échanger des informations non monétaires.
- Il y a quatre types de fichiers ENTREPRENEUR :
 - **FSPISSUE** Contient les résultats relatifs au fichier d'ordres de paiement SPSISSUE (transactions monétaires).
 - **FSPOTHER** Contient les résultats relatifs au fichier de demandes SPSOTHER (transactions non monétaires).
 - **FSPRETURN** Contient les résultats postérieurs à l'émission, relativement aux valeurs monétaires.
 - **FSPPOST** Contient les résultats postérieurs à l'émission, relativement aux valeurs non monétaires.
- Les fichiers présentent un agencement d'enregistrements commun, qui se compose d'un enregistrement d'en-tête, des divers enregistrements détaillés applicables et d'un certain nombre d'enregistrements de fin.
- Voici les types d'enregistrements détaillés utilisés actuellement :
 - Paiement ou préavis traité
 - Paiement retourné (chèque, virement, préavis, dépôt direct)
 - Paiement ou préavis rejeté
 - Paiement effectué
 - Défaire paiement
 - Avis de changement
 - Rappel rejeté
 - Confirmation rappel
 - Trace rejetée
 - Confirmation trace
 - Résultat de trace.
- Les échanges de fichiers se produisent à des moments fixés d'avance; s'il n'y a pas de données à échanger, des fichiers vides (contenant uniquement des enregistrements d'en-tête et de fin) sont envoyés.
- Les fichiers FSPISSUE et FSPOTHER ont pour but d'informer le SNP de l'acceptation ou du rejet des demandes reçues (dans FSPISSUE) et de fournir à TPSGC des données supplémentaires disponibles à l'égard du paiement (c.-à-d. montant canadien ou étranger calculé, taux utilisé, numéro de référence ENTREPRENEUR, totaux à débiter ou à créditer).
- Les fichiers SPSISSUE et SPSOTHER et les fichiers correspondants FSPISSUE et FSPOTHER doivent avoir une relation un à un, au niveau des enregistrements détaillés. Ainsi, il existe un résultat accepté ou rejeté pour chaque paiement, préavis, rappel ou trace.
 - Étant donné qu'ils font partie intégrante des paiements, les talons n'ont pas besoin de résultat distinct.

ANNEXE A

- L'ENTREPRENEUR retourne ces fichiers au SNP à la suite du traitement des fichiers reçus SPSISSUE et SPSOTHER. Ce processus peut être exécuté une ou deux fois par jour. Les fichiers contiennent un enregistrement d'en-tête, de multiples enregistrements de fin et des enregistrements détaillés, dans une relation un à un avec les ordres reçus.
- Les fichiers FSPRETURN et FSPPOST ont pour fonction d'informer le SNP des changements d'état des ordres traités précédemment, ou par suite de paiements convertis, retournés ou rapprochés, et aussi de faire connaître à TPSGC les résultats des demandes de rappel et de trace.
- Les montants et totaux à débiter/créditer sont présentés dans le fichier FSPRETURN.
- Si un fichier SPSISSUE ou SPSOTHER est interrompu ou vide, aucun fichier de résultat FSPISSUE ou FSPOTHER ne sera retourné.

Agencement de fichier logique

(pour FSPISSUE, FSPOTHER, FSPRETURN et FSPPOST)

En-tête de fichier – un par fichier et comprenant :

- Numéro de fichier unique
- Date et heure de création du fichier
- Numéro de demande du Trésor
- Type de fichier (FSPISSUE, FSPOTHER, FSPRETURN ou FSPPOST)
- Lien de résultat de traitement (référence croisée vers le fichier SPSISSUE ou SPSOTHER antérieur).

Enregistrements détaillés – Il y a plusieurs types d'enregistrements détaillés qui, collectivement, contiennent les données nécessaires à la production de chaque paiement/demande.

Voici les divers types et les données qu'ils contiennent :

Paiement ou préavis traité	NRP original, date/heure, montant de règlement en \$CAN, montant en devise étrangère, taux de change fourni, numéro de référence du ENTREPRENEUR, date de la valeur, montant de règlement, montant de différence, frais de paiement par virement, numéro de chèque.
Paiement retourné (chèque, virement, préavis, dépôt direct)	NRP original, date/heure, montant étranger retourné, montant en \$CAN retourné en fonction de la facturation, montant en \$CAN équivalent au retour, taux de change du retour, code JER du retour, frais pour éléments retournés
Paiement ou préavis rejeté	NRP original, date/heure, code JER du rejet, montant du rejet en \$CAN
Paiement effectué	NRP original, date/heure, date de paiement
Défaire paiement	NRP original, date/heure, date de réouverture
Avis de changement	NRP original, date/heure, texte d'avis
Rappel rejeté	NRP original, date/heure, code JER du rejet
Confirmation rappel	NRP original, date/heure, code de confirmation
Trace rejetée	NRP original, date/heure, code JER du rejet
Confirmation trace	NRP original, date/heure, code de confirmation
Résultat de trace	NRP original, date/heure, frais de trace, résultat de trace

Enregistrements de fin

ANNEXE A

- Les fichiers de retour contiennent divers enregistrements de fin qui servent à communiquer les montants à débiter/créditer au compte TPSGC et les montants à facturer tous les mois.
- Types d'enregistrement de fin et leur rôle :
 - **Total émis en \$CAN – est conçu pour communiquer au SNP le total facturé pour le traitement d'un lot de nouveaux paiements.** Il s'agit du total des paiements acceptés, soit le total débité à TPSGC pour ce lot.
 - **Total des retours en \$CAN – est conçu pour communiquer au SNP le total des montants retournés.** Il s'agit du total des crédits de TPSGC pour cette journée, qui représente les montants totaux dans les transactions de paiement retournés.
 - **Enregistrement de fin de total des frais – est conçu pour communiquer le total des frais inclus dans le fichier des résultats courant.** Il comprend le total des rajustements de taux de change pour les retours indiqués dans le fichier, des frais d'éléments retournés, des frais de transactions de virement et des frais de trace.
 - **Enregistrement de fin de frais de facturation** – récapitule les enregistrements de fin ci-dessus et représente les montants qui seront facturés à TPSGC.
 - **Enregistrement de fin de fichier – le dernier enregistrement du fichier.** Cet enregistrement sert à fournir des relevés récapitulatifs et à veiller à ce que la communication se termine correctement. Il comprend le numéro de fichier unique (et autres détails repris de l'en-tête) ainsi que les totaux de contrôle et le nombre d'enregistrements.

Fichier de taux de l'ENTREPRENEUR

Le dernier fichier sert à mettre à jour les tables de taux de change de TPSGC.

Le fichier est préparé par l'ENTREPRENEUR et envoyé quotidiennement par voie électronique.

Il contient les enregistrements suivants :

- | | |
|---|--|
| 1 | Enregistrement d'en-tête de taux |
| N | Enregistrements détaillés des taux (un par devise) |
| 1 | Enregistrement de fin de taux. |

Annexe A – Appendice 3(a)

Protocole utilisé pour la production de relevés bancaires électroniques

Le protocole utilisé à l'heure actuelle pour la production de relevés bancaires électroniques fait appel aux formats standards de l'EDI ANSI X12, comme suit :

1. Documents informatisés

Les documents informatisés de l'EDI suivants sont échangés entre les parties :

- a. spécifications de l'enveloppe ANSI X12 (ci-après désignée « enveloppe »);
- b. rapport sur l'information financière ANSI X12 821 (ci-après désigné « 821 »);
- c. accusé de réception fonctionnel ANSI X12 997 (ci-après désigné « 997 »).

Les correspondances entre l'enveloppe et le rapport 821 constituent les Annexe - Appendices 3(b) et 3(c) de l'annexe A.

2. Éléments de données pour le relevé 821

À l'heure actuelle, le rapport 821 doit comprendre les éléments de données suivants :

- a. le numéro de l'institution financière attribué par l'Association canadienne des paiements;
- b. le numéro transitaire de la succursale où est situé le compte de concentration;
- c. le numéro du compte de concentration faisant l'objet d'un rapport;
- d. le code de transaction (type)
 - i. Des codes distincts sont au moins requis pour les **transactions autorisées**, comme suit :
 - les dépôts effectués manuellement au comptoir;
 - les ajustements bancaires associés aux dépôts effectués manuellement au comptoir;
 - les effets retournés associés aux dépôts effectués manuellement au comptoir;
 - dépôts par virement bancaire;
 - ajustements bancaires associés aux dépôts par virement bancaire;
 - transactions associées aux transferts vers la Banque du Canada.
 - ii. Reports non autorisés

Des mesures doivent être prises pour mettre un terme aux reports non autorisés. Même si les types de transaction suivants ne sont pas autorisés pour le présent énoncé des travaux, s'ils se produisent, des codes de transaction distincts doivent au moins être fournis pour :

- dépôts directs (DD);
- ajustements bancaires associés aux DD;
- les dépôts effectués au moyen d'une carte à puce;
- les ajustements bancaires associés aux dépôts effectués au moyen d'une carte à puce;
- les effets retournés associés aux dépôts effectués au moyen d'une carte à puce;
- les dépôts liés à l'EDI pour les rapports 820/823;

ANNEXE A

- les ajustements bancaires associés aux dépôts liés à l'EDI pour les rapports 820/823;
 - au besoin, (la finalité du paiement n'est pas exigée, mais les effets électroniques contrepassés sont exigés par le bureau ministériel), les effets retournés associés aux dépôts liés à l'EDI pour les rapports 820/823;
 - les dépôts par prélèvement automatique;
 - les ajustements bancaires associés aux dépôts par prélèvement automatique;
 - les effets retournés associés aux dépôts par prélèvement automatique;
- e. Date de la transaction effectuée dans le compte de concentration;
- f. Montant de la transaction;
- g. Numéros de référence RR, ZZ, PQ, IT, IX, VR et DE, tel qu'indiqué dans l'Annexe - Appendice 4(c) de l'annexe A.

3. Configuration et période d'essai

À l'heure actuelle, le receveur général (RG) exige que les entrepreneurs :

- a) fournissent tous les renseignements concernant la boîte aux lettres et tout autre renseignement pertinent pour la configuration du système au moins six (6) semaines avant la date de mise en œuvre.
- b) fournissent la liste des codes mnémoniques (accompagnés de leur signification) qui seront utilisés en tant que codes de transaction (types) au moins six (6) semaines avant la date de mise en œuvre.
- c) transmettent à la boîte aux lettres d'essai du RG :
 - i. les données d'essai générales du rapport 821 (qui ont été établies, puis approuvées par le RG) au moins quatre (4) semaines avant la date de mise en œuvre, et tel qu'exigé par le RG par la suite;
 - ii. les données réelles (0 \$) du rapport 821 pour le compte de concentration quotidiennement, au moins trois (3) semaines avant la date de mise en œuvre, et tel qu'exigé par le RG par la suite.

4. Processus d'établissement de rapports après la mise en œuvre

À l'heure actuelle, le RG exige que les entrepreneurs :

- a) respectent le plan d'essai et les procédures de diffusion du RG, à moins que les deux parties soient en accord. Les plans d'essai et les procédures de diffusion du RG seront fournis sur demande.
- b) Lors de chaque séance d'affectation de fonds, transmettre en texte clair un rapport 821 du compte de concentration à la boîte aux lettres électronique de production du RG au plus tard à 8 h, Temps Standard de l'Est (TSE), la première journée de la séance d'affectation de fonds suivant la date du compte de concentration.
- c) Accepter un 997 positif ou négatif du RG en réponse à chaque rapport 821 transmis par l'entrepreneur, et prendre des mesures de suivi si l'entrepreneur ne reçoit pas de 997 après chaque transmission. La mesure de suivi doit être prise au plus tard à 10 h (TSE) le même jour de chaque transmission du rapport 821. La mesure de suivi DOIT consister en un appel téléphonique au RG.
- d) Lors de la réception (ISA09 et ISA10 de l'enveloppe ANSI X12) d'un 997 négatif, corriger le rapport 821 et le retransmettre dans les deux heures suivant la réception du 997.
- e) En cas d'incapacité de produire le rapport susmentionné, à la demande du RG, fournir au lieu du rapport 821 une copie papier ou une copie en format électronique des éléments de données figurant dans la section 2. Le moyen choisi DOIT être accepté par les deux parties.

ANNEXE A

- f) Lors de chaque séance d'affectation de fonds, transmettre au RG une copie des documents à l'appui pour tous les reports au compte de concentration qui ne sont pas couverts par le présent énoncé des travaux et qui doivent être reçus le même jour que le rapport 821.

Annexe A – Appendice 3(b)**Spécifications concernant les enveloppes 821/152**

VERSION 003010

Receveur général

Édition 3.02

Spécifications de l'enveloppe du Receveur général

Numéro de version du contrôle de l'échange 00200

ID DU SEG.	Nom	Requis	Boucle
ISA	Segment en-tête du contrôle de l'échange	O	1
GS	Segment en-tête du groupe fonctionnel	O	GS 1 > 1
GE	Segment fin du groupe fonctionnel	O	GE 1 > 1
IEA	Segment fin du contrôle de l'échange	O	1

(O = Obligatoire)**Note** : Dans cette édition 3.02 les segments "GS01 & GS08" ont été modifiés.**ISA****Segment en-tête du contrôle de l'échange**

Indique le début de l'échange

ISA	ISA01 I01	ISA02 I02	ISA03 I03	ISA04 I04	ISA05 I05
*		* Information sur l'autorisation	*	* Information sur	* Qual. de l'ID de l'échange

ANNEXE A

Qual. de l'inform. sur l'autorisation O ID 2/2	O AN 10/10	Qual. de l'information sur la sécurité O ID 2/2	la sécurité O AN 10/10	O ID 2/2
ISA06 I06 * ID de l'expéditeur de l'échange O AN 15/15	ISA07 I05 * Qual. de l'ID de l'échange O ID 2/2	ISA08 I07 * ID du destinataire de l'échange O AN 15/15	ISA09 I08 * Date de l'échange O DT 6/6	ISA10 I09 * Heure de l'échange O TM 4/4
ISA11 I10 * Id du contrôle de l'échange O ID 1/1	ISA12 I11 * No. de version de l'échange O ID 5/5	ISA13 I12 * No. de contrôle de l'échange. O N0 9/9	ISA14 I13 * Accusé de réception demandé O ID 1/1	ISA15 I14 * Indicateur d'essais O ID 1/1
ISA16 I15 * Séparateur de sous-éléments O AN 1/1				N / L

ISA01 Qualificatif de l'information sur l'autorisation

Code qui identifie le type de l'information dans le segment ISA02. Employer "00" pour indiquer l'absence d'information sur l'autorisation.

ISA02 Information sur l'autorisation

Employé pour une identification ou une autorisation additionnelle de l'expéditeur ou des données contenues dans l'échange. Inutilisé.

ISA03 Qualificatif de l'information sur la sécurité

Code qui identifie le type de l'information du segment ISA04. Employez "00" pour indiquer l'absence d'information sur la sécurité.

ISA04 Information sur la sécurité

Identifie l'information, en matière de sécurité, relative à l'expéditeur ou aux données de l'échange. Inutilisé.

ISA05 Qualificatif de l'ID de l'échange

Désigne la structure de codage employée pour identifier l'expéditeur. Défini par l'expéditeur. Par exemple, utilisé "12" pour un numéro de téléphone ou "01" pour un numéro "DUNS".

ISA06 ID de l'expéditeur de l'échange

ANNEXE A

Identification publiée de l'expéditeur. Définie par l'expéditeur.

ISA07 Qualificatif de l'ID de l'échange

Désigne la structure de codage adoptée pour identifier le destinataire.
Employer "12" pour numéro de téléphone ou "01" pour un numéro "DUNS".

ISA08 ID du destinataire de l'échange

Doit être fournie par le Receveur général (RG), conformément au plan d'essai et procédures de passage à la production du Receveur général.

ISA09 Date de l'échange

Date de création de l'échange. Le format doit être : "AAMMJJ".

ISA10 Heure de l'échange

Heure de création de l'échange. Le format doit être : "HHMM".

ISA11 ID de contrôle de l'échange

Code désignant l'organisme de normalisation. Employer "U".

ISA12 Numéro de version de l'échange

Numéro de version des segments du contrôle de l'échange. Employer "00200".

ISA13 Numéro de contrôle de l'échange

Identification exclusive de l'échange. Créée par l'expéditeur et doit être identique à celle indiquée dans le segment IEA02.

ISA14 Accusé de réception demandé

Code indiquant si l'expéditeur a demandé, ou non, un accusé de réception. Le Receveur général ne tiendra pas compte de cette information.

ISA15 Indicateur d'essais

Code indiquant si l'échange contient des données d'essais ou de production.
Employer soit "P" pour production, soit "T" pour essai.

ISA16 Séparateur de sous-éléments.

Caractère de séparation des sous-groupes d'éléments de données.
Le Receveur général ne tiendra pas compte de cette information.

GS

Segment en-tête du groupe fonctionnel

Indique le début d'un groupe fonctionnel de documents.

GS	GS01	479	GS02	142	GS03	124	GS04	29	GS05	30
*	Code d'ID fonctionnel		*	Code de l'expéditeur de l'application	*	Code du destinataire de l'application	*	Date	*	Heure
	O ID 2/2			O AN 2/12		O AN 2/12		O DT 6/6		O TM 4/4

ANNEXE A

*	GS06 28	*	GS07 455	*	GS08 480	N / L
	Numéro de contrôle du groupe		Code de l'organisme responsable		Code d'ID de la version/édition	
	O N0 1/9		O ID 1/2		O AN 1/12	

- GS01 Code d'identification fonctionnel
Code qui identifie un groupe de documents informatisés relatifs à une application.
Documents informatisés et codes acceptables pour le RG :

Document informatisé	Code
821	FR
152	GR
820	RA
823	LB

- GS02 Code de l'expéditeur de l'application
Code qui identifie l'expéditeur du groupe fonctionnel.
- GS03 Code du destinataire de l'application
Code qui identifie le destinataire du groupe fonctionnel. Employer
"RECGEN".
- GS04 Date
Date de création du groupe. Le format doit être : "AAMMJJ".
- GS05 Heure
Heure de création du groupe. Le format doit être : "HHMM".
- GS06 Numéro de contrôle du groupe
Identification exclusive du groupe. Créée par l'expéditeur et doit être identique
à la valeur indiquée dans GE02.
- GS07 Code de l'organisme responsable
Code qui identifie l'organisme de normalisation adopté pour le groupe. La va
leur doit être "X".
- GS08 Numéro d'édition de la version
Versions normalisées du Receveur général. Des versions ultérieures peuvent
être adoptées, moyennant entente avec l'industrie.

Document informatisé	Version
-------------------------	---------

ANNEXE A

821, 820	“003010”
152, 823, 820	“003030”

GE

Segment fin du groupe fonctionnel

Indique la fin d'un groupe fonctionnel de documents

GE	GE01 97 * Nombre de doc.inform. inclus O N0 1/6	GE02 28 * Numéro de contrôle du groupe O N0 1/9	N / L
----	---	---	-------------

GE01 Nombre de documents informatisés
 La valeur doit être identique au nombre de documents informatisés inclus dans le groupe fonctionnel.

GE02 Numéro de contrôle du groupe
 Doit être identique à la valeur de GS06.

IEA

Segment fin du contrôle de l'échange

Indique la fin de l'échange

IEA	IEA01 I16 * Nombre de groupes fonctionnels inclus O N0 1/5	IEA02 I12 * No. de contrôle de l'échange O N0 9/9	N / L
-----	---	---	-------------

IEA01 Nombre de groupes fonctionnels

 La valeur doit être identique au nombre de groupes fonctionnels contenus dans l'échange.

IEA02 Numéro de contrôle de l'échange
 Identification exclusive de l'échange. Doit être identique à la valeur de ISA13.

Annexe A – Appendice 3(c)**821 Mode de Conversion****VERSION 003010**

(Rapport de l'information financière du Receveur général)

Édition 2.11**Rapport de l'information financière 821 (X.12 version 3010)
Receveur Général du Canada (édition 2.11)**

Moyennant entente avec le secteur privé, le receveur général (RG) établira et fournira des documents de mappage des données pour les versions postérieures à la version 3010.

Table 1

ID DE SEG.	Nom	Exig. ANSI	Max.	Exig. R.G.	Min.	Max.	Boucle
ST	En-tête du document informatisé	O	1	O	1	1	
BGN	Segment en-tête	O	1	O	1	1	
N1	Nom (expéditeur de l'information)	O	1	O	1	1	N1/1
PER	Contact pour les communications administratives	F	>1	F		>1	
N1	Nom (destinataire de l'information)	O	1	O	1	1	N1/>1
PER	Contact pour les communications administratives	F	>1	F		>1	
ACT	Identification du compte	F	1	O	1	1	ACT/1
CUR	Monnaie	F	1	F		1	
BAL	Détails du solde	F	>1	O	1	>1	
FIR	Information financière	F	1	F	1	1	FIR/>1
REF	Numéros de référence	F	>1	C	0	2	
SE	Fin du document informatisé	O	1	O	1	1	

(O = obligatoire; F = facultatif; C = conditionnel)

Notes :

1. N1 (première occurrence privilégiée) est l'expéditeur du 821

ANNEXE A

2. N1 (deuxième occurrence privilégiée) est le destinataire du 821 (le receveur général)

Segments and data elements

ST

En-tête du document informatisé

Il s'agit du début du document informatisé.

ST	<table><tr><td>ST01</td><td>143</td></tr><tr><td>* Code d'ID du doc. informatisé *</td><td></td></tr><tr><td>O ID 3/3</td><td></td></tr></table>	ST01	143	* Code d'ID du doc. informatisé *		O ID 3/3		<table><tr><td>ST02</td><td>329</td></tr><tr><td>* N° de contrôle du doc. informatisé *</td><td></td></tr><tr><td>O AN 4/9</td><td></td></tr></table>	ST02	329	* N° de contrôle du doc. informatisé *		O AN 4/9		N / L
ST01	143														
* Code d'ID du doc. informatisé *															
O ID 3/3															
ST02	329														
* N° de contrôle du doc. informatisé *															
O AN 4/9															

ST01 - Code du document informatisé
Élément obligatoire portant la valeur « 821 »

ST02 - Numéro de contrôle du document informatisé
Ce numéro de contrôle désigne de façon exclusive chaque document échangé entre des partenaires commerciaux. On suggère d'augmenter ce numéro de un pour chaque document informatisé suivant.

BGN

Segment en-tête

Il s'agit du début du document informatisé.

BGN	<table><tr><td>BGN01</td><td>353</td></tr><tr><td colspan="2">Code d'objet du doc. informatisé</td></tr><tr><td>O</td><td>ID 2/2</td></tr></table>	BGN01	353	Code d'objet du doc. informatisé		O	ID 2/2	<table><tr><td>BGN02</td><td>127</td></tr><tr><td colspan="2">Numéro de référence</td></tr><tr><td>O</td><td>AN 1/30</td></tr></table>	BGN02	127	Numéro de référence		O	AN 1/30	<table><tr><td>BGN03</td><td>373</td></tr><tr><td colspan="2">Date</td></tr><tr><td>O</td><td>DT 6/6</td></tr></table>	BGN03	373	Date		O	DT 6/6	<table><tr><td>BGN04</td><td>337</td></tr><tr><td colspan="2">Heure</td></tr><tr><td>F</td><td>TM 4/4</td></tr></table>	BGN04	337	Heure		F	TM 4/4	
BGN01	353																												
Code d'objet du doc. informatisé																													
O	ID 2/2																												
BGN02	127																												
Numéro de référence																													
O	AN 1/30																												
BGN03	373																												
Date																													
O	DT 6/6																												
BGN04	337																												
Heure																													
F	TM 4/4																												
*		*		*																									

<table><tr><td>BGN05</td><td>623</td></tr><tr><td colspan="2">Qual. du fuseau horaire</td></tr><tr><td>F</td><td>ID 2/2</td></tr></table>	BGN05	623	Qual. du fuseau horaire		F	ID 2/2	N / L
BGN05	623						
Qual. du fuseau horaire							
F	ID 2/2						

BGN01 - Code désignant l'objet du document informatisé.
Élément obligatoire portant la valeur « 00 » (retenues, acomptes provisionnels ou arriérés d'impôt sur le revenu) ou la valeur « 22 » (tous les autres états de compte).
Élément obligatoire de la norme EDI mais inutilisé par le RG.

ANNEXE A

- BGN02 - Code désignant de façon exclusive le document informatisé.
Ce numéro se compose de deux éléments :
1. le code de quatre chiffres de l'institution financière (IF) membre de l'ACP et indiquant l'IF d'origine;
 2. une combinaison d'au plus 26 chiffres, lettres et/ou espaces désignant exclusivement l'opération.
- BGN03 - Code désignant la date du jour ouvré à laquelle on a noté le solde du compte. (AAMMJJ)
- BGN04 - BGN05
Codes inutilisés.

N1

NOM (première occurrence privilégiée)

La première occurrence du segment N1 identifie l'envoyeur de l'information financière.

N1	N101 98	N102 93	N103 66	N104 67	N / L
*	Code d'ID d'entité	*	Nom	*	Code d'ID
	O ID 2/2		O AN 1/35		C ID 1/2
			C ID 1/2		C ID 2/17

- N101 - Code d'identification de l'entité
Élément obligatoire portant la valeur « FW » et désignant l'expéditeur
- N102 - Nom
Nom de l'IF qui envoie l'information
- N103 - N104
Codes inutilisés

N1

NOM (deuxième occurrence privilégiée)

La deuxième occurrence du segment N1 désigne le destinataire de l'information financière.

N1	N101 98	N102 93	N103 66	N104 67	N / L
*	Code d'ID de l'entité	*	Nom	*	Code d'ID
	O ID 2/2		O AN 1/35		C ID 1/2
			C ID 1/2		C ID 2/17

- N101 - Code d'identification de l'entité
Élément obligatoire avec la valeur « AQ » et désignant le « compte de (la partie destinataire) »
- N102 - Nom

ANNEXE A

« REC GEN » « Receveur général du Canada »	Opérations dans les comptes de dépôt, versements électroniques de l'ADRC-
« 205 REC GEN »	Pour tous les autres versements comme le Service de présentation de factures (SPF).

N103 - N104
Codes inutilisés

PER

Contact pour les communications administratives

Ce code désigne la personne ou le service à contacter pour les questions administratives. Le RG ne tiendra pas compte des données acheminées dans ce segment.

ACT

Désignation du compte

Ce code précise l'information sur le compte.

ACT	<div> <div>ACT01 508</div> <div>Noméro du compte</div> <div>O AN 10/21</div> </div>	*	<div> <div>ACT02 93</div> <div>Nom</div> <div>F AN 1/35</div> </div>	*	<div> <div>ACT03 66</div> <div>Qual. du code d'ID</div> <div>C ID 1/2</div> </div>	*	<div> <div>ACT04 67</div> <div>Code d'ID</div> <div>C ID 2/17</div> </div>
	<div> <div>ACT05 569</div> <div>Qual. du n° de compte</div> <div>C ID 1/3</div> </div>	*	<div> <div>ACT06 508</div> <div>Numéro du compte</div> <div>C AN 1/35</div> </div>	*	<div> <div>ACT07 3</div> <div>Message à struct. non imposée</div> <div>F AN 1/60</div> </div>		<div>N / L</div>

ACT01 - Numéro du compte

Ce numéro désigne l'IF et correspond au numéro de transit et au numéro du compte dans lequel le solde est rapporté.

Ce champ se divise comme suit :

- numéro d'ID ACP de l'IF car. 1 - 4;
- numéro de transit ACP car. 5 - 9;
- numéro du compte car. 10 - 21;

ANNEXE A

Remarque : le numéro de l'IF, de transit et de compte **DOIT** être constitué de zéros et être justifié à droite.

Exemples : numéro ID ACP de l'IF : 0001
 numéro de transit ACP : 9999
 numéro du compte du RG : 1234

ACT01 = **000109999000000001234**

ACT02 - ACT07
 Codes inutilisés

CUR

Devise

Ce code désigne la devise employée dans l'opération. Le **RG** ne tiendra pas compte des données acheminées dans ce segment.

BAL

Détails du solde

Ce code désigne le solde correspondant à un compte en particulier.

BAL	BAL01 951	BAL02 522	BAL03 782	
*	Code du type de solde	* Code de qual. du compte	* Montant	N / L
	O ID 1/2	O ID 1/2	O R2 1/15	

BAL01 - Code du type de solde
 Le code « Y » (cumul de l'année) indique le solde à jour ou actuel.

BAL02 - Ce code qualifie le montant indiqué dans BAL03.
 Le code « IB » désigne le « solde à investir » (c'est-à-dire le solde disponible); le code « NL » représente un solde négatif dans le grand livre.

BAL03 - Ce code est qualifié par le code dans BAL02.
 Il désigne le solde du compte.

FIR

Information financière

Il s'agit du sommaire d'un certain nombre d'opérations de crédit ou de débit d'un compte.

FIR	FIR01 702	FIR02 782	FIR03 380	FIR04 380
*	Code d'opér. fin.	* Montant	* Quantité	* Quantité
	O ID 6/6	O R2 1/15	O R 1/10	O R 1/10

ANNEXE A

FIR05 703 * Type d'inf. fin. * O ID 1/1	FIR06 478 Code d'ind. de CR/DB O ID 1/1	FIR07 373 Date F DT 6/6	FIR08 337 Heure F TM 4/4
FIR09 623 * Code horaire * F ID 2/2	FIR10 100 Code de devise F ID 3/3	N /	

FIR01 - Ce code désigne le type d'opération. Il **FAUT** dresser la liste des codes et des définitions. On doit prévoir des codes distincts pour :

- les dépôts manuels au comptoir;
- les rajustements bancaires relatifs aux dépôts manuels au comptoir;
- les effets retournés correspondant aux dépôts manuels au comptoir;
- les dépôts électroniques par carte;
- les rajustements bancaires relatifs aux dépôts électroniques par carte;
- les effets retournés relativement aux dépôts électroniques par carte;
- les dépôts effectués par EDI à l'aide du formulaire 820/823;
- les rajustements bancaires relatifs aux dépôts effectués par EDI à l'aide du formulaire 820/823;
- les effets retournés relatifs aux dépôts effectués par EDI à l'aide du formulaire 820/823 (dans les cas autorisés);
- les opérations relatives à des virements à la Banque du Canada;
- dépôts du Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV);
- les rajustements bancaires relatifs aux dépôts STPGV;
- les virements télégraphiques;
- les rajustements bancaires relatifs à des virements télégraphiques;
- les dépôts directs;
- les rajustements bancaires relatifs aux dépôts directs.

FIR02 - Montant de l'opération
Ce montant **DOIT** toujours être positif; le FIR06 indique s'il s'agit d'un crédit ou d'un débit.

FIR03 - Quantité
Nombre de transactions incluses dans le montant de l'opération posté sous FIR02 (dépôts, etc.)

FIR04 - Valeur recommandée : « 1 »

FIR05 - Ce code indique s'il s'agit de renseignements financiers détaillés ou sommaires.
Il **DOIT** toujours être égal à « 1 » (« Détails »).

FIR06 - Ce code indique si le FIR02 a porté au compte un crédit ou un débit.
Le code « C » désigne un crédit, et le code « D », un débit.

FIR07 - Date de valeur de l'opération (AAMMJJ)

ANNEXE A

FIR08 -FIR09

Codes inutilisés

FIR10 - Code de devise

Code du pays de la devise dans laquelle les frais sont indiqués

REF

Numéros de référence

REF	REF01 128	REF02 127	REF03 352	
*	Qual. du num. de référence	* Numéro de référence	* Description	N / L
	O ID 2/2	O AN 1/30	C AN 1/80	

Le RG contrôle la concordance de l'information sur les dépôts, d'après le contenu du segment REF et ce, sous réserve du type de données transmises. Le seul cas dans lequel un segment REF n'est pas nécessaire est celui des virements à la Banque du Canada. Le tableau ci-après fait état des exigences pour chaque type de données.

Type d'état de compte (821)	O ou F	REF01 (1 ^{ère} occurrence)	REF02 (1 ^{ère} occurrence)	O ou F	REF01 (2 ^e occurrence)	REF02 (2 ^e occurrence)
Formulaires 820 ou 823 conformes H6. BGN = 22 (dépôts et rajustements bancaires pour renverser un dépôt)	O	RR ou ZZ	Numéro exclusif de renvoi croisé, qui figure également dans le formulaire 820/823. La longueur de ce numéro peut varier.	O	PQ	Numéro « NIEC » de huit chiffres, attribué par l'ACP
(Effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour renverser un effet retourné)	F	IX	Numéro exclusif de renvoi croisé dont la longueur peut varier (par exemple, le numéro du client)	O	PQ	Numéro « NIEC » de huit chiffres attribué par l'ACP
Formulaires 820 ou 823 distinct des formulaires ci-dessus et dans lesquels BGN01 = 00/22 (dépôts et rajustements bancaires pour renverser un dépôt)	O	RR ou ZZ	Numéro exclusif de renvoi croisé, qui figure également dans le formulaire 820/823. La longueur de ce numéro peut varier.	C* O	IT	Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres
(Effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour renverser un effet retourné)	F	IX	Numéro exclusif de renvoi croisé dont la longueur peut varier (par exemple, le numéro du client)	O	IT	Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres
Opérations électroniques par carte. BGN01 = 22	O	IX	Numéro de suivi exclusif,	O	VR	Numéro du commerçant associé

ANNEXE A

(Dépôts et rajustements bancaires pour renverser un dépôt)			dont la longueur peut varier (par exemple, un numéro de fin de lot)			avec le type de carte de la transaction (dont la longueur peut varier)
(Effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour renverser un effet retourné)	O	IX	Numéro de suivi exclusif, dont la longueur peut varier (par exemple, un numéro de client)	O	VR	Numéro du commerçant associé avec le type de carte de la transaction 55(dont la longueur peut varier)
Comptes de dépôt. BGN01 = 22 (Dépôts et rajustements bancaires pour renverser un dépôt)	O	PB	Numéro de transit de cinq chiffres de la succursale d'origine	O	IT	Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres
(Effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour renverser un effet retourné)	O	PB	Numéro de transit de cinq chiffres de la succursale d'origine	O	IT	Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres
Virements à la Banque du Canada	F					
Virements télégraphiques / STPGV (Dépôts et rajustements bancaires)	F	IX	Numéro de suivi exclusif, dont la longueur peut être variable (par exemple, le no SWIFT)	O	IT	Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres
Dépôts directs (Dépôts et rajustements bancaires)	F	IX	Numéro de suivi exclusif, dont la longueur peut varier (par exemple, le no du fichier des dépôts directs)	O	IT	Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres

Numéros de suivi

- RR Numéro de suivi exclusif établissant la correspondance entre un dépôt 820/823 et l'état de compte 821. Ce numéro indique que l'IF est en mesure de fournir un numéro de suivi d'institution financière qui est exclusif parmi les IF au Canada.
- ZZ Numéro de suivi exclusif établissant la correspondance entre un dépôt 820/823 et l'état de compte 821. ZZ représente un numéro de suivi convenu entre les deux parties et exclusif à une IF. La longueur de ce numéro est définie par l'IF.
- IX Numéro de suivi exclusif à utiliser par les ministères pour le contrôle de concordance des données sur les versements.

Numéros d'autorisation, de commerçant, de transit et de créancier ministériel (NIEC)

Les rajustements relatifs aux valeurs des éléments suivants doivent comprendre le numéro de suivi des écritures passées à l'origine pour les dépôts.

ANNEXE A

- IT** Ce code constitue, pour le RG, le numéro d'autorisation de huit chiffres désignant le bureau ministériel auquel on **DOIT** faire parvenir l'avis d'opération. Ce numéro est fourni à l'IF par l'émetteur de l'opération. **REMARQUE** : les rajustements et les effets retournés doivent comprendre le numéro d'autorisation du RG de huit chiffres pour les écritures passées à l'origine pour les dépôts.
- VR** Ce numéro est réservé aux opérations électroniques effectuées par carte. Il représente, pour le RG, le numéro de commerçant et désigne le bureau ministériel auquel il **DOIT** transmettre l'avis d'opération. **REMARQUE** : toutes les opérations, tous les rajustements et tous les effets retournés pour les opérations électroniques par carte **DOIVENT** être accompagnés de ce numéro de commerçant.
- PQ** Ce numéro est réservé aux opérations conformes à la règle H6. Il représente, pour le RG, le numéro d'identification d'entreprise créancière (NIEC) de huit chiffres attribué par l'ACP. **REMARQUE** : toutes les opérations, toutes les régularisations et tous les effets retournés pour les opérations conformes à la règle H6 **DOIVENT** être accompagnés du NIEC de huit chiffres.
- PB** Ce numéro représente, pour le RG, le numéro de transit de la succursale qui a effectué l'opération à l'origine. Ce numéro **DOIT** comprendre cinq caractères.
- NOTE :** **REF03 - Description pour les Services d'acceptation des cartes.**
 Pour la 1ère occurrence: Si REF01 est égal à "IX", REF03 est vide.
 Pour la 2e occurrence: Si REF01 est égal à "VR", REF03 doit être le type de carte "VISA", "M/C", "AMEX" ou "DCARD".
 Pour les autres services - codes inutilisés.

SE

Segment fin du document informatisé

Ce code désigne la fin du document informatisé.

SE	SE01 96	SE02 329	N
*	Nombre de segments inclus	N° de contrôle du doc. informatisé	/
			L
	O NO 1/6	O AN 4/9	

- SE01 -** Nombre de segments inclus
 Cette valeur **DOIT** être égale au nombre de segments du document informatisé.
- SE02 -** Numéro de contrôle du document informatisé
 Ce numéro est défini par l'expéditeur; il **DOIT** correspondre au numéro de contrôle du document informatisé dans le ST.

Annexe A – Appendice 4

Information sur le volume et la valeur

1.0 Informations de paiement

1.1 Summary Payment Information

Les tableaux suivants détaillent des volumes et des valeurs de paiement étrangers du Gouvernement du Canada pour la période entre le 1^{er} janvier 2012 et 31 décembre 2015.

Paiements

Année	Mois	Chèque		TAF		Virement télégraphique		\$ Valeur totale (CAD)	# Volume totale
		# Volume	\$ Valeur (CAD)	# Volume	\$ Valeur (CAD)	# Volume	\$ Valeur (CAD)		
2012	janvier	94,472	\$63,174,455.50	112,699	\$35,769,034.77	1,621	\$416,372,353.05	208,792	\$515,315,843.32
	février	96,105	\$81,731,129.86	113,269	\$35,106,794.67	1,802	\$330,554,611.15	211,176	\$447,392,535.68
	mars	98,125	\$79,581,098.24	115,174	\$38,414,097.45	2,098	\$618,556,504.49	215,397	\$736,551,700.18
	avril	98,046	\$137,071,721.22	114,441	\$40,274,626.19	2,531	\$1,120,866,219.74	215,018	\$1,298,212,567.15
	mai	96,712	\$62,906,802.49	114,394	\$36,728,127.02	1,382	\$115,156,333.84	212,488	\$214,791,263.35
	juin	100,068	\$47,441,040.97	116,750	\$37,811,398.70	1,694	\$185,943,971.54	218,512	\$271,196,411.21
	juillet	97,425	\$54,348,221.67	115,521	\$40,648,669.12	1,914	\$337,206,399.86	214,860	\$432,203,290.65
	août	97,861	\$52,553,343.03	116,312	\$37,668,746.02	1,992	\$315,860,134.04	216,165	\$406,082,223.09
	septembre	97,630	\$50,002,786.66	117,901	\$39,334,861.30	1,729	\$142,683,273.12	217,260	\$232,020,921.08
	octobre	97,843	\$63,254,665.79	118,121	\$40,212,240.79	1,970	\$180,222,816.59	217,934	\$283,689,723.17
	novembre	99,508	\$58,128,834.49	119,220	\$40,109,595.26	1,665	\$299,626,720.64	220,393	\$397,865,150.39
	décembre	101,855	\$62,076,650.84	124,898	\$43,668,727.55	1,704	\$208,369,146.00	228,457	\$314,114,524.39
2013	totale	1,175,650	\$812,270,750.76	1,398,700	\$465,746,918.84	22,102	\$4,271,418,484.06	2,596,452	\$5,549,436,153.66
	janvier	91,603	\$51,684,452.93	124,868	\$43,971,856.04	1,845	\$332,149,385.58	218,316	\$427,805,694.55
	février	93,040	\$68,048,688.91	126,945	\$44,688,314.85	1,900	\$418,480,326.18	221,885	\$531,217,329.94
	mars	93,038	\$67,648,355.35	132,219	\$51,446,276.59	2,701	\$581,355,062.87	227,958	\$700,449,694.81

ANNEXE A

	avril	89,747	\$101,543,781.69	134,036	\$64,375,469.35	2,545	\$886,110,415.24	226,328	\$1,052,029,666.28
	mai	87,781	\$60,325,891.74	132,851	\$46,233,821.22	2,327	\$122,640,869.68	222,959	\$229,200,582.64
	juin	91,526	\$46,842,799.88	135,342	\$47,765,725.92	1,792	\$157,037,581.34	228,660	\$251,646,107.14
	juillet	90,381	\$45,304,434.30	132,938	\$50,724,891.46	2,553	\$249,042,687.48	225,872	\$345,072,013.24
	août	89,879	\$44,736,198.93	133,420	\$50,024,197.22	2,269	\$317,765,298.17	225,568	\$412,525,694.32
	septembre	89,674	\$49,961,396.25	136,155	\$49,413,187.26	2,340	\$172,808,193.94	228,169	\$272,182,777.45
	octobre	90,504	\$47,216,041.81	138,110	\$53,350,839.82	2,460	\$262,519,477.58	231,074	\$363,086,359.21
	novembre	90,294	\$51,458,450.71	139,258	\$49,173,302.54	2,461	\$190,427,081.10	232,013	\$291,058,834.35
	décembre	91,470	\$55,448,859.30	145,233	\$55,915,946.10	2,559	\$384,124,196.20	239,262	\$495,489,001.60
	totale	1,088,937	\$690,219,351.80	1,611,375	\$607,083,828.37	27,752	\$4,074,460,575.36	2,728,064	\$5,371,763,755.53
2014	janvier	87,663	\$70,178,133.89	142,375	\$56,532,262.69	2,678	\$341,744,743.95	232,716	\$468,455,140.53
	février	89,817	\$69,133,186.45	143,131	\$52,564,047.29	2,504	\$330,015,549.61	235,452	\$451,712,783.35
	mars	92,516	\$75,056,286.35	146,941	\$61,366,722.81	2,850	\$448,977,143.91	242,307	\$585,400,153.07
	avril	92,818	\$106,246,119.81	147,435	\$75,261,478.55	2,494	\$841,498,838.16	242,747	\$1,023,006,436.52
	mai	88,586	\$53,285,128.53	146,305	\$55,536,962.37	2,051	\$187,324,253.14	236,942	\$296,146,344.04
	juin	86,344	\$56,989,770.41	151,892	\$66,235,123.62	1,779	\$140,537,690.75	240,015	\$263,762,584.78
	juillet	79,715	\$43,498,752.14	152,791	\$71,083,542.76	2,557	\$205,435,432.12	235,063	\$320,017,727.02
	août	79,111	\$38,908,186.99	153,160	\$55,482,716.71	2,353	\$243,160,130.30	234,624	\$337,551,034.00
	septembre	79,214	\$43,542,237.68	156,957	\$78,021,904.96	2,614	\$126,865,002.40	238,785	\$248,429,145.04
	octobre	76,849	\$41,998,439.62	158,582	\$63,336,698.26	3,134	\$264,988,637.72	238,565	\$370,323,775.60
	novembre	77,132	\$38,039,384.56	158,787	\$75,151,723.85	3,120	\$246,685,103.92	239,039	\$359,876,212.33
	décembre	82,750	\$54,228,708.15	164,921	\$64,143,163.14	4,176	\$337,560,954.29	251,847	\$455,932,825.58
	totale	1,012,515	\$691,104,334.58	1,823,277	\$774,716,347.01	32,310	\$3,714,793,480.27	2,868,102	\$5,180,614,161.86
2015	janvier	77,147	\$53,181,545.93	160,168	\$60,880,566.37	3,857	\$453,884,631.39	241,172	\$567,946,743.69
	février	77,707	\$51,266,500.16	160,842	\$67,213,362.92	3,892	\$732,302,111.08	242,441	\$850,781,974.16
	mars	78,919	\$63,014,905.12	163,956	\$73,661,748.35	4,931	\$677,324,585.29	247,806	\$814,001,238.76
	avril	78,799	\$105,743,240.89	162,522	\$75,340,521.98	4,290	\$804,038,881.55	245,611	\$985,122,644.42
	mai	77,288	\$62,536,217.31	159,543	\$57,261,390.25	3,049	\$252,622,961.72	239,880	\$372,420,569.28
	juin	79,615	\$38,984,000.44	164,146	\$64,385,109.03	3,811	\$164,193,035.80	247,572	\$267,562,145.27
	juillet	77,030	\$40,926,341.98	161,223	\$65,095,338.97	3,616	\$171,861,977.98	241,869	\$277,883,658.93
	août	75,844	\$39,754,573.85	161,145	\$61,457,583.21	3,117	\$209,899,383.62	240,106	\$311,111,540.68

ANNEXE A

septembre	77,035	\$48,733,298.16	163,113	\$66,536,357.23	3,343	\$304,603,992.13	243,491	\$419,873,647.52
octobre	75,258	\$52,838,782.35	163,873	\$65,244,607.88	4,184	\$229,948,189.92	243,315	\$348,031,580.15
novembre	72,991	\$44,265,486.02	167,119	\$59,701,610.50	3,769	\$210,251,604.47	243,879	\$314,218,700.99
décembre	73,921	\$47,757,651.25	177,755	\$70,755,818.65	4,082	\$455,852,636.19	255,758	\$574,366,106.09
totale	921,554	\$649,002,543.46	1,965,405	\$787,534,015.34	45,941	\$4,666,783,991.14	2,932,900	\$6,103,320,549.94
Grand Totale	4,198,656	\$2,842,596,980.60	6,798,757	\$2,635,081,109.56	128,105	\$16,727,456,530.83	11,125,518	\$22,205,134,620.99

1.2 Detailed Payment Information

Les tableaux suivants détaillent des volumes et des valeurs de paiement étrangers approximatif du Gouvernement du Canada pour la période entre le 1er janvier 2016 et 30 avril 2016.

Paiements par chèque

Devises	Les paiements en dollars canadiens				les paiements en devises				# Volume totale	\$ Valeur totale (CAD)
	<\$100K		≥\$100K		<\$100K		≥\$100K			
	# Volume	\$ Valeur (CAD)	# Volume	\$ Valeur (CAD)	# Volume	\$ Valeur (CAD)	# Volume	\$ Valeur (CAD)		
AED	27	\$10,302.20			1	\$1,750.00			28	\$12,052.20
AUD	11,537	\$2,218,678.77	1	\$246,000.00	12	\$71,394.17			11,550	\$2,536,072.94
CHF	680	\$243,012.16	1	\$189,995.00	6	\$86,634.96	1	\$121,807.97	688	\$641,450.09
CZK	649	\$311,947.31							649	\$311,947.31
DKK	206	\$70,341.26			2	\$872.93			208	\$71,214.19
EUR	90,074	\$19,504,727.44			270	\$2,904,739.55	14	\$8,158,344.17	90,358	\$30,567,811.16
FJD	33	\$8,563.72							33	\$8,563.72
GBP	9,044	\$3,487,266.06			110	\$1,215,834.08	14	\$4,861,471.81	9,168	\$9,564,571.95
HKD	1,361	\$297,820.80							1,361	\$297,820.80
INR	655	\$118,196.06							655	\$118,196.06
JPY	2,521	\$576,207.00			1	\$14,312.70			2,522	\$590,519.70
KWD	8	\$631.84							8	\$631.84
LKR	263	\$51,464.51							263	\$51,464.51

ANNEXE A

[illegible]

Paielements par TAF

Devises	Les paiements en dollars canadiens				les paiements en devises				# Volume totale	\$ Valeur totale (CAD)
	<\$100K		≥\$100K		<\$100K		≥\$100K			
	# Volume	\$ Valeur (CAD)	# Volume	\$ Valeur (CAD)	# Volume	\$ Valeur (CAD)	# Volume	\$ Valeur (CAD)		
AED	66	\$80,305.57			397	\$589,149.44	5	\$1,774,245.82	468	\$2,443,700.83
AUD	44,915	\$8,006,526.32			663	\$1,438,495.76	1	\$102,430.87	45,579	\$9,547,452.95
BBD	36	\$15,057.12							36	\$15,057.12
BGN	86	\$24,349.16			3	\$10,613.48			89	\$34,962.64
BRL	18	\$15,131.69							18	\$15,131.69
CHF	5,483	\$981,492.04			876	\$3,496,127.51	2	\$331,690.29	6,361	\$4,809,309.84
CLP	150	\$46,840.82							150	\$46,840.82
CZK	1,504	\$543,319.26			210	\$321,950.77			1,714	\$865,270.03
DKK	1,806	\$380,135.52			172	\$439,357.69			1,978	\$819,493.21

ANNEXE A

[illegible]

ANNEXE A

Grand Totale	582,317	\$156,252,548.06	1	\$250,200.00	25,992	\$74,808,609.78	132	\$38,019,528.44	608,442	\$269,330,886.28
--------------	---------	------------------	---	--------------	--------	-----------------	-----	-----------------	---------	------------------

Paielements par virement télégraphique

Devises	Les paiements en dollars canadiens				les paiements en devises				# Volume totale	\$ Valeur totale (CAD)
	<\$100K		≥\$100K		<\$100K		≥\$100K			
	# Volume	\$ Valeur (CAD)	# Volume	\$ Valeur (CAD)	# Volume	\$ Valeur (CAD)	# Volume	\$ Valeur (CAD)		
AED	1	\$1,250.00			71	\$355,787.54	1	\$115,803.48	73	\$472,841.02
AFN					21	\$14,455.18			21	\$14,455.18
AUD	7	\$13,148.38			27	\$183,625.58	2	\$1,466,973.56	36	\$1,663,747.52
BGN							1	\$6,267,405.48	1	\$6,267,405.48
CAD	1,423	\$12,525,428.18	275	\$529,884,066.84	4	\$172,318.97	1	\$274,697.00	1,703	\$542,856,510.99
CHF	3	\$22,708.26	2	\$1,627,000.00	35	\$363,277.96	15	\$14,828,426.50	55	\$16,841,412.72
CNY							1	\$308,253.80	1	\$308,253.80
CZK					3	\$21,763.14			3	\$21,763.14
DKK	2	\$16,212.79			10	\$97,499.47			12	\$113,712.26
EGP	11	\$12,550.00							11	\$12,550.00
EUR	30	\$231,888.59	28	\$81,641,553.56	3,818	\$16,309,308.24	166	\$249,249,234.24	4,042	\$347,431,984.63
FJD					4	\$4,884.49			4	\$4,884.49
GBP	8	\$243,818.08	5	\$2,015,158.64	1,084	\$5,581,047.13	63	\$26,718,384.84	1,160	\$34,558,408.69
HKD	3	\$2,626.00			15	\$202,580.50			18	\$205,206.50
HUF					1	\$99.07			1	\$99.07
IDR	1	\$2,380.00							1	\$2,380.00
ILS	4	\$5,450.00			230	\$1,283,844.18			234	\$1,289,294.18
INR	2	\$1,560.00			3	\$78,856.36			5	\$80,416.36
JMD					4	\$1,735.50			4	\$1,735.50
JOD	5	\$6,650.00	4	\$4,727,375.54	645	\$2,101,108.98	9	\$1,546,735.16	663	\$8,381,869.68
JPY	2	\$10,210.15			835	\$1,963,084.31	7	\$874,572.38	844	\$2,847,866.84
KES	2	\$6,984.00							2	\$6,984.00
KWD	6	\$10,130.00			196	\$1,853,777.54	5	\$573,459.02	207	\$2,437,366.56

ANNEXE A

LKR						206	\$442,660.66			206	\$442,660.66
MXN						2	\$2,083.54			2	\$2,083.54
MYR						61	\$472,677.29			61	\$472,677.29
NGN	8	\$11,080.00				3	\$181,966.22			11	\$193,046.22
NOK			1	\$1,500,000.00		6	\$78,585.86			7	\$1,578,585.86
NZD						22	\$419,170.29			22	\$419,170.29
OMR	1	\$550.00								1	\$550.00
PHP	5	\$8,350.00				1	\$2,566.11			6	\$10,916.11
PKR	4	\$91,148.00	1	\$146,026.00		2	\$15,370.05			7	\$252,544.05
PLN			1	\$247,940.00		134	\$550,668.39	1	\$8,382,785.61	136	\$9,181,394.00
SAR						230	\$761,958.68			230	\$761,958.68
SEK	1	\$1,250.00				224	\$1,781,878.51	15	\$4,922,647.84	240	\$6,705,776.35
SGD	5	\$6,300.00				1	\$1,740.06	1	\$619,954.79	7	\$627,994.85
THB	1	\$1,190.00				3	\$19,758.09	1	\$120,403.89	5	\$141,351.98
TRY						4	\$2,254.78			4	\$2,254.78
USD	812	\$2,318,649.63	145	\$430,459,365.44		4,038	\$42,910,153.62	587	\$932,309,536.96	5,582	\$1,407,997,705.65
VND						132	\$349,053.50			132	\$349,053.50
WST						3	\$2,606.40			3	\$2,606.40
ZAR	4	\$4,571.21				787	\$1,085,469.55	1	\$145,066.84	792	\$1,235,107.60
Grand Totale	2,351	\$15,556,083.27	462	\$1,052,248,486.02		12,865	\$79,669,675.74	877	\$1,248,724,341.39	16,555	\$2,396,198,586.42

2.0 Informations de reçus

Le tableau suivant détaille des valeurs mensuelles reçus étrangères du Gouvernement Canada pour la période entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2015.

Reçus par virement télégraphique et cheque

Année	Mois	Reçus par virement télégraphique \$ valeur (CAD)	Reçus par cheque \$ valeur (CAD)	\$ Valeur totale (CAD)
2011	janvier	\$43,952,705.93	\$18,025,611.79	\$61,978,317.72
	février	\$95,456,760.52	\$10,879,591.02	\$106,336,351.54

ANNEXE A

	mars	\$41,685,922.75	\$19,687,229.52	\$61,373,152.27
	avril	\$24,200,702.19	\$13,751,261.89	\$37,951,964.08
	mai	\$20,712,426.72	\$19,561,702.91	\$40,274,129.63
	juin	\$283,664,370.44	\$11,468,064.88	\$295,132,435.32
	juillet	\$121,173,163.84	\$15,376,889.69	\$136,550,053.53
	août	\$42,270,380.48	\$10,454,688.96	\$52,725,069.44
	septembre	\$25,574,220.94	\$12,634,023.89	\$38,208,244.83
	octobre	\$29,175,516.79	\$20,905,459.98	\$50,080,976.77
	novembre	\$27,025,986.70	\$9,784,057.52	\$36,810,044.22
	décembre	\$72,103,242.40	\$10,672,952.74	\$82,776,195.14
	Totale	\$826,995,399.70	\$173,201,534.79	\$1,000,196,934.49
	janvier	\$16,422,371.14	\$19,053,630.86	\$35,476,002.00
2012	février	\$30,824,237.89	\$10,573,034.38	\$41,397,272.27
	mars	\$49,874,357.25	\$14,667,915.02	\$64,542,272.27
	avril	\$15,619,658.95	\$15,796,028.50	\$31,415,687.45
	mai	\$27,743,634.23	\$16,756,673.50	\$44,500,307.73
	juin	\$39,414,232.63	\$9,954,540.48	\$49,368,773.11
	juillet	\$26,665,649.01	\$16,547,958.11	\$43,213,607.12
	août	\$12,141,181.98	\$9,029,876.95	\$21,171,058.93
	septembre	\$18,177,623.71	\$13,814,910.92	\$31,992,534.63
	octobre	\$29,876,641.29	\$16,985,927.56	\$46,862,568.85
	novembre	\$11,342,332.21	\$14,336,107.64	\$25,678,439.85
	décembre	\$40,455,184.23	\$26,060,427.08	\$66,515,611.31
	Totale	\$318,557,104.52	\$183,577,031.00	\$502,134,135.52
2013	janvier	\$202,028,396.69	\$52,179,762.45	\$254,208,159.14
	février	\$70,301,032.34	\$30,215,470.91	\$100,516,503.25
	mars	\$42,208,174.46	\$27,851,710.96	\$70,059,885.42
	avril	\$21,159,909.63	\$53,958,829.10	\$75,118,738.73
	mai	\$37,344,670.15	\$33,815,356.76	\$71,160,026.91
	juin	\$38,498,370.56	\$31,103,084.83	\$69,601,455.39
	juillet	\$107,585,639.38	\$61,044,619.32	\$168,630,258.70

ANNEXE A

2014	août	\$34,522,527.97	\$22,518,757.57	\$57,041,285.54
	septembre	\$776,151,810.39	\$28,460,996.51	\$804,612,806.90
	octobre	\$16,156,838.40	\$54,853,583.28	\$71,010,421.68
	novembre	\$19,277,727.62	\$29,974,581.27	\$49,252,308.89
	décembre	\$19,276,502.28	\$54,558,935.13	\$73,835,437.41
	Total	\$1,384,511,599.87	\$480,535,688.09	\$1,865,047,287.96
	janvier	\$85,739,195.19	\$27,321,441.89	\$113,060,637.08
	février	\$16,436,899.47	\$36,131,784.86	\$52,568,684.33
	mars	\$589,019,572.84	\$39,105,802.89	\$628,125,375.73
	avril	\$47,886,306.38	\$51,702,343.93	\$99,588,650.31
	mai	\$25,297,933.19	\$28,830,836.42	\$54,128,769.61
	juin	\$79,834,383.80	\$38,489,791.06	\$118,324,174.86
	juillet	\$29,058,575.72	\$51,159,192.95	\$80,217,768.67
2015	août	\$45,912,773.39	\$17,573,558.08	\$63,486,331.47
	septembre	\$45,618,289.19	\$36,881,090.41	\$82,499,379.60
	octobre	\$47,821,560.65	\$51,054,162.84	\$98,875,723.49
	novembre	\$39,259,477.46	\$24,383,220.40	\$63,642,697.86
	décembre	\$73,815,136.62	\$35,617,176.07	\$109,432,312.69
	Total	\$1,125,700,103.90	\$438,250,401.80	\$1,563,950,505.70
	janvier	\$340,167,324.93	\$58,903,930.77	\$399,071,255.70
	février	\$11,184,465.23	\$33,696,433.66	\$44,880,898.89
	mars	\$44,566,684.51	\$61,408,338.61	\$105,975,023.12
	avril	\$3,173,301,152.44	\$51,627,930.55	\$3,224,929,082.99
	mai	\$39,775,635.83	\$41,953,775.77	\$81,729,411.60
	juin	\$67,434,694.19	\$56,016,734.58	\$123,451,428.77
	juillet	\$28,494,376.15	\$68,630,960.88	\$97,125,337.03
	août	\$16,914,306.14	\$57,698,242.92	\$74,612,549.06
	septembre	\$65,082,348.17	\$23,251,162.22	\$88,333,510.39
	octobre	\$16,975,344.90	\$44,331,981.90	\$61,307,326.80
	novembre	\$28,987,315.19	\$26,579,495.68	\$55,566,810.87
	décembre	\$74,233,765.37	\$48,978,097.78	\$123,211,863.15

ANNEXE A

	Total	\$3,907,117,413.05	\$573,077,085.32	\$4,480,194,498.37
Totale		\$7,562,881,621.04	\$1,848,641,741.00	\$9,411,523,362.04

3.0 Informations d'activités postérieures au paiement

Le tableau suivant détaille des volumes mensuelles d'activités postérieures au paiement du Gouvernement Canada pour la période entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2015.

Activités postérieures au paiement

Année	Mois	Enquêtes hors système – Suivis/rappels	Enquêtes – Ébauches de reproductions (demandes de renseignements sur des chèques)	Enquêtes du SNP – Suivis	Enquêtes du SNP – Rappels	Totale
2013	janvier	136	92	43	22	293
	février	94	36	25	24	179
	mars	73	83	18	10	184
	avril	69	49	43	16	177
	mai	56	44	38	16	154
	juin	60	31	34	39	164
	juillet	54	72	50	21	197
	août	54	34	31	10	129
	septembre	62	37	15	18	132
	octobre	135	36	23	25	219
	novembre	11	63	28	20	122
	décembre	5	31	35	9	80
total		809	608	383	230	2,030
2014	janvier	175	64	38	19	296
	février	63	131	39	15	248
	mars	32	70	25	15	142
	avril	128	29	27	18	202

ANNEXE A

	mai	66	92	25	29	212
	juin	67	30	28	18	143
	juillet	3	37	34	25	99
	août	90	45	28	40	203
	septembre	104	69	45	18	236
	octobre	217	47	59	20	343
	novembre	34	32	29	19	114
	décembre	86	39	66	29	220
	total	1,065	685	443	265	2,458
2015	janvier	104	94	60	20	278
	février	49	94	46	23	212
	mars	12	57	67	26	162
	avril	18	37	46	15	116
	mai	74	54	30	17	175
	juin	62	59	40	23	184
	juillet	19	31	48	15	113
	août	7	35	25	14	81
	septembre	14	37	30	23	104
	octobre	0	49	46	13	108
	novembre	92	24	78	15	209
	décembre	44	78	56	27	205
	total	495	649	572	231	1,947
	Grand Total	2,369	1,942	1,398	726	6,435

Annexe A – Appendice 5

Calendrier de traitement quotidien

Remarque : L'horaire suivant est utilisé à titre d'exemple seulement afin d'illustrer les échanges de fichiers prévus entre le RG et l'entrepreneur.

Heure	Fichier	Expéditeur	Destinataire	Description
7 h	Fichier quotidien des taux de change	Entrepreneur	RG	Le fichier comprend les taux de change du jour, conformes à la norme ISO sur les codes de monnaies, qui seront utilisés par les ministères qui devront convertir des montants en devises étrangères.
8 h	Fichier de paiements	RG	Entrepreneur	Le fichier comprend les paiements en devises étrangères (p. ex., chèques, TAF et virements télégraphiques) demandés par le RG. Comprend toutes les directives que l'entrepreneur devra appliquer pour effectuer les paiements.
11 h	Fichier d'accusé de réception des paiements	Entrepreneur	RG	Ce fichier confirmera l'acceptation ou le rejet des paiements demandés dans le fichier de paiements de 8 h. Ce fichier précisera le numéro de demande du Trésor du fichier et confirmera l'acceptation ou le rejet de chacun des paiements du fichier de paiements correspondant. Les renseignements comprendront la raison du rejet des paiements concernés et le taux de change applicable pour les paiements en dollars canadiens acceptés, le taux de change modifié si le taux fourni pour les paiements en devises étrangères est expiré, la valeur révisée en dollars canadiens, etc.
13 h	Fichier non monétaire	RG	Entrepreneur	Ce fichier contiendra un amalgame de préavis, de rappel de paiements, de demandes de recherche et les instructions relatives aux corrections des virements télégraphiques.
14 h	Fichier d'accusé de réception non monétaire	Entrepreneur	RG	Ce fichier confirmera l'acceptation ou le rejet des paiements envoyés dans le fichier non monétaire de 13 h. Ce fichier précisera le numéro de demande du Trésor du fichier et confirmera l'acceptation ou le rejet de chacune des transactions du fichier non monétaire

ANNEXE A

				correspondant. Chaque transaction rejetée doit être accompagnée d'un code de raison.
15 h	Fichier de paiements	RG	Entrepreneur	Le fichier comprend les paiements en devises étrangères (p. ex., chèques, TAF et virements télégraphiques) demandés par le RG. Comprend toutes les directives que l'entrepreneur devra appliquer pour effectuer les paiements.
18 h	Fichier d'accusé de réception des paiements	Entrepreneur	RG	Ce fichier confirmera l'acceptation ou le rejet des paiements demandés dans le fichier de paiements de 15 h. Ce fichier précisera le numéro de demande du Trésor du fichier et confirmera l'acceptation ou le rejet de chacun des paiements du fichier de paiements correspondant. Les renseignements comprendront la raison du rejet des paiements concernés et le taux de change applicable pour les paiements en dollars canadiens acceptés, le taux de change modifié si le taux fourni pour les paiements en devises étrangères est expiré, la valeur révisée en dollars canadiens, etc.

**PIÈCE JOINTE 1 DE L'ANNEXE C : EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DE
LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (EMSTI)**

TABLE DES CATÉGORIES

CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS.....	1
OPÉRATIONS DE SÉCURITÉ.....	1
VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ AUX POLITIQUES DE SÉCURITÉ	3
PLANIFICATION.....	4
GESTION DES RISQUES.....	4
SÉCURITÉ DES DONNÉES.....	5
GESTION DE L'IDENTITÉ, DES JUSTIFICATIFS D'IDENTITÉ ET DE L'ACCÈS.....	6
SÉCURITÉ DES RÉSEAUX ET DES COMMUNICATIONS	7
VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ AUX POLITIQUES DE SÉCURITÉ	8
OPÉRATIONS DE SÉCURITÉ.....	8
SÉCURITÉ DU PERSONNEL.....	9
VÉRIFICATION ET RESPONSABILISATION	10
PLANIFICATION DES MESURES D'URGENCE	10
SÉCURITÉ OPÉRATIONNELLE	11
FILTRAGE DE SÉCURITÉ DU PERSONNEL	12
VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ	12
INTERVENTION EN CAS D'ATTEINTE À LA VIE PRIVÉE	12

L'entrepreneur doit démontrer que l'ensemble des systèmes de technologie de l'information (TI) et des applications qui serviront à la prestation du service bancaire à l'étranger satisfont aux exigences énoncées aux présentes. Si ces exigences s'appliquent à la ou aux solutions proposées et si le chargé de projet en décide ainsi, l'entrepreneur devra également démontrer que les systèmes de TI et les applications qui serviront à la prestation de ce service répondent aux critères établis.

Catégorie	Description
Continuité des activités	<p>L'entrepreneur doit procéder à des opérations de sauvegarde, de récupération et de mise à niveau périodiques. Il doit prévoir un objectif de point de reprise (OPR) [p. ex. pas plus de 45 minutes de données perdues] et un objectif de temps de reprise (OTR) [p. ex. remise en service dans les deux heures suivant une panne] correspondant aux niveaux de service. L'entrepreneur doit, à une fréquence adaptée à l'OTR et à l'OPR :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) protéger la confidentialité et l'intégrité de l'information sauvegardée à l'emplacement de stockage conformément aux exigences relatives à la protection des supports; b) fournir de la documentation sur les politiques relatives à la sauvegarde des données des systèmes et des serveurs (p. ex., les processus utilisés, la restauration des tests, les périodes de conservation et stockage des supports de sauvegarde).
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit élaborer, consigner, tenir à jour la configuration de base des composantes de la SAE et en assurer le contrôle.</p>
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit établir, consigner et tenir à jour un répertoire des composantes de l'infrastructure de services de la SAE qui satisfait aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) correspond exactement à la configuration actuelle des composantes; b) respecte le niveau de précision jugé nécessaire au suivi et à l'établissement de rapports; c) comporte suffisamment de renseignements pour permettre d'exercer une responsabilité efficace à l'égard des biens; d) se prête aux examens et aux vérifications du gouvernement du Canada (GC); e) est intégré à la mise à jour des activités d'installation et de retrait des composantes, ainsi qu'aux services de la SAE.
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit gérer les paramètres de configuration relatifs à l'infrastructure de services de la SAE, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) préciser les paramètres de configuration à utiliser afin d'accorder les droits d'accès minimaux; b) consigner les exceptions aux paramètres de configuration; c) surveiller et contrôler les modifications apportées aux paramètres de configuration conformément aux processus de gestion des changements et de la configuration.

Catégorie	Description
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit systématiquement et continuellement surveiller les événements liés à la SAE aux fins suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">a) détecter les attaques, les incidents et les événements anormaux touchant la SAE et l'environnement d'hébergement;b) relever toute utilisation et tout accès non autorisés aux données et aux composantes de la SAE;c) réagir aux menaces et aux attaques visant la SAE, les contenir et assurer la reprise du service.
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit, de façon continue, surveiller les alertes de sécurité, les avis et les directives provenant d'organisations externes désignées (p. ex., SPC), y répondre et informer le GC du niveau de non-conformité.</p>
Opérations de sécurité	<p>Selon la priorité établie par le GC, l'entrepreneur doit informer ce dernier par téléphone et par courriel (7 jours x 24 heures x 365 jours) de tout incident présumé ou réel relatif à la sécurité, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les attaques par déni de service;b) la présence de logiciels malveillants;c) la manipulation liée à l'ingénierie sociale;d) l'intrusion ou l'accès non autorisé;e) la divulgation de renseignements confidentiels;f) toute autre atteinte à la sécurité ou cybermenace ciblant le Canada.
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit signaler au nombre des incidents toute atteinte présumée ou réelle à la vie privée et à la sécurité touchant le service de la SAE.</p>
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit fournir toutes les preuves associées à un incident de sécurité (registres historiques, dossiers de vérification, résultats de l'analyse des registres ou autres) dans un délai précisé par le GC.</p>
Opérations de sécurité	<p>Si le GC en fait la demande, l'entrepreneur doit, dans les 72 heures, lui fournir un rapport rétrospectif sur l'incident de sécurité. Ce rapport comprend, mais sans s'y limiter, le fil des événements ayant mené à l'incident, la description des mesures prises afin de corriger la situation, et celle des mesures préventives qui permettront d'éviter que l'incident se reproduise.</p>

Catégorie	Description
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit mettre en œuvre un processus de vérification et d'enquête, lequel :</p> <ul style="list-style-type: none">a) ne permet qu'à des représentants désignés et préautorisés du Canada de demander et d'obtenir l'accès aux données de la SAE (données de l'utilisateur, registres d'événements, contenu) et aux renseignements connexes pour mener des enquêtes;b) est approuvé par le GC. <p>L'entrepreneur ne doit pas divulguer cet accès aux utilisateurs finaux.</p> <p>L'entrepreneur doit signaler ce type d'accès au Canada mensuellement, par organisation partenaire et par entrepreneur.</p>
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit fournir périodiquement (p. ex., de façon hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle) au GC un rapport et des statistiques sommaires et sur demande, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">a) des rapports d'incident de sécurité, des rapports rétrospectifs, des rapports spéciaux et les preuves afférentes;b) des rapports sur les vulnérabilités;c) des rapports sur les menaces à la sécurité;d) les correctifs et les correctifs de sécurité mis en œuvre.
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit exécuter une gestion des correctifs qui corresponde à la portée de leur contrôle et respecter les normes du GC. Cette gestion comprend les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a) veiller à ce que la dernière version des applications et des systèmes d'exploitation soit utilisée;b) faire en sorte que les vulnérabilités soient évaluées et que l'on applique les correctifs de sécurité du fournisseur au moment opportun;c) accorder la priorité aux correctifs et aux ensembles de modifications provisoires essentiels en adoptant une approche fondée sur le risque;d) remettre en ligne des applications hors ligne;e) harmoniser les niveaux de criticité des correctifs selon les précisions du GC;f) évaluer les vulnérabilités suivant le Common Vulnerabilities Scoring System (CVSS, ou système de notation des vulnérabilités), version 2;g) adopter une méthode de mise à l'essai et de vérification permettant de s'assurer que les correctifs ont été correctement mis en œuvre.

Catégorie	Description
Vérification de la conformité aux politiques de sécurité	<p>L'entrepreneur doit :</p> <ul style="list-style-type: none">a) informer le GC de tout problème lié à la sécurité de la SAE dès qu'il en apprend l'existence;b) effectuer le suivi des problèmes de sécurité relevés en ce qui a trait à la SAE;c) présenter au GC des rapports sur les progrès réalisés, jusqu'à ce que chaque problème de sécurité ait été résolu ou atténué.
Planification	<p>Dans les 45 jours suivant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit fournir l'ébauche d'un plan de sûreté relatif au système (PSS).</p> <p>L'entrepreneur doit concevoir un plan de sûreté destiné au système d'information et répondant aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a) être compatible avec l'architecture d'entreprise de l'entrepreneur;b) établir de façon explicite la limite des autorisations relatives au système;c) décrire l'environnement opérationnel de la SAE;d) décrire, pour chaque composante de la SAE, les politiques et les exigences connexes;e) décrire les relations ou les connexions avec d'autres systèmes d'information;f) produire un aperçu des exigences liées aux contrôles de sécurité du système;g) décrire les contrôles de sécurité en place ou planifiés en vue de satisfaire à ces exigences, notamment la justification des décisions liées à la personnalisation et aux suppléments;h) faire l'objet de l'examen et de l'approbation du GC avant sa mise en œuvre. <p>L'entrepreneur doit examiner le plan de sûreté du système d'information tous les ans.</p> <p>L'entrepreneur doit mettre le plan à jour en fonction des changements apportés au système d'information ou à l'environnement opérationnel, ou suivant les problèmes cernés durant la mise en œuvre du plan ou l'évaluation des contrôles de sécurité.</p> <p>Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus rendra la soumission non recevable.</p> <p>La décision de retarder l'attribution du contrat pour permettre à l'entrepreneur de se conformer aux exigences demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.</p>

Catégorie	Description
Planification	À la demande de l'État, l'entrepreneur doit participer activement à la réalisation d'une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée en ce qui a trait au système d'information de la SAE, conformément à la Politique sur la protection de la vie privée du SCT. Produit à livrer par l'entrepreneur.
Gestion des risques	<p>L'entrepreneur doit maintenir l'état d'autorisation de sécurité de la SAE au moyen d'une surveillance soutenue et de la vérification annuelle des exigences ayant été mises en œuvre quant à la sécurité des services de la SAE : il déterminera ainsi si les exigences en matière de sécurité du système d'information sont toujours efficaces au fil du temps, compte tenu des changements apportés aux services de la SAE et à son environnement opérationnel.</p> <p>À la suite d'un changement apporté à l'infrastructure de services de la SAE relevant de l'entrepreneur, ce dernier doit fournir des preuves à l'appui des activités de maintien des autorisations dans les 30 jours suivant une demande du GC.</p> <p>Au chapitre du maintien des autorisations, l'entrepreneur doit procéder à la mise à jour des consignes de sécurité dans les 30 jours d'une demande de la part du GC.</p>
Gestion des risques	L'entrepreneur doit avoir recours à un évaluateur indépendant ou à une équipe d'évaluation indépendante pour mener une évaluation des contrôles de sécurité liés au système d'information de la SAE.
Gestion des risques	<p>En ce qui concerne le système d'information, l'entrepreneur doit établir un plan d'action et des jalons afin d'étayer les mesures correctives qu'il prévoit adopter pour rectifier les faiblesses ou les lacunes relevées au cours de l'évaluation des contrôles de sécurité, et en vue de réduire ou d'éliminer les vulnérabilités connues dans le système.</p> <p>Tous les trois mois ou selon les indications du GC, l'entrepreneur doit mettre à jour le plan d'action et les jalons adoptés, en s'appuyant sur les résultats des évaluations des contrôles de sécurité, des analyses des incidences sur la sécurité, et des activités de suivi continues. Ces mises à jour seront également fonction des problèmes relevés au cours de l'évaluation de la sécurité.</p>

Catégorie	Description
Gestion des risques	<p>L'entrepreneur doit veiller à maintenir le niveau de sécurité des services et démontrer qu'il y parvient en observant de façon continue les consignes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">a) surveiller les menaces et les vulnérabilités;b) surveiller les activités malveillantes et les accès non autorisés;c) adopter, s'il y a lieu, des contre-mesures proactives, notamment des mesures préventives et réactives pour atténuer les menaces;d) prendre les mesures nécessaires pour limiter les dégâts causés et/ou mettre fin à l'atteinte à la sécurité des technologies de l'information.
Sécurité des données	<p>L'entrepreneur doit adopter les mêmes dispositions relatives à la sécurité pour les environnements de développement, d'essai du système, d'essai d'acceptation et de formation que celles utilisées dans l'environnement de production.</p>
Sécurité des données	<p>L'entrepreneur doit veiller à ce que l'intégrité et la confidentialité des données de la SAE soient protégées à l'aide de solutions de chiffrement, ou d'autres mécanismes approuvés par le GC.</p>
Sécurité des données	<p>L'entrepreneur doit mettre en œuvre des mécanismes de sécurité approuvés par le GC pour empêcher la fuite de données.</p> <p>En ce qui concerne les supports de TI, il doit respecter les consignes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">a) attribuer aux supports de TI le niveau « Protégé B »;b) suivre les lignes directrices G1-009 de la GRC (Transport et transmission de renseignements protégés ou classifiés) lorsqu'il transporte les supports de TI à l'intérieur ou à l'extérieur de ses locaux;c) faire en sorte que tous les supports de TI, lorsqu'ils ne servent pas, soient placés dans un contenant approuvé par la GRC pour le rangement des renseignements sensibles de niveau « Protégé B » (voir le guide G1-001 intitulé Guide d'équipement de sécurité); le contenant en question doit être vérifié par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC);d) suivre les ITSG-06 (Effacement et déclassification des supports d'information électroniques) lorsqu'il déclassifie, réutilise ou élimine les supports de TI; en cas d'échec du processus d'effacement et de déclassification, les supports de TI doivent être détruits;e) respecter l'interdiction de recourir au stockage en nuage sur Internet pour stocker et de traiter les données de SPAC.

Catégorie	Description
Gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès	<p>En ce qui concerne l'accès et les privilèges d'accès au système, la solution provisoire GIJA de l'entrepreneur doit :</p> <ul style="list-style-type: none">a) accorder l'accès aux utilisateurs autorisés à l'aide du nom d'utilisateur et du mot de passe;b) valider les justificatifs d'identité à chaque ouverture de session;c) identifier et authentifier de façon unique les utilisateurs et les administrateurs;d) empêcher l'accès aux composantes et aux ressources de la SAE en l'absence d'une identification, d'une authentification et d'une autorisation;e) utiliser des mots de passe complexes (p. ex., qui sont composés d'une chaîne d'au moins huit caractères, de caractères de types multiples) qui respectent la politique du GC en matière de vieillissement et de réutilisation des mots de passe;f) fournir le nom de chaque personne qui devra accéder à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;g) se conformer au principe du « droit d'accès minimal », et n'accorder que l'accès minimal nécessaire à l'accomplissement des tâches.
Gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès	<p>La solution provisoire GIJA de l'entrepreneur doit supprimer tous les justificatifs d'identité lorsqu'ils auront été entièrement transférés à la solution GIJA du GC.</p>
Gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès	<p>L'entrepreneur doit occulter la rétroaction relative aux données d'authentification (p. ex., en masquant les champs de mot de passe) pendant le processus d'authentification.</p>
Gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès	<p>Sur la page d'accès de chaque application Web, la SAE doit afficher une page d'ouverture de séance configurable.</p>
Gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès	<p>La SAE doit consigner les événements suivants dans un registre :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les authentifications réussies;b) les authentifications qui ont échoué.
Gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès	<p>La SAE doit utiliser la version la plus récente du protocole de sécurisation des échanges (TLS) et le chiffrement des renseignements pour la transmission des données de niveau application approuvées par le GC.</p>

Catégorie	Description
Sécurité des réseaux et des communications	<p>La SAE doit utiliser la version la plus récente du logiciel de chiffrement des données en ce qui a trait aux données approuvées par le GC. Avant d'utiliser un module cryptographique, l'entrepreneur doit fournir, à titre de preuve, une copie du certificat de validation pertinent ou, à tout le moins, le numéro du certificat de validation.</p> <p>L'entrepreneur doit également veiller à ce que les solutions cryptographiques approuvées (p. ex., les solutions RPV, TLS, les modules logiciels, les IRC et les jetons d'authentification le cas échéant) utilisées pour la SAE recourent à des algorithmes, à des tailles de clés cryptographiques et à des cryptopériodes approuvés par le GC.</p>
Sécurité des réseaux et des communications	<p>L'entrepreneur doit surveiller et analyser en temps réel l'achalandage du réseau, afin de détecter les attaques et les preuves relatives aux composantes compromises de l'infrastructure de la SAE. Plus précisément, l'infrastructure de services de la SAE doit surveiller et contrôler les communications à la limite externe du système et à ses principales limites internes.</p> <p>L'entrepreneur doit notamment détecter les attaques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les attaques par déni de service; b) la présence de logiciels malveillants; c) la manipulation liée à l'ingénierie sociale; d) l'intrusion ou l'accès non autorisé; e) la divulgation de renseignements confidentiels; f) toute autre atteinte à la sécurité ou cybermenace ciblant le Canada.
Sécurité des réseaux et des communications	La configuration de la SAE doit permettre l'utilisation de DNSSEC pour les requêtes DNS.
Sécurité des réseaux et des communications	<p>L'entrepreneur doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) se conformer aux exigences liées à la mise à niveau de la technologie afin de respecter, conformément à la demande du GC, les exigences en matière de sécurité et les accords de niveau de service (ANS); b) se conformer aux exigences du GC selon lesquelles un logiciel dont il est responsable ne sera jamais en retard de plus de deux versions.
Vérification de la conformité aux politiques de sécurité	<p>L'entrepreneur doit mettre en œuvre et maintenir la protection du réseau et la capacité des supports de TI afin de détecter et d'éliminer les maliciels ou toute tentative de connexion externe non autorisée aux appareils de surveillance du réseau, aux serveurs, aux dispositifs périphériques et aux postes de travail.</p> <p>La SAE doit être en mesure de balayer toutes les données qu'elle comporte afin de détecter la présence d'un maliciel. Les serveurs devraient être pourvus de mécanismes de protection de l'hôte qui balaient activement le système plus d'une fois par mois, à la recherche de programmes malveillants. Tous les fichiers téléchargés au service Web sont balayés par la SAE.</p>

Catégorie	Description
Opérations de sécurité	<p>La SAE doit permettre de suivre l'activité détaillée du système et des utilisateurs et de saisir les registres d'événements et de vérification dans un système centralisé.</p> <p>Le système des registres de vérification de la SAE doit répondre aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a) comprendre un mécanisme de consignation centralisée et à synchronisation temporelle des activités admises et bloquées dans la SAE, ainsi qu'une fonction d'analyse régulière du registre;b) conserver les événements et les enregistrements en ligne correspondant à une période de trois mois;c) conserver au moins deux ans les événements et les enregistrements associés à un incident de sécurité;d) stocker les registres pendant au moins six mois.
Opérations de sécurité	<p>Les dossiers de vérification de la SAE doivent comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la nature de l'événement de vérification;b) la date et l'heure de l'événement de vérification;c) l'endroit où s'est produit l'événement de vérification;d) la source de vérification de l'événement;e) le résultat de l'événement de vérification (réussite ou échec);f) la question ou l'identité de l'utilisateur lié à l'événement de vérification.
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit procéder à la mise en œuvre d'un processus d'examen de vérification qui comprend les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'examen et l'analyse des dossiers de vérification de la SAE, chaque année et dans les 20 jours ouvrables du gouvernement fédéral suivant une demande du GC, si celui-ci soupçonne qu'une activité inappropriée ou inhabituelle se déroule;b) la communication au GC des résultats du processus d'examen de vérification au GC dans les dix jours ouvrables du gouvernement fédéral suivant fin de la vérification;c) l'ajustement du niveau d'examen de vérification, d'analyse et d'établissement de rapports lorsque survient un changement quant aux risques, ou à la demande du GC.

Catégorie	Description
Opérations de sécurité	<p>En ce qui concerne les dossiers d'incidents de sécurité, l'entrepreneur doit indiquer les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le numéro du dossier d'incident; b) la date d'ouverture et la date de fermeture du dossier d'incident; c) le vecteur de menace; d) l'application, le protocole ou le service visé; e) l'origine ou la source de l'attaque; f) la nature et la description de l'attaque ou de l'événement; g) des précisions quant à la réussite ou à l'échec de l'attaque et à ses conséquences; h) la portée de l'attaque (une organisation ou plusieurs organisations); i) le nombre estimatif de systèmes touchés dans chaque organisation; j) la liste des systèmes touchés dans chaque organisation; k) la source ou l'origine apparente de l'attaque, de l'incident ou de l'événement; l) la date et l'heure de l'attaque, de l'incident ou de l'événement; m) le secteur touché et l'importance estimative du préjudice causé; n) l'importance estimative des conséquences; o) la durée de l'attaque, de l'incident ou de l'événement; p) les mesures prises; q) l'état des mesures d'atténuation; r) les registres pertinents ou les éléments probants.
Opérations de sécurité	<p>L'entrepreneur doit installer une solution technique automatisée (par exemple, un pare-feu pour application Web) qui permet de détecter et d'empêcher les attaques Web (p. ex., les failles d'injection, les débordements de tampon, les attaques sur les éléments dynamiques, etc.) ciblant des applications Web accessibles au public, afin d'assurer une surveillance constante de tout l'achalandage.</p>
Sécurité du personnel	<ul style="list-style-type: none"> a) Conformément à la <i>Norme sur la sécurité du personnel</i> du SCT, l'entrepreneur doit effectuer un filtrage de sécurité avant de donner aux employés l'accès au système d'information. b) Lorsque la situation l'exige, l'entrepreneur doit procéder à un nouveau filtrage de sécurité. c) En ce qui concerne les entrepreneurs étrangers, consulter la partie 6, 6,1 a) – Exigences en matière de sécurité et de protection des renseignements personnels pour les entrepreneurs étrangers (filtrage de sécurité du personnel). d) L'entrepreneur ne doit jamais attribuer un contrat à un sous-traitant sans l'autorisation préalable de la DSIC de SPAC. e) Tous les sous-traitants doivent se soumettre au même filtrage de sécurité et obtenir la même accréditation que l'entrepreneur.

Catégorie	Description
Sécurité du personnel	<p>a) Lors d'une cessation d'emploi, l'entrepreneur doit retirer l'accès de l'employé au système d'information.</p> <p>b) Lors d'une cessation d'emploi, l'entrepreneur doit effectuer une entrevue de fin d'emploi avec l'employé.</p> <p>c) Lors d'une cessation d'emploi, l'entrepreneur doit retirer tous les biens liés au système d'information organisationnel et associés à la sécurité.</p> <p>d) Lors d'une cessation d'emploi, l'entrepreneur doit conserver l'accès à l'information et aux systèmes d'information organisationnels, conformément à la <i>Norme sur la sécurité du personnel</i> du SCT.</p>
Sécurité du personnel	<p>L'entrepreneur doit veiller à ce que les personnes qui ont besoin d'accéder à l'information et aux systèmes d'information organisationnels signent les ententes d'accès appropriées avant que l'accès leur soit accordé.</p> <p>L'entrepreneur doit au besoin examiner ou mettre à jour les ententes d'accès.</p>
Sécurité du personnel	<p>L'entrepreneur doit veiller à ce que l'accès à l'information faisant l'objet de mesures de protection spéciales ne soit accordé qu'aux personnes qui :</p> <p>a) possèdent une autorisation d'accès valide au titre des fonctions gouvernementales officielles qui leur ont été attribuées;</p> <p>b) répondent aux critères connexes en matière de sécurité du personnel;</p> <p>c) ont lu, compris et signé l'entente de non-divulgation.</p>
Sécurité du personnel	<p>L'entrepreneur doit respecter les exigences liées au contrôle de la sécurité du personnel, notamment en ce qui touche les rôles et les responsabilités associés aux fournisseurs tiers.</p> <p>L'entrepreneur doit formuler par écrit les exigences liées au contrôle de la sécurité du personnel.</p> <p>L'entrepreneur doit exercer une surveillance afin de s'assurer que les fournisseurs se conforment à ces exigences.</p> <p>L'entrepreneur doit veiller à ce que les organisations et les personnes du secteur privé qui ont accès à l'information et aux biens protégés fassent l'objet d'un filtrage de sécurité.</p> <p>En ce qui concerne les services assurés par des tiers, l'entrepreneur doit définir explicitement les paramètres de la surveillance gouvernementale ainsi que les rôles et les responsabilités de l'utilisateur final.</p>
Sécurité du personnel	<p>L'entrepreneur doit suivre une procédure officielle pour prendre des sanctions contre le personnel contrevenant aux procédures et aux politiques établies en matière de sécurité de l'information.</p>
Vérification et responsabilisation	<p>L'entrepreneur doit veiller à ce que le système d'information offre une capacité de réduction des vérifications et de production de rapports.</p>
Vérification et responsabilisation	<p>L'entrepreneur doit veiller à ce que le système d'information offre une capacité de traitement automatique des dossiers de vérification fondée sur des critères de sélection d'événements pour les événements d'intérêt.</p>

Catégorie	Description
Planification des mesures d'urgence	<p>L'entrepreneur doit établir un emplacement de stockage secondaire et conclure les accords nécessaires pour permettre le stockage et la récupération des données de sauvegarde du système d'information.</p> <p>L'entrepreneur doit désigner un emplacement de stockage secondaire distinct de l'emplacement principal afin que ces deux emplacements ne soient pas exposés aux mêmes dangers.</p>

<p>Sécurité opérationnelle</p>	<p>L'entrepreneur doit voir à ce que toutes les activités réalisées relativement aux exigences en matière de sécurité et de protection des renseignements personnels figurant dans l'énoncé des besoins (EB) offrent des niveaux de protection similaires à ceux que définissent les politiques du gouvernement du Canada; ces activités doivent en outre respecter ou surpasser les pratiques exemplaires ou les normes de l'industrie (p. ex., ISO 27001), les exigences les plus rigoureuses étant retenues.</p> <p>L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une preuve de conformité aux lois du pays dans lequel les activités sont réalisées, ce qui pourrait notamment comprendre la conformité aux lois nationales sur la protection des renseignements personnels, aux lois fiscales, aux règlements constitutifs et à la législation du travail.</p> <p>L'entrepreneur doit désigner un agent de sûreté d'entreprise (ASE) qui sera chargé de veiller au respect des exigences relatives à la protection des renseignements personnels et à la sécurité au titre du contrat. En collaboration avec l'autorité contractante, cet agent agira à titre de personne-ressource quant aux questions relatives à la protection des renseignements personnels et à la sécurité, et s'emploiera à traiter les demandes d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP). L'ASE sera chargé de surveiller l'application des consignes liées à la protection des renseignements personnels et de la sécurité, et de répondre aux commentaires faisant suite à la vérification. On trouvera plus de renseignements sur la désignation et les responsabilités de l'agent de sûreté d'entreprise à l'adresse suivante : http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/msi-ism/ch1-fra.html#ch1-103.</p> <p>En ce qui touche la sécurité de la TI, l'entrepreneur doit désigner une personne-ressource principale ayant un rapport hiérarchique fonctionnel avec les services de gestion de la sécurité, et qui verra à l'exécution des tâches énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none">I. Mettre en place et gérer le programme de sécurité de la TI de l'entrepreneur dans le cadre d'une approche globale en matière de sécurité.II. Cerner, définir et consigner les rôles et les responsabilités relatifs à la sécurité du système d'information.III. Formuler des recommandations en ce qui a trait à l'approbation de chaque contrat passé avec un fournisseur externe de services liés à la sécurité de la TI.IV. Collaborer avec les gestionnaires responsables de la prestation des programmes et des services afin de répondre à leurs besoins en matière de sécurité de la TI, et fournir des conseils sur les mesures de protection, sur les répercussions éventuelles de menaces nouvelles ou existantes et sur le risque résiduel d'un programme ou d'un service.V. Si les appareils nécessitent de l'entretien, du soutien technique ou s'il faut les remplacer, s'assurer qu'aucun élément du matériel informatique associé au traitement et au stockage des renseignements de nature délicate ne soit confié à un fournisseur externe.VI. S'assurer de ne pas utiliser le système de technologie de l'information de l'entreprise pour effectuer électroniquement le traitement, la
--------------------------------	--

Catégorie	Description
	<p>production ou le stockage de renseignements « protégés » du GC se rattachant au présent contrat.</p> <p>VII. Ne procéder au traitement des données du GC qu'après avoir obtenu l'approbation de la DSIC. Cette prise en charge se limite aux données de niveau « Protégé B » ou inférieur, et à moins que celles-ci soient dûment protégées, aucune connexion interne ou externe avec Internet ou tout autre réseau n'est autorisée.</p> <p>VIII. Ne recourir à la technologie sans fil pour le traitement des renseignements de nature délicate que si la DSIC l'autorise. Il importe de souligner que le traitement de renseignements de nature délicate relatifs à des contrats passés avec le GC ne peut être effectué que dans une installation validée par la DSIC.</p> <p>IX. Contrôler et surveiller l'accès au câblage, aux espaces et aux chemins d'accès de télécommunication pour éviter toute connexion, intentionnelle ou non, à un autre réseau.</p> <p>X. Exercer une surveillance pour s'assurer que les normes liées à la sécurité sont respectées au sein du Ministère.</p> <p>XI. Établir un processus efficace permettant de gérer les incidents de sécurité liés à la TI, et voir à ce que l'on s'y conforme.</p>
Filtrage de sécurité du personnel	<p>a) L'entrepreneur est responsable du recrutement du personnel.</p> <p>b) L'entrepreneur doit tenir à jour une liste qui identifie clairement les employés par divers renseignements – nom, titre, responsabilités, formation et niveaux d'accès aux installations et aux systèmes –, conformément à l'énoncé des besoins (EB).</p> <p>c) L'entrepreneur doit transmettre la liste au chargé de projet si ce dernier lui en fait la demande.</p> <p>d) L'entrepreneur doit tenir un dossier des employés permettant de démontrer que le personnel possède les qualifications nécessaires pour réaliser le travail. Ce dossier doit être fourni au chargé de projet si ce dernier lui en fait la demande.</p> <p>e) L'entrepreneur doit communiquer avec la DSIC et faire en sorte que tous les employés que concerne la présente liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) se conforment au processus de filtrage de sécurité et obtiennent du GC une cote de fiabilité ou une cote de sécurité s'il y a lieu.</p> <p>f) Durant les dix (10) ans qui suivent l'offre d'emploi initiale, l'entrepreneur doit conserver l'attestation relative à la cote de fiabilité ou de sécurité de chaque employé dans un dossier qu'il met à la disposition de l'autorité contractante.</p> <p>g) Lorsque la situation l'exige, l'entrepreneur doit procéder à un nouveau filtrage de sécurité.</p>
Vérification de la sécurité	<p>Chaque année, l'entrepreneur doit effectuer une vérification interne du service afin d'en assurer la conformité continue aux exigences figurant au contrat; il doit transmettre les résultats de cette vérification au chargé de projet ou à l'autorité contractante. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur donnera au GC (ou à son représentant autorisé), dans un délai raisonnable, l'accès à l'ensemble de ses installations, de son réseau</p>

Catégorie	Description
	<p>et des bases contenant les données du GC ou d'autres données liées au contrat (consulter les lignes directrices à la section 6.6 des <i>Lignes directrices sur la chaîne d'approvisionnement des technologies</i>, version 01).</p> <p>Si le gouvernement du Canada découvre une faille de sécurité pendant la vérification, l'entrepreneur la corrigera immédiatement, à ses frais. L'entrepreneur reconnaît que le présent énoncé vaut également pour chacun de ses sous-traitants.</p>
Intervention en cas d'atteinte à la vie privée	<p>En cas d'atteinte à la vie privée, chaque entrepreneur contribuant à la prestation des services qui figurent au contrat doit, dans les 90 jours suivant l'attribution du contrat, présenter un protocole approuvé par le chargé de projet et l'intégrer aux processus de gestion de tous les incidents liés à la protection des renseignements personnels. Le plan de conservation des documents doit en outre définir la notion d'atteinte à la vie privée et fournir des précisions sur la façon de reconnaître un tel manquement, de le signaler et d'en atténuer les risques.</p> <p>L'entrepreneur informera immédiatement l'autorité contractante de toute infraction à la sécurité ou atteinte à la vie privée (par exemple, chaque fois qu'une personne qui n'y est pas autorisée a accès à des renseignements personnels).</p> <p>L'entrepreneur doit tenir à jour le plan de conservation des documents et pourrait également devoir soumettre ce plan à jour au chargé de projet en cas d'atteinte à la vie privée ou s'il survient un autre incident ayant des conséquences sur les principes du plan ou sur les autres obligations figurant au contrat.</p>